



Coopération République du Congo-
Banque Africaine de Développement



MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE L'ACTION HUMANITAIRE ET
DE LA SOLIDARITE

PROJET D'APPUI A LA REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE
DES GROUPES DEFAVORISES - PARSEGD

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

Une zone enclavée en situation post-confit: le district de Kindamba (Pool, République du Congo)

Diagnostic territorial dans en vue d'un Projet d'Appui au Développement Communautaire.



par Elisabeth Dorier

avec la collaboration de R. Kinouani, E. Morand, D. Rouquier, Q. Fleuret

juillet 2011 (revu en 2012)

Laboratoire Population Environnement Développement - UMR151.

Aix Marseille Université (anciennement Université de Provence) - Institut de Recherches pour
le Développement

Ce rapport n'engage que son auteur. Contact: elisabeth.dorier@univ-amu.fr

Table des matières

Avant propos.....	3
1- Contexte et justification de la mission de diagnostic territorial	3
2-Description de la mission de diagnostic territorial.....	3
3- Rareté des sources récentes sur le district de Kindamba.....	3
1. Contexte général	5
1-1 Situation géographique : un district central, mais enclavé	5
1-2 Des milieux à forts potentiels	7
1-2-1 Relief et Hydrographie :	7
1-2-2 géologie, sols, végétation.....	9
1-3 Situation et dynamiques de peuplement	12
1-3-1 Des densités de peuplement rurales relativement élevées.....	12
1-3-2 Une démographie affectée par les guerres, mais en reprise	14
1-3-3 La hiérarchie des centres.....	16
1-4 Impacts des conflits et situation en matière de sécurité	20
1-4-1 Le district de Kindamba, au cœur des conflits	20
1-4-2 Déplacements de population	24
1-4-3 Kindamba, carrefour logistique des interventions humanitaires d'urgence dans le Pool Nord en 2004-2005.....	24
1-4-4 Présence des ex- combattants et sécurité dans le district.....	24
2. le chef lieu de district : Kindamba	27
2-1 Caractéristiques de la population de Kindamba centre.	28
2-2 Une forte polarisation du district	29
2-2-1 L'effet chef lieu : équipements et fonctionnaires résidents	29
2-2-2 Le centre de redistribution des pays de Mpangala.....	30
2-3 Des problèmes d'aménagement urbain	32
2-3-1 Voirie	32
2-3-2 Electricité.....	33
2-3-3 Eclairage à Kindamba	33
2-3-4 Eau	34
2-4 le chef lieu au cœur des télécommunications.....	34
3-3 télécommunications	34
3– Transports et accessibilité dans le district de Kindamba	36
3-1 Le délabrement du réseau de voirie.....	36
3-1-1 Les axes Brazzaville-Kindamba :	36
3-1-2 Les accès vers les 3 districts voisins, Mayama, Vinza, kimba	38
3-1-3 Les voies internes au district :	39
3-1-4 Quelles perspectives pour la réhabilitation et l'entretien des pistes	42
3-2 Insuffisance et coûts de la desserte automobile.....	42
4 – Les activités agricoles	45
4-1 L'activité de production vivrière, héritages, contraintes et atouts : un « grenier » de Brazzaville ?.....	45
4-1-1 Les bases d'une production variée : manioc, légumineuses, arachide	45
4-1-2 L'accès au sol	45
4-1-3 Une région concernée par plusieurs projets agricoles dans les années 70-90	47
4-2 La relance d'une production démantelée par les conflits	50
4-2-1 La production maraîchère affectée par le déficit de semences.....	50
4-2- 2 L'élevage ruiné par les pillages du cheptel.....	50
4-2- 3 Les prémices d'une reprise de l'élevage	51
4-2-4 Une relance conflictuelle de la riziculture de bas-fonds	51
4-3 Disparités des conditions et des zones de production.....	54

5- Précarité d'accès aux services essentiels.....	58
5-1 L'habitat.....	58
5-2 Accès à l'eau potable et à l'énergie.....	59
5-3 Structures de santé et accès aux soins.....	60
5-2-1 La CSS (Circonscription socio-sanitaire) de Kindamba.....	60
5-2-2 Répartition des structures de santé publiques sur le territoire.....	61
5-2-3 Etat des locaux et personnel présent dans les structures.....	63
5-2-4 Un hôpital de base encore sous-équipé.....	65
5-3-3 les référencement vers des hôpitaux mieux équipés.....	68
5-3-4 L'offre de soins de proximité.....	68
5-4 Structures éducatives et formations qualifiantes.....	71
5-4-1 Accessibilité des écoles, les cantines, facteur d'attraction.....	71
5-4-2 Caractéristique des écoles primaires et de leur personnel.....	74
L'état des locaux.....	76
4-4-3 Le Collège d'Enseignement Général de Kindamba.....	79
5-4-4- le CMA-CETA : Centre des métiers agricoles – Collège technique agricole de Kindamba.....	81
6 – Dynamiques du développement local	83
6-1 –Des projets post conflit aux projets de développement ?	83
6-2 Retour des initiatives publiques	84
6-2-1 Collectivités territoriales : le conseil départemental du Pool.....	85
6-3 – Initiatives privées, associatives et communautaires	88
7- Synthèses du diagnostic.....	88
7.1 – Besoins prioritaires exprimés par les populations (Cf. tableau analytique, ci-dessous)	88
7.2 – Besoins prioritaires exprimés par les populations (synthèse).....	90
7-3 Bilan des forces et faiblesses du district de Kindamba	91
7-4 Propositions:.....	91

Annexes

ANNEXE 1 – LISTE ET POPULATION DES 79 LOCALITES DU DISTRICT DE KINDAMBA ET LEURS VILLAGES ADMINISTRATIFS EN 2006	94
ANNEXE 2 - METHODOLOGIE D'ENSEMBLE.....	96
ANNEXE 3 - FORMULAIRE D'ENQUETE DES CHEFS LIEUX DE DISTRICTS ET VILLAGES	100
ANNEXE 4: MODELE DE FICHE D'ENQUETE DES STRUCTURES D'EDUCATION ET DE SANTE.....	122
ANNEXE 5 - PERSONNALITES RENCONTREES.....	128
ANNEXE 6 : BIBLIOGRAPHIE	129

Avant propos

1- Contexte et justification de la mission de diagnostic territorial

Le Ministère en charge des Affaires Sociales de la Solidarité et de l'Action Humanitaire exécute avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement, le **Projet d'Appui à la Réinsertion Socioéconomique des Groupes Défavorisés** (PARSEGD). Ce projet, à travers ses multiples composantes, vise à rendre autonomes les personnes vivant dans la précarité, en facilitant leur accès aux services sociaux de base et en favorisant notamment la création d'emplois et le développement des Très Petites Entreprises (TPE). Le PARSEGD est un exemple de partenariat entre des ministères, les collectivités locales, les ONG, les entreprises privées. Tenant compte des leçons du PARSEGD, le Ministère des Affaires Sociales de la Solidarité et de l'Action Humanitaire élabore un nouveau projet appelé **Projet d'Appui au Développement Communautaire (PADEC)**, concernant des zones rurales particulièrement marginalisées, enclavées, ou qui ont été touchées par les conflits. Le projet est basé sur le développement humain et intervient sur plusieurs secteurs d'activités. Il vise la mise en œuvre des OMD au niveau territorial, l'amélioration des conditions de vie des communautés de base, le développement des activités économiques, la valorisation des ressources locales et l'accompagnement des communautés par les agents sociaux. Il permettra de rétablir les mécanismes d'accès au revenu, de remettre en place les infrastructures de base : école, santé, pistes rurales, eau potable avec l'appui des communautés elles-mêmes. Il va opérationnaliser au niveau local entre autres : le DSRP, la Stratégie nationale de prise en charge des groupes sociaux défavorisés, la Stratégie nationale HIMO. Pour une plus grande efficacité, plusieurs approches de développement seront associées (villages du millénaire, télécentre communautaire, centres Songhaï, Plateformes multifonctionnelles, Initiative PNUD Capacity 2015...).

Comme tout projet communautaire, son développement repose sur un diagnostic territorial complet et multisectoriel. C'est pourquoi, des discussions ont été entreprises avec le LPED afin de réaliser le diagnostic territorial de certaines zones d'intervention du PADEC, en particulier dans certaines zones rurales du Pool fortement touchées par les conflits et qui, jusqu'à présent ont peu bénéficié des programmes de reconstruction, du fait de la persistance de l'insécurité.

2-Description de la mission de diagnostic territorial

L'intervention de l'Université de Provence et de son Laboratoire Population Environnement Développement (LPED, Unité mixte de recherche Université-IRD) a porté sur 7 districts où un protocole commun d'enquêtes, de traitement des données et de cartographie a été mis en place, sous la direction d'E.Dorier (géographe, professeure à l'Université de Provence) et d'H.Mazurek (agronome et géographe, chercheur à l'IRD), tous deux membres du LPED. Un partenariat avec l'université Marien Ngouabi a spécifiquement porté sur les questions agricoles (Y.Ofouémé Berton, géographe, Maître de Conférence).

Les enquêtes ont été menées de manière simultanée et coordonnée par plusieurs sous-équipes de chercheurs, de praticiens du développement et d'étudiants stagiaires.

- enquêtes participatives conduites dans les chefs lieux ainsi que des échantillons de localités des districts de Kindamba, Mayama, Vinza, Kimba, Kingoué et Lékana
- mise en place d'un SIG (bases de données sectorielles géoréférencées, sous Mapinfo), conception d'une cartographie exclusive détaillée de localisation des zones ciblées et d'analyses thématiques à finalité opérationnelle pour les interventions du PADEC
- le rapport ci-dessous, qui concerne Kindamba, fait donc partie d'un ensemble de 7 rapports territoriaux associés à une cartographie originale conçue par le LPED à partir de sources de première main portant sur :

- | | |
|---|--|
| - le secteur routier et des transports | - le système de santé et l'accès aux soins |
| - l'habitat | - le secteur de l'éducation |
| - l'accès à l'eau potable et à l'énergie- l'activité économique et agricole | - le développement durable |

3- Rareté des sources récentes sur le district de Kindamba

Pour élaborer notre enquête sur la base d'hypothèses de la situation sociale, et faute de pouvoir accéder aux résultats socio-économiques du recensement national de la population de 2007 qui ne sont pas encore publiés, nous nous sommes appuyés sur les résultats des enquêtes nationales (EDS 2005, CNSEE 2005) et

régionales sur la pauvreté et l'évolution post-conflit (Caritas 2004 et 2007, OCHA 2004, Ministère du plan 2006). Nous nous sommes notamment fondés, à titre indicatif et pour définir les critères à prendre en compte, sur les résultats des consultations participatives sur la pauvreté menées dans certains districts du Pool en 2004 (Caritas, OCHA), 2006 (Ministère du plan, enquêtes régionales pour l'élaboration du DSRP) les diagnostics participatifs villageois menés à Mindouli et Goma tsé Tsé en 2008 (Caritas), ainsi que sur les résultats de l'enquête menée en 2010 par le CNSEE sur la fréquentation des Centres de Santé Intégrés (EBUCSI).

Il faut noter que, compte tenu de problèmes persistants d'insécurité et de difficulté d'accessibilité, la partie nord-ouest du Pool ciblée par la présente enquête n'avait pas été prise en compte dans les études conduites depuis les années 2000, qui se sont toutes centrées sur Kinkala, Mindouli, Igné ou Goma tsé tsé. En effet, la zone qui est restée longtemps mal maîtrisée a peu été investiguée lors des enquêtes menées au sortir des guerres.

Ainsi l'excellent rapport CARITAS (2004) qui dresse le tableau des populations du Pool au sortir de la guerre est-il basé sur des enquêtes-ménages majoritairement menées dans le Pool sud. Les localités ciblées par l'enquête-ménages Caritas (865 ménages enquêtés) ont été choisies dans la zone très impactée par les conflits, le long de l'axe du CFCO dans les districts de Kinkala, Mindouli (ces deux districts regroupent 71% des ménages enquêtés) et Mbanza Ndounga (13% des ménages). Les districts périphériques du Pool Nord- encore trop mal sécurisés à cette époque ont été enquêtés de manière secondaire par CARITAS, à travers des localités-témoins.

Néanmoins, le chef lieu de district de Kindamba, très touché par la guerre mais sécurisé en 2004, et qui était alors la base des premières opérations humanitaires dans la zone, a fait partie de l'échantillon (6% des ménages), ce qui nous permet de disposer d'éléments sur cette commune au sortir de la guerre. Mais aucune étude récente n'a porté sur les villages du district de Kindamba.

En complément, l'enquête de l'OCHA 2004 a été conduite dans un délai de temps rapide, sous forme d'une série de missions conjointes d'évaluation du niveau de sécurité, de l'état des infrastructures et de l'accès aux services dans le département du Pool en 2004 avec le PAM, l'UNICEF et la FAO. L'étude assume sa dimension opérationnelle qui « *ne correspond pas à un travail à caractère scientifique mais se veut plutôt comme un outil de décision rapide, sous la forme d'enquêtes simples et de compilations de données.* » Elle s'est déroulée principalement par rencontre de personnes ressources, (autorités publiques, ONG) et visites circonscrites aux chefs lieux de 4 districts du Pool, avec observations rapides dans les localités traversées (Kinkala, Mindouli, Mayama et Kindamba). En marge de ce rapport OCHA, l'IRIN (*Integrated Regional Information Networks*) propose alors, sur le site web de l'OCHA, une description qualitative de la situation 2004 à Kindamba. Ces deux sources, qu'on peut considérer comme objectives, nous ont aidé à dresser un bilan des évolutions.

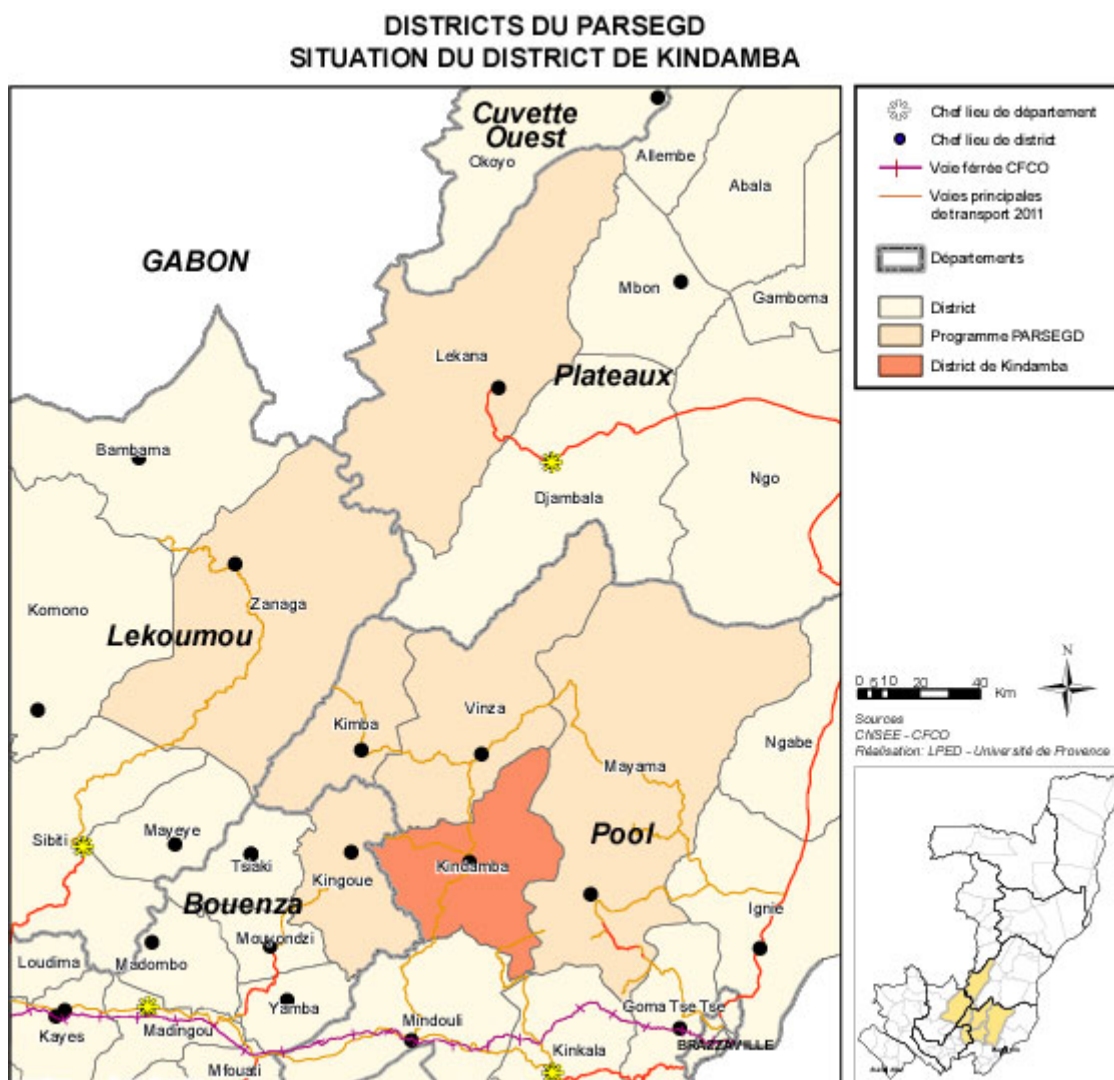
En préparation au DSRP les consultations participatives sur la pauvreté menées auprès de focus groupes dans le département du Pool, (2005-2006) se sont ensuite déroulées dans quatre districts seulement : Kinkala, Goma Tsé-Tsé, Igné, Mindouli. Ces documents apportent un éclairage pertinent sur les formes et profils de profils au niveau des individus, des ménages, des groupes, mais sans approche territoriale. Mais là encore, les districts du Pool nord n'ont pas été représentés. Enfin depuis la relative stabilisation depuis 2008, quelques enquêtes diagnostics villageois, qui ont inspiré certains de nos questionnements ont été menées, notamment par Caritas, dans les districts de Mindouli et Goma Tsé Tsé.

En réponse à la demande du PARSEGD nous voulons donc ici réaliser un état des lieux du district « oublié » de Kindamba, en développant principalement une analyse territoriale de l'impact des conflits dans cet espace rural potentiellement riche, central en termes de productions agricoles et de circulations dans le Pool Ouest et entre le Pool et la Bouenza, mais aujourd'hui encore affecté dans son fonctionnement et déconnecté de la capitale par l'état désastreux du réseau de communication. Nous avons peu développé la dimension monétaire et sociale de la pauvreté qui auraient nécessité des enquêtes ménages et qui ont déjà été abordé dans certains des travaux cités ci-dessus.

NB. On trouvera dans les Annexes (3 à 6) la méthodologie détaillée de la présente enquête ainsi que la composition de l'équipe qui a contribué à ce travail.

1. Contexte général

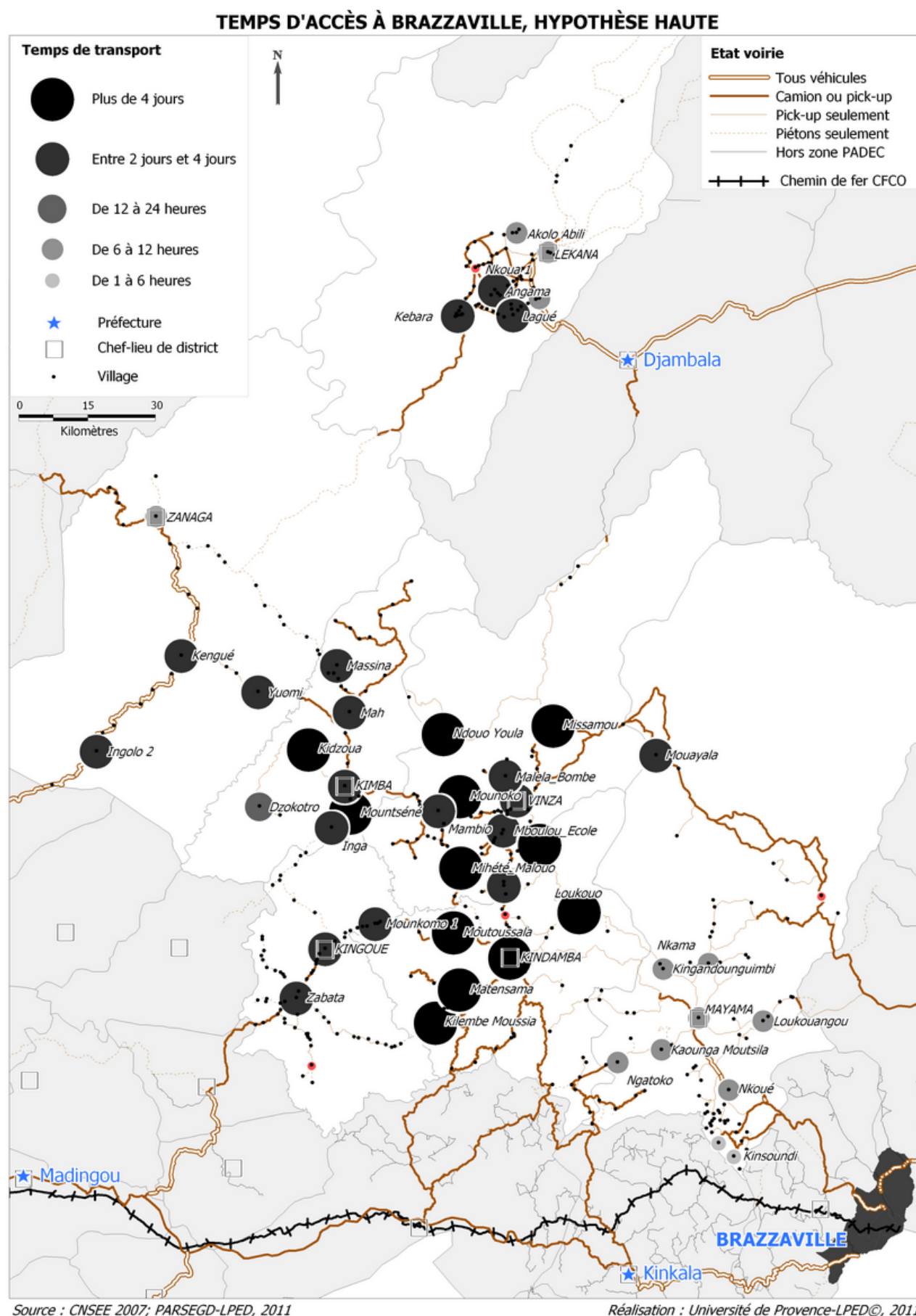
1-1 Situation géographique : un district central, mais enclavé



Carte 1 : Situation du district de Kindamba.

Le district de Kindamba est situé dans le Pool Ouest, au cœur des « pays de Mpangala », entre les districts de Mayama à l'ouest et de Vinza au nord. Il constituait traditionnellement un espace de passage entre Vinza, Kimba et Brazzaville. Mais depuis les conflits, l'insécurité régnant dans la zone de Mindouli et spécifiquement aux abords de la RN1 et du CFCO, ajoutée à l'effroyable dégradation des pistes, plusieurs transporteurs en provenance de Vinza et Kimba passent par le nord et contournent le district de Kindamba pour rejoindre la RN2 vers Brazzaville. Du côté de Kingoué (département de la Bouenza), les communications, sont interrompues pour les véhicules du fait de la destruction, en septembre 1999, des bacs qui permettaient de franchir le Ndouo-Niari (qui marque la limite entre les deux districts).

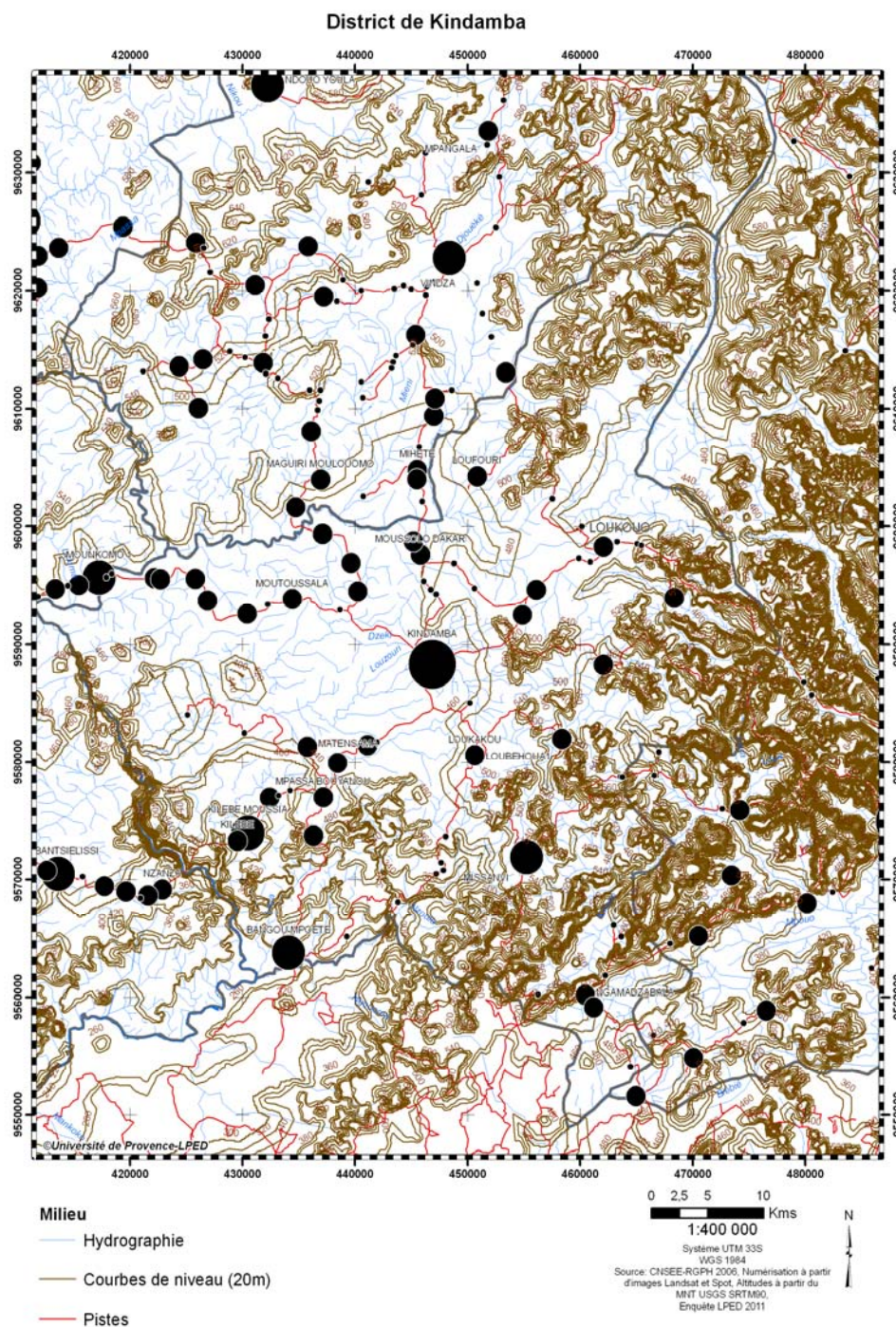
L'enclavement, on le verra ne date pourtant pas des conflits, mais il s'est beaucoup aggravé du fait des destructions et manque d'entretien du réseau viaire. Kindamba est actuellement très mal connecté à Brazzaville, malgré la proximité relative (200 km). Les temps de trajets des véhicules lourds partant de Kindamba vers la capitale atteignent fréquemment plusieurs jours, jusqu'à une semaine en période de grandes pluies (Carte 2). Compte tenu de l'état des pistes, il s'agit exclusivement de camions ou de pick-ups, qui partent du chef lieu, et qui servent aussi bien pour les transports de marchandises que de personnes.



Carte 2 : Temps d'accès à Brazzaville depuis les localités enquêtées.

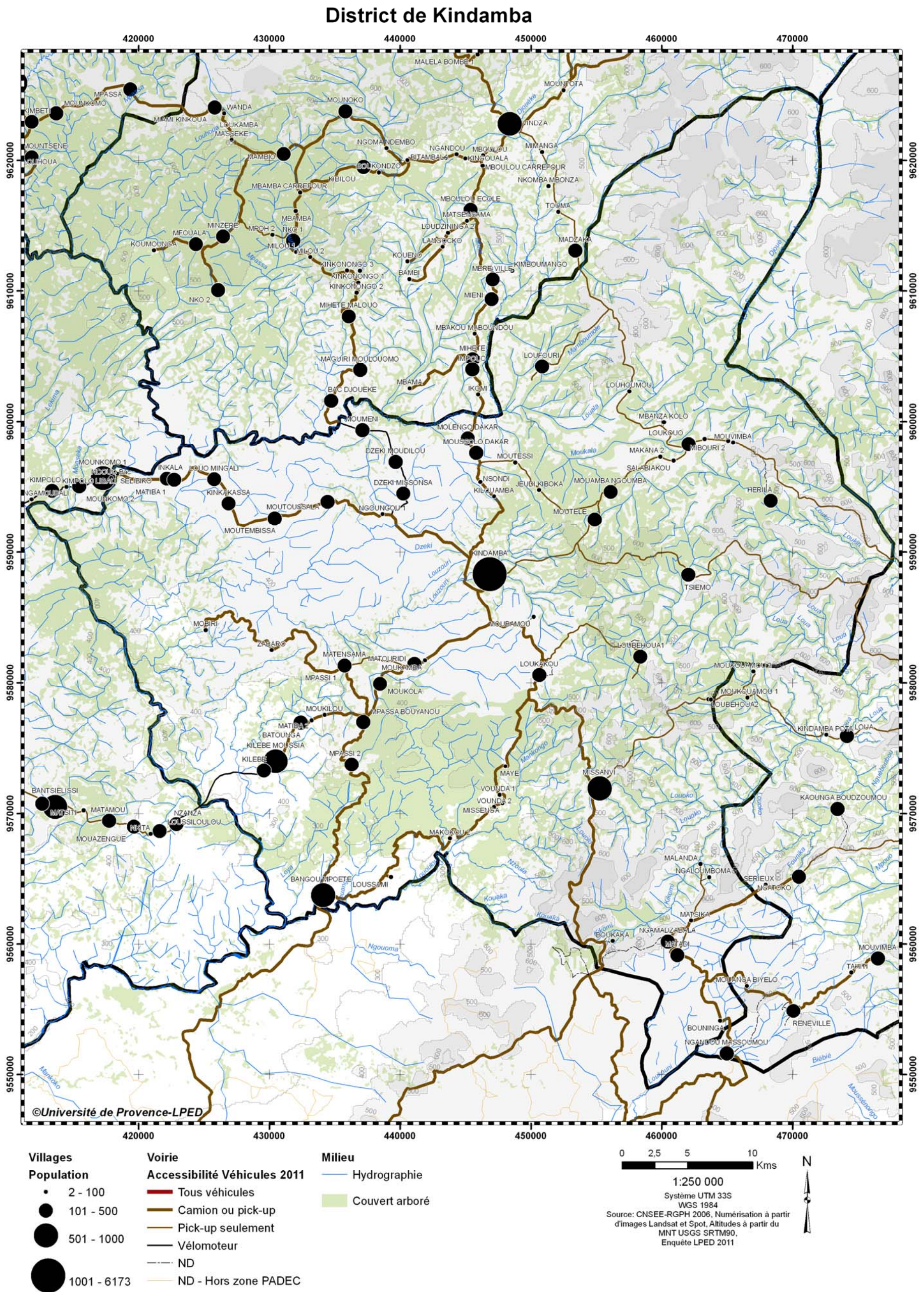
1-2 Des milieux à forts potentiels

1-2-1 Relief et Hydrographie :



Carte 3 : Relief et hydrographie du district de Kindamba.

Le district de Kindamba est drainé par un dense réseau hydrographique principalement orienté vers le bassin versant du Niari/Ndouo. Il est délimité à l'ouest par sa vallée qui délimite le district de Kingoué. Son cours est ici assez large et très encaissé par endroits, formant des gorges. La traversée était possible par véhicules en plusieurs points par bac jusqu'à la guerre de 1998-99, les bacs ont alors été détruits par bombardements de l'armée régulière afin de stopper les avancées ninjas. De ce fait, des localités (comme Kilebe Moussia au Sud-ouest) qui étaient situées au contact des deux départements se trouvent aujourd'hui privées de certains débouchés. Dans cette partie encaissée, la vallée du Niari est jalonnée de chutes qui constituent un potentiel touristique totalement inexploité. Elle est bordée de plusieurs zones forestières assez importantes.

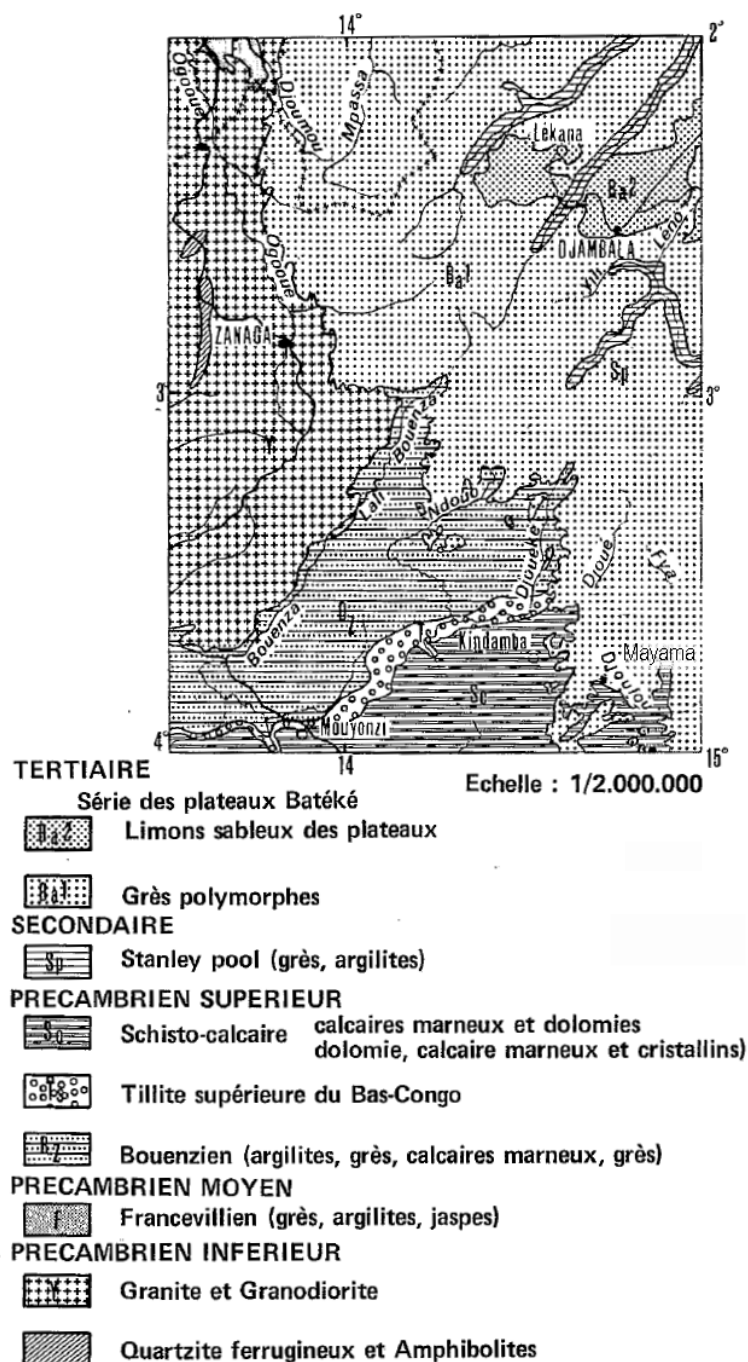


Carte 4 : Hydrographie et couvert arboré dans le district de Kindamba.

1-2-2 géologie, sols, végétation

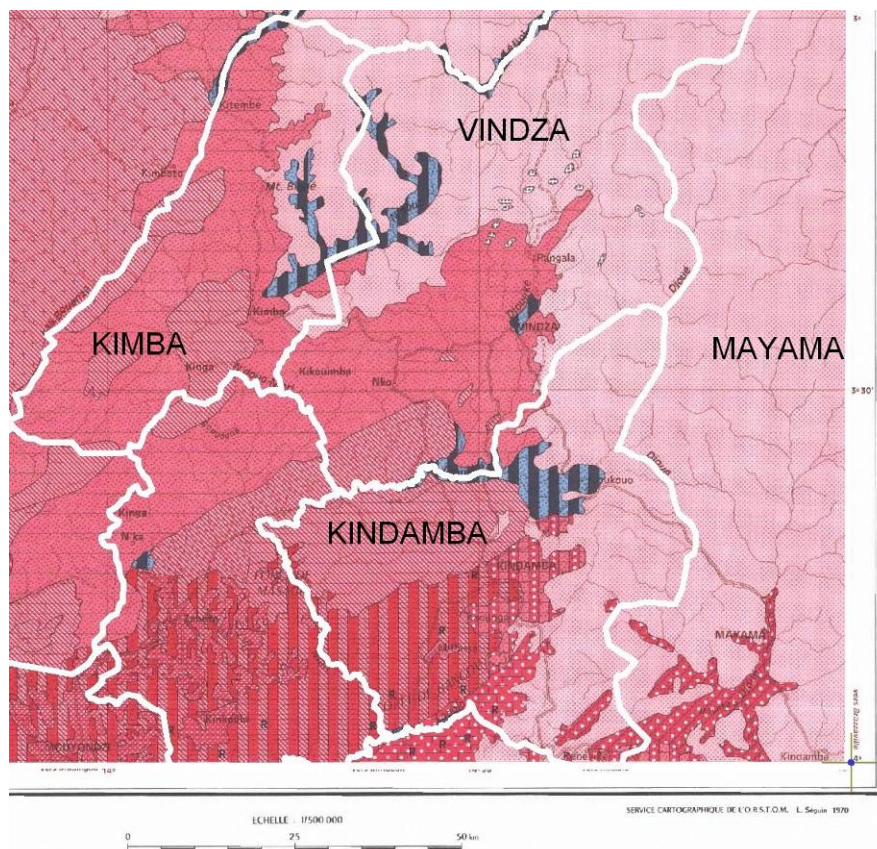
Comme on le voit sur les cartons géologique et pédologique ci-dessous, le potentiel du district de Kindamba est plus riche et plus varié que celui de Mayama, Vinza et Kimba.

Du point de vue géologique, le district de Kindamba est principalement composé de substrats schisto-calcaires, calcaires marneux et argiles, plutôt faciles à travailler et aptes à une agriculture variée (voir tous détails in Boissezon P. et Gras F.,1979) .



extrait de : BOISSEZON P. de., GRAS F. 1979,
Notice explicative de la carte pédologique SIBITI-EST no 44
République du Congo Brazzaville à 1/500 000 , ORSTOM, p 10.

Carte 5 : Géologie de la zone du projet PADEC.

**SOLS FERRALLITIQUES****FORTEMENT DESATURÉS EN (B)****APPAUVRIS (EN ARGILE ET EN FER)****HUMIQUES**

Sablo-argileux, issus des "limons sableux".
Juxtaposition de : sols à faciès podzolisé (forêt)
et de sols à faciès modal (savane).

JAUNES

Sablo-argileux, issus de grès.
Juxtaposition de : sols à faciès podzolisé (forêt)
et de sols à faciès modal (savane).

APPAUVRIS (EN FER)**JAUNES**

Sableux, issus des "grès polymorphes".
Juxtaposition de : sols à faciès podzolisé (forêt)
et de sols à faciès modal (savane).

REMANIES**FAIBLEMENT APPAUVRIS**

Sablo-argileux, issus de grès, à recouvrement épais.

Argilo-sableux, issus de calcaire et de dolomie marneuse,
généralement tronqués par l'érosion.

Sablo-argileux, sur un mélange de matériaux provenant du
Schisto-calcaire et de sables batéké.

JAUNES

Argileux, issus de calcaires marneux ou d'argilite,
à recouvrement épais.

Argileux, à ancienne cuirasse, issus essentiellement
de calcaires marneux, à recouvrement épais.

Argilo-sableux, issus de granite ou de granodiorite,
à recouvrement épais.

Argilo-sableux, issus essentiellement de la Tillite
supérieure du Niari, à recouvrement épais
ou tronqués par l'érosion.

Argileux ou argilo-limoneux, issus d'argilite et de
calcaire marneux, généralement tronqués par l'érosion.

Issus de schistes à andalousite et (ou) de dolérite,
généralement tronqués par l'érosion.

JUXTAPOSITIONS DE SOLS FERRALLITIQUES**FORTEMENT DESATURÉS EN (B)**

REMANIES, modaux et,
TYPIQUES, faiblement remaniés,
issus de roches métamorphiques.

REMANIES, faiblement appauvris,
argilo-sableux et,
APPAUVRIS, jaunes,
sablo-argileux, issus de marnes gréseuses.

FORTEMENT DESATURÉS EN (B) - **REMANIES**, jaunes,
argileux, généralement tronqués par l'érosion et,
MOYENNEMENT DESATURÉS EN (B) - **REMANIES**, pénévoulés,
argilo-limoneux issus du Schisto-calcaire.

FORTEMENT DESATURÉS EN (B) - **REMANIES**, jaunes,
argilo-sableux, généralement tronqués par l'érosion et,
MOYENNEMENT DESATURÉS EN (B) - **REMANIES**, pénévoulés,
issus de la Tillite.

JUXTAPOSITIONS DE SOLS GÉNÉRALEMENT HYDROMORPHES**SOLS HYDROMORPHES ORGANIQUES - TOURBEUX**, oligotrophes**SOLS HYDROMORPHES MOYENNEMENT OU PEU HUMIFÈRES****À GLEY d'ensemble.**

PSEUDO-PODZOLS DE NAPPE et,
SOLS PEU ÉVOLUÉS - D'APPORT, modaux ou hydromorphes
à gley ou pseudo-gley, sur matériaux alluviaux sableux.

SOLS HYDROMORPHES PEU HUMIFÈRES - À GLEY.

SOLS PEU ÉVOLUÉS - D'APPORT, modaux ou hydromorphes
à pseudogley, sur alluvions sableuses.

SOLS PEU ÉVOLUÉS - D'ÉROSION, lithiques,
sur grès-quartzites.

SOLS HYDROMORPHES PEU HUMIFÈRES - À AMPHIGLEY,
eutrophes ou mésotrophes (basse terrasse) et,
SOLS FERRALLITIQUES FAIBLEMENT OU FORTEMENT

DESATURÉS EN (B) - **TYPIQUES**, hydromorphes à pseudogley
sur alluvions provenant du Schisto-calcaire et des formations
sableuses Batéké.

SOLS HYDROMORPHES PEU HUMIFÈRES - À AMPHIGLEY et,
SOLS FERRALLITIQUES FORTEMENT DESATURÉS - REMANIES,
hydromorphes à pseudogley, sur alluvions et colluvions
dérivées de roches granitiques.

SOLS HYDROMORPHES PEU HUMIFÈRES - À GLEY d'ensemble
sur alluvions argilo-sableuses et,
SOLS HYDROMORPHES PEU HUMIFÈRES - À AMPHIGLEY.

Carte 6 : Extrait de la carte pédologique de Sibiti Est, ORSTOM, 1979.

Cette diversité de terroirs au plan géologique, pédologique, mais aussi liée à la topographie et à l'hydrographie explique la variété et la richesse de son potentiel agricole, principalement concentré dans les 2/3 ouest du district et la vallée de la Djouéké.

- Au nord, la limite entre Kindamba et Vinza correspond à la vallée de la Djouéké (affluent du Niari), dont le vaste lit majeur inondable constitue un milieu riche pour la pêche et la riziculture et des cultures variées (Photo 1). De part et d'autre de la limite de district on rencontre les mêmes milieux amphibies, et plusieurs villages situés sur des bourrelets alluviaux ou le long de la route-digue Kindamba-Vinza sont liés au potentiel spécifique de cette vallée (Moussolo Dakar, l'une des localités enquêtées, Inkomi et Impouo, que nous avons enquêté du côté de Vinza).



Photos 1 : Vallée de la Djouéké.



Photo 2 : Collines séparant Kindamba et Mayama

- Au Nord Ouest la limite avec Mayama correspond au tronçon amont du Djoué, puis à une ligne d'interfluvies de 600 m d'altitudes, incisés par les petits affluents du Djoué qui s'écoulent vers l'Est. Leurs vallées sont bordées par des forêts galeries. (photo 2)

- Le chef lieu, Kindamba, se situe en position centrale dans le district, dans un espace peu accidenté à environ 450 m d'altitude, correspondant au cours de la Louzouri, affluent du Djoué. La Louzouri et ses petits affluents forment un bassin largement défiché et cultivé (où se situent deux des localités enquêtées : Moutoussala et Matensama) et qui s'abaisse en pente douce vers le Niari à l'ouest du district.



Photo 3 : Route de Kindamba à Kilébe Moussia (sud ouest du district).



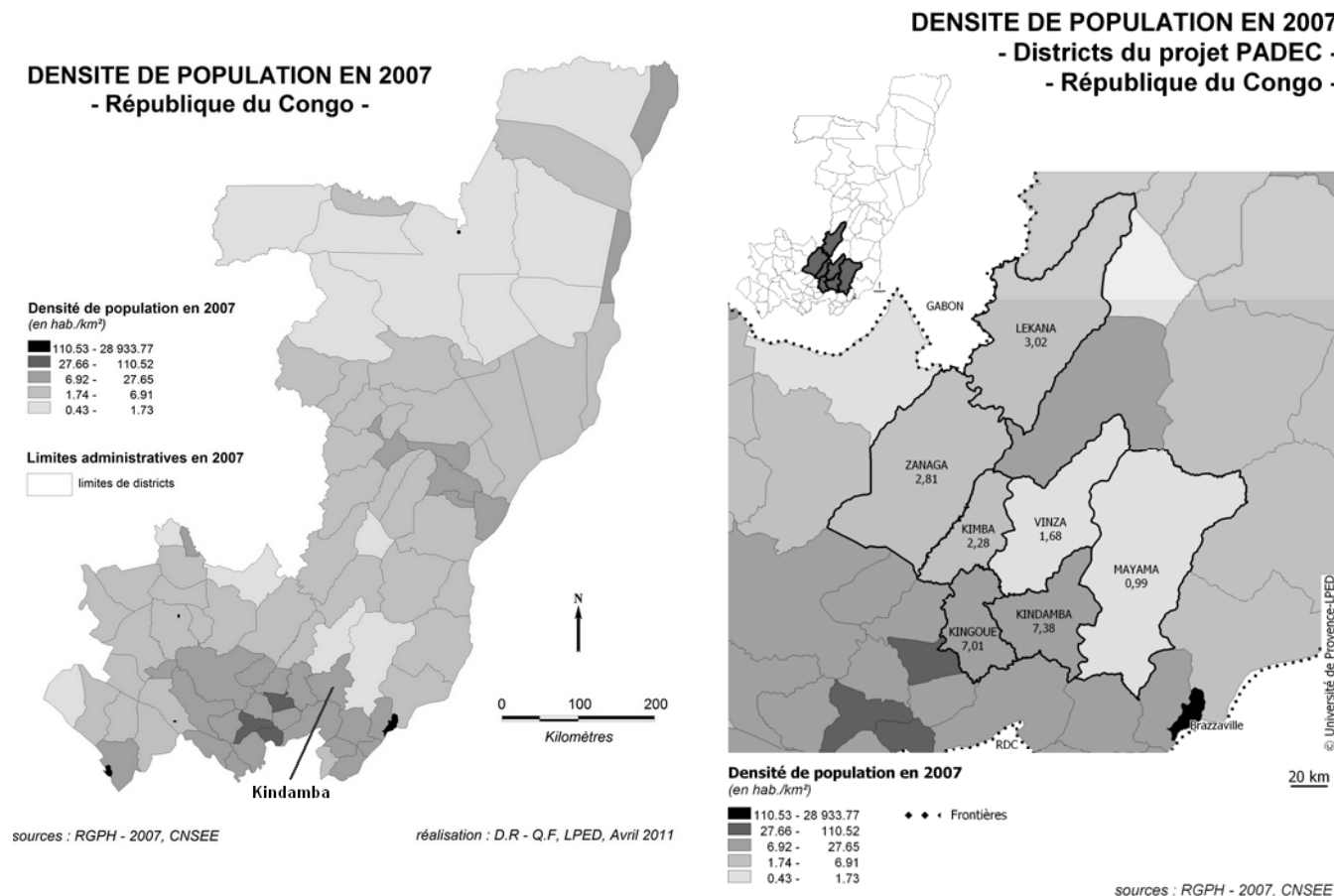
Photo 4 : Paysage rural à Kilebe Moussia, champs, plantations de bananiers en lisière de forêt, forêt du NDouo.

- Au sud du district, autour des vallées incisées de la rivière Loulou et de ses affluents s'étend la forêt de Bangou. La piste principale Kindamba-Mindouli passe à la lisière Ouest de cette forêt au relief accidenté. Cette forêt a servi de refuge aux miliciens Ninjas-Nsilulu et aux habitants de villages voisins pendant les guerres. Elle est aujourd'hui l'objet

de conflits d'usage entre riverains et ex-combattants désireux de s'y reconvertir dans l'agriculture, en vertu d'une coutume de libre accès aux terres de cette forêt, sans droit à payer à des lignages.

1-3 Situation et dynamiques de peuplement

1-3-1 Des densités de peuplement rurales relativement élevées



Cartes 7 et 8 : Densité de population du district de Kindamba en 2007.

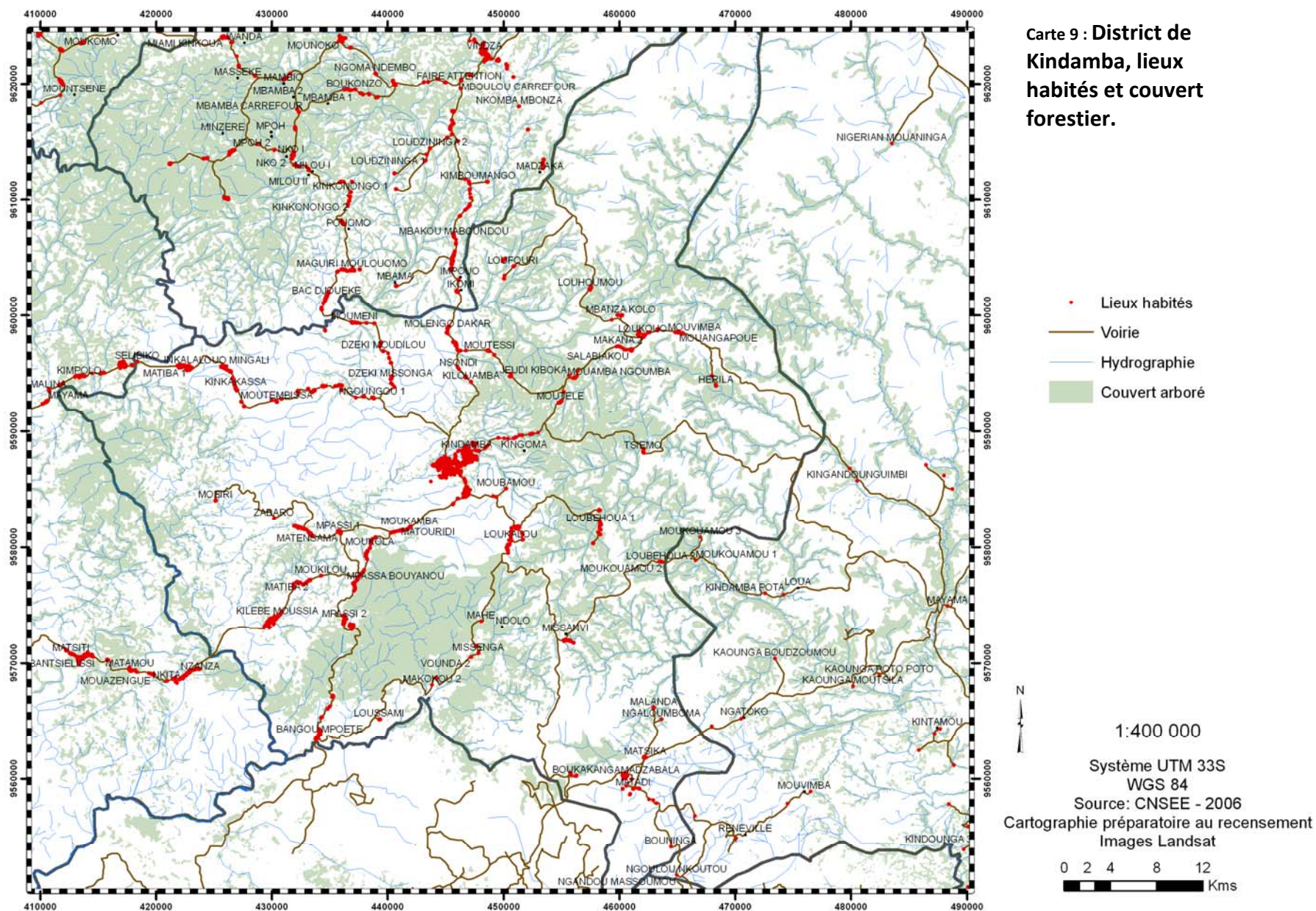
Le district de Kindamba est plus peuplé que ses voisins, avec 17 295 habitants. Les densités atteignent 7,37 hab/km², soit la plus importante rencontrée parmi tous les districts concernés par le PADEC. Ces chiffres de densité s'expliquent en grande partie par la concentration de la population dans l'agglomération de Kindamba-Centre (34,5% des hab. du district), qui constitue un pôle important pour le district mais aussi la région et qui a le statut de commune urbaine. La seule population du chef lieu de Kindamba dépasse l'ensemble des habitants de chacun des districts voisins du Pool nord (Vinza ou Kimba).

La carte suivante (carte xxx) montre les implantations d'habitat, repérées par GPS lors de la cartographie préparatoire au recensement de 2007. On voit qu'en dehors du chef lieu, la population est moins dispersée que dans le district de Mayama voisin, elle s'est davantage regroupée le long des pistes qui convergent vers le chef lieu, sous forme de chapelets de villages et hameaux avec de vastes espaces de cultures et de forêts quasi sans peuplement.

Avec la guerre, le district de Kindamba a perdu des habitants : on enregistre une baisse de -4,19 % entre 1996 et 2007. Il rejoint en cela le profil des autres districts du Pool, qui ont également tous connu une baisse de population suite aux conflits.

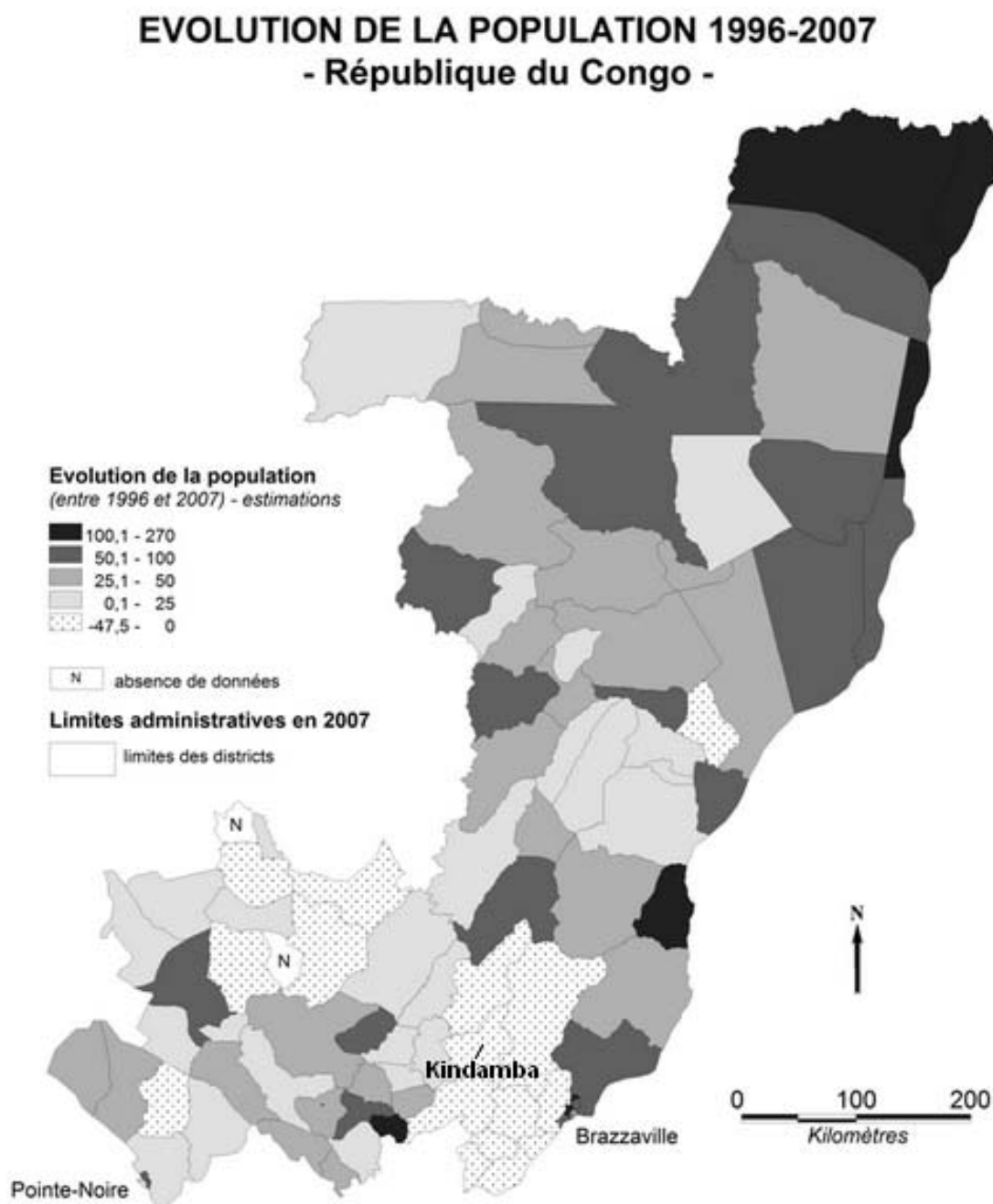
SUPERFICIE du district de Kindamba	2344,35
Population district 2007 RGPH validé	17295
densité hab/km2 2007	7,38
Population de Kindamba-centre en 2007	5980 (estimation administrative 2011 : 8000)

Carte 9 : District de Kindamba, lieux habités et couvert forestier.



1-3-2 Une démographie affectée par les guerres, mais en reprise

La population de tout le district de Kindamba a suivi la tendance générale du Pool, elle a diminué de plus de la moitié du fait des guerres et déplacements forcés, car le district s'est trouvé au cœur des événements (voir 1-5).



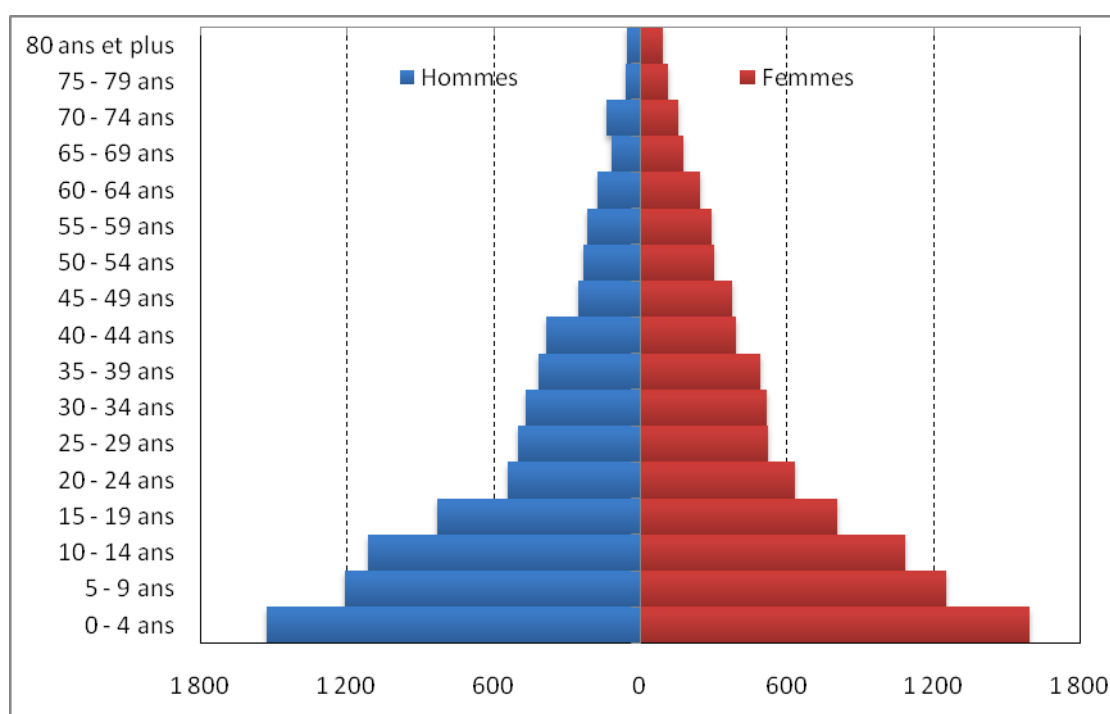
sources : RGPH - 2007, estimations de 1996, CNSEE
réalisation : D.R, LPED - Université Provence ©, Avril 2011

Carte 10 : Evolution estimée de la population des districts du Congo 1996-2008.

Cette population semble avoir aujourd’hui retrouvé son niveau d’avant les conflits. La pyramide des âges témoigne d’une natalité dynamique.

SUPERFICIE	2344,35
population district estimée 1996 RGPH CNSEE	18 053
Population district estimée au sortir de la guerre 2002-2003 (estimation OCHA2004 ¹)	11 000
population district estimée 2006 cartographie préparatoire au RGPH CNSEE	17222
Population district 2007 RGPH validé	17295
Population du chef lieu Kindamba-centre estimée 1996	8014
Population du chef lieu Kindamba -centre estimée au sortir de la guerre 2002-2003 (OCHA 2004)	6000
Population du chef lieu Kindamba -centre estimée 2006	6173
taux d'hab dans le chef lieu en 2006	35,8 %
Population du chef lieu Kindamba -centre estimée 2007	5980
taux d'hab dans le chef lieu en 2007	34,5 %
Population du chef lieu Kindamba -centre estimée 2011	8000

Tableau 1 : Chiffres clés de la population du district de Kindamba



Graphique 1 : Pyramide des âges du district de Kindamba (source CNSEE, recensement 2007)

La pyramide des âges à base large et de forme régulière jusqu’à la tranche 15-19 ans, même si l’on observe un léger déficit à 15 ans. Elle peut suggérer une certaine reprise démographique.

La structure de la population par grandes classes d’âges fait apparaître l’importance numérique des jeunes de moins de 20 ans. Ceci laisse entrevoir les besoins qui se posent en matière de scolarisation et de formation auxquels les structures en place (collège et collège technique, mais pas de lycée) ne suffisent pas à répondre. L’arrière pays de Kindamba constitue une réserve potentielle pour la main d’œuvre, en dépit de son niveau scolaire jugé très faible. Le centre urbain de Kindamba attire toujours les jeunes ruraux. Mais ils éprouvent d’énormes difficultés à y trouver un emploi durable, ce qui explique l’importance de l’émigration. Comme dans tout le Pool, on retrouve un creux à partir

¹ Estimations fournies par les autorités locales en 2004, lors des missions d’évaluation.

de 20 ans, surtout chez les hommes (déficit plus fort dans la commune urbaine), mais au total un peu moins marqué que dans le district voisin de Vinza.

1-3-3 La hiérarchie des centres

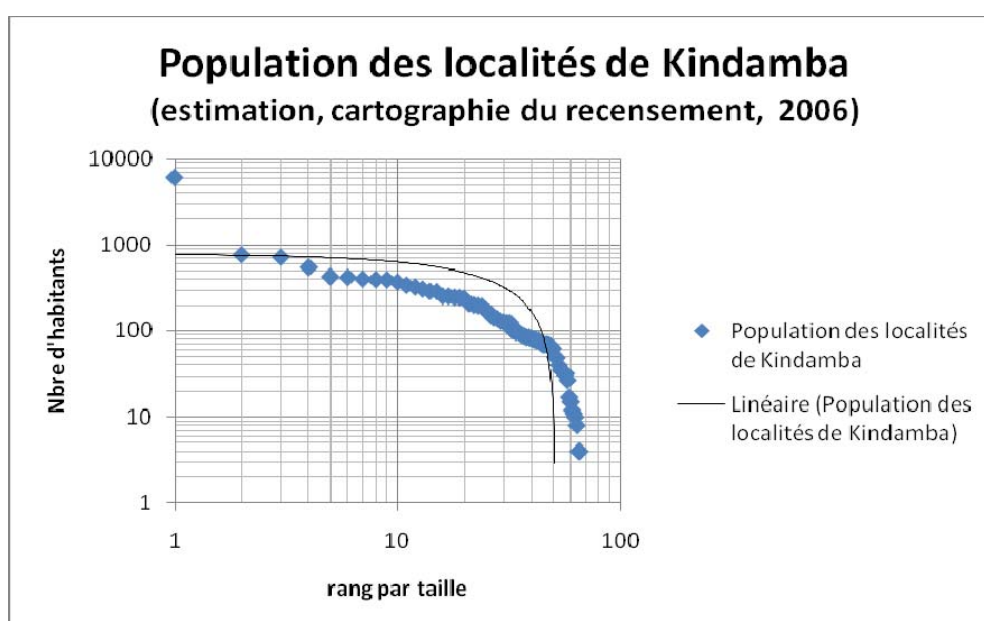
Hiérarchie des localités

La courbe rang-taille construite à partir de la population des localités (cartographie du recensement 2006) montre une structure très régulière : 66 localités sont rattachées à 27 villages administratifs

- un centre, Kindamba qui a le statut de commune urbaine polarise le district d'autant plus efficacement qu'il est situé en position centrale dans un bassin sans contrainte majeure de circulation. La population de Kindamba atteignait 8000 hab selon l'estimation du recensement de 1996, très touché par les guerres, surtout celle 2002-2003, il a perdu beaucoup d'habitants mais sa population est sans doute aujourd'hui supérieure aux estimations du recensement national de 2006 et 2007 (environ 6000 habitants en 2006-2007). (carte xx).

- 3 localités de plus de 500 habitants situées en périphérie sud et sud-ouest du district.

- Une dizaine de localités regroupent autour de 400 habitants pratiquement toutes situées au-delà d'un rayon de 10km du chef lieu.



Graphique 2 : Courbe rang-taille des localités du district de Kindamba
(estimation démographique CNSEE 2006, pour le recensement national de 2007).

KINDAMBA	KINDAMBA CENTRE	-3,72	14,52	457	6173
MISSANVI	MISSAMVI	-3,87	14,60	491	776
BANGOU MPOETE	BANGOU MPOUETE	-3,95	14,41	227	726
KILEBE-MOUSSIA	KILEBE-MOUSSIA	-3,85	14,37	349	554
MATENSAMA	MATENSAMA	-3,79	14,42	439	431
LOUKALOU	LOUKAKOU	-3,79	14,56	503	423
MOUTOUSSALA	MOUNTEMBESSA 1	-3,67	14,41	482	405
KILEBE-MOUSSIA	KILEBE-MOUSSIA	-3,86	14,37	337	399
MPASSA BOUYANOU	MPASSA BOUYANOU	-3,83	14,43	456	397
LOUFOURI	LOUKOUO	-3,58	14,56	473	373
NGAMADZABALA	NGAMANDZAMBALA	-3,98	14,64	508	343
MOUSSOLO DAKAR	MOUSSOLO DAKAR	-3,64	14,51	457	327

Tableau 2 : les localités les plus peuplées.

En gris les localités enquêtées

Hierarchie des villages administratifs

Les 66 localités du district sont rattachées à une vingtaine de villages administratifs dotés de comités de village². La particularité du district de Kindamba par rapport aux autres districts du Pool nord est la présence d'une armature composée d'une dizaine de « villages administratifs » regroupant plus de 500 habitants. Deux d'entre eux dominent par leur population (plus de 1000 hab.), il s'agit de Loukouo au Nord-Est (qui correspond à une grappe de hameaux très rapprochés les uns des autres en bordure d'une zone rizicole riche) et de Kilebe Moussia au Sud-Ouest (où la moitié des habitants est concentrée en une seule localité).

Ces deux villages administratifs sont diamétralement opposés, à une vingtaine de kilomètres à vol d'oiseau de part et d'autre de Kindamba (par la piste : 22 km pour Loukouo, 27 km pour Kilebe Moussia), soit environ 5 h à pied. Tous deux ont été enquêtés pour cette étude³. Ils pourraient jouer un rôle de relais dans l'encadrement du territoire s'ils étaient être dotés de services de proximité complets. Mais tous deux ont été fortement touchés par les conflits, et Loukouo a même servi de base ninja, si bien qu'aujourd'hui, son importance fonctionnelle est diminuée..

Tableau 3 : Population estimée en 2006 des villages administratifs du district de Kindamba.

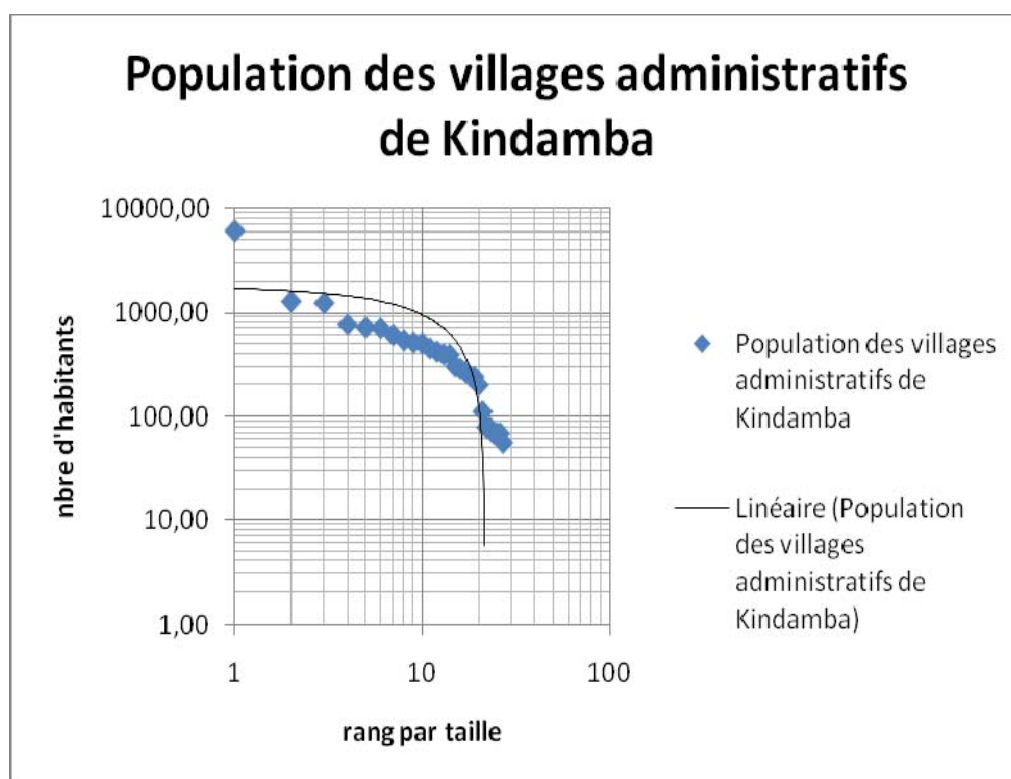
population des 27 villages administratifs	
KINDAMBA CENTRE	6173,00
KILEBE-MOUSSIA	1296,00
LOUKOUO	1254,00
MISSAMVI	776,00
BANGOU MPOUETE	726,00
NGAMANDZAMBALA	715,00
MOUSSOLO DAKAR	612,00
MOUNTEBESSA 1	545,00
MATENSAMA	517,00
INKALA	508,00
MPASSA VILLAGE	454,00
LOUKAKOU	423,00
MPASSA BOUYANOU	397,00
LOUBEHOUA	394,00
MOUTELE	306,00
LOUO-MINGALI	289,00
NDZEKI MISSONSA	269,00
MPASSA ECOLE	246,00
KINKAKASSA	240,00
MOUMENI	202,00
MOUBAMOU	112,00
LOUSSAMI	80,00
NGOUNGOU	78,00
BOUKAKA	70,00
JEUDI KIBOKA	70,00
SANGHA MVILA	70,00
VOUNDA	57,00

En gris les villages administratifs enquêtés

² 27 selon les chiffres CNSEE 2006, mais la sous préfecture mentionne l'existence de 20 comités de village en 2011.

³ Le manque de temps et les mauvaises conditions de transports ainsi que certains risques nous ont empêché d'enquêter les localités situées au sud est du district, situées le long des voies Kindamba-Brazzaville (Missanvi, Bangou Mpoete et Ngamadzabala). C'est une lacune qui mériterait d'être comblée lors de la préparation du projet PADEC.

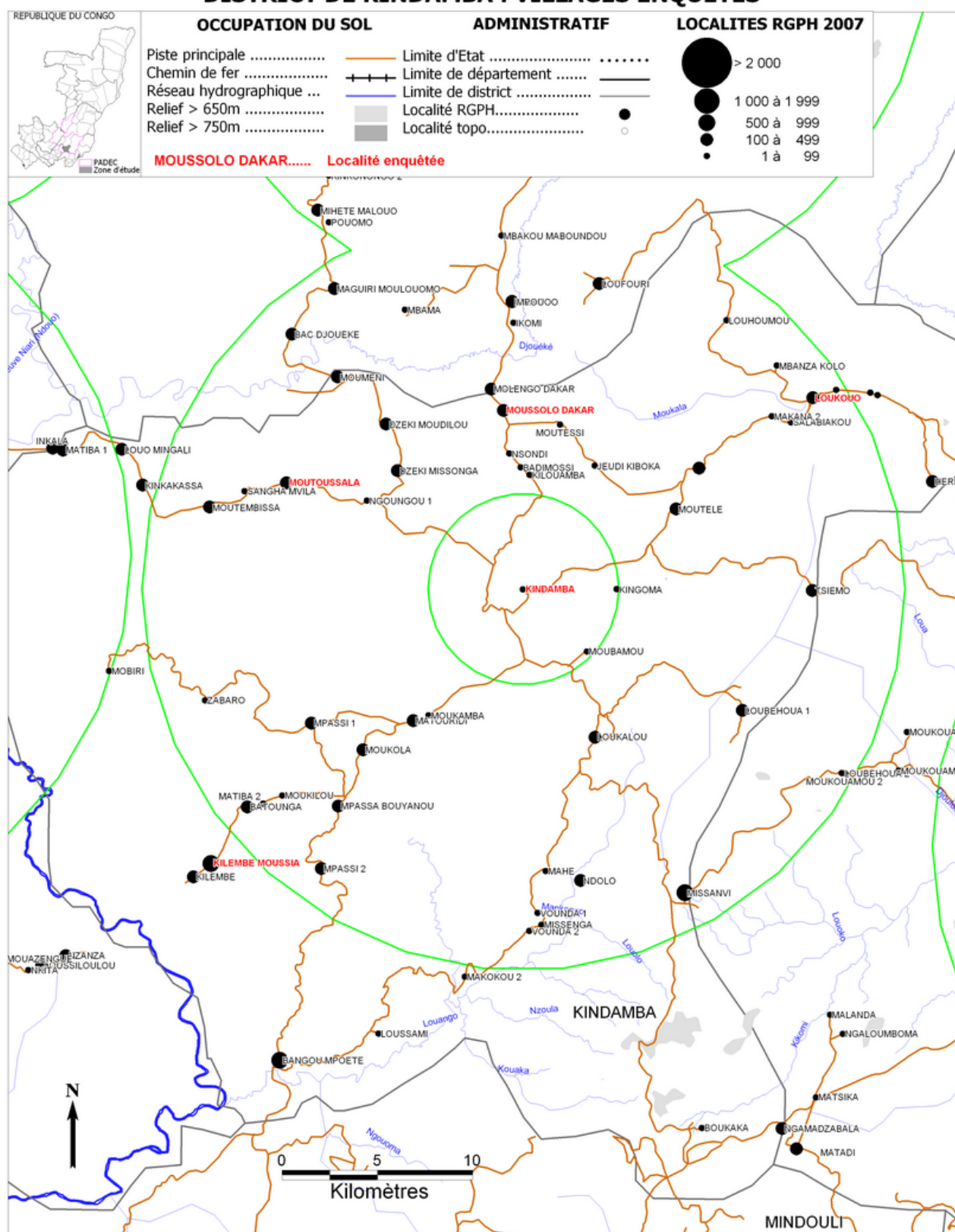
Certains regroupements administratifs tenant compte du nombre d'habitants et/ou de la proximité ont du être réalisés depuis 2006, car les services du district ont évoqué seulement 20 comités de village en 2011. Le temps nous a manqué pour vérifier. En tous cas, les villages administratifs les moins peuplés figurant sur les listings du CNSEE en 2006 (reproduit ci-dessus) se trouvent parfois en position de confins du district (Boukaka, Vounda) ce qui justifie une autonomie administrative.



Graphique 3 : courbe rang-taille des villages administratifs du district de Kindamba

Source : estimation démographique CNSEE 2006, pour le recensement national de 2007

DISTRICT DE KINDAMBA : VILLAGES ENQUETES



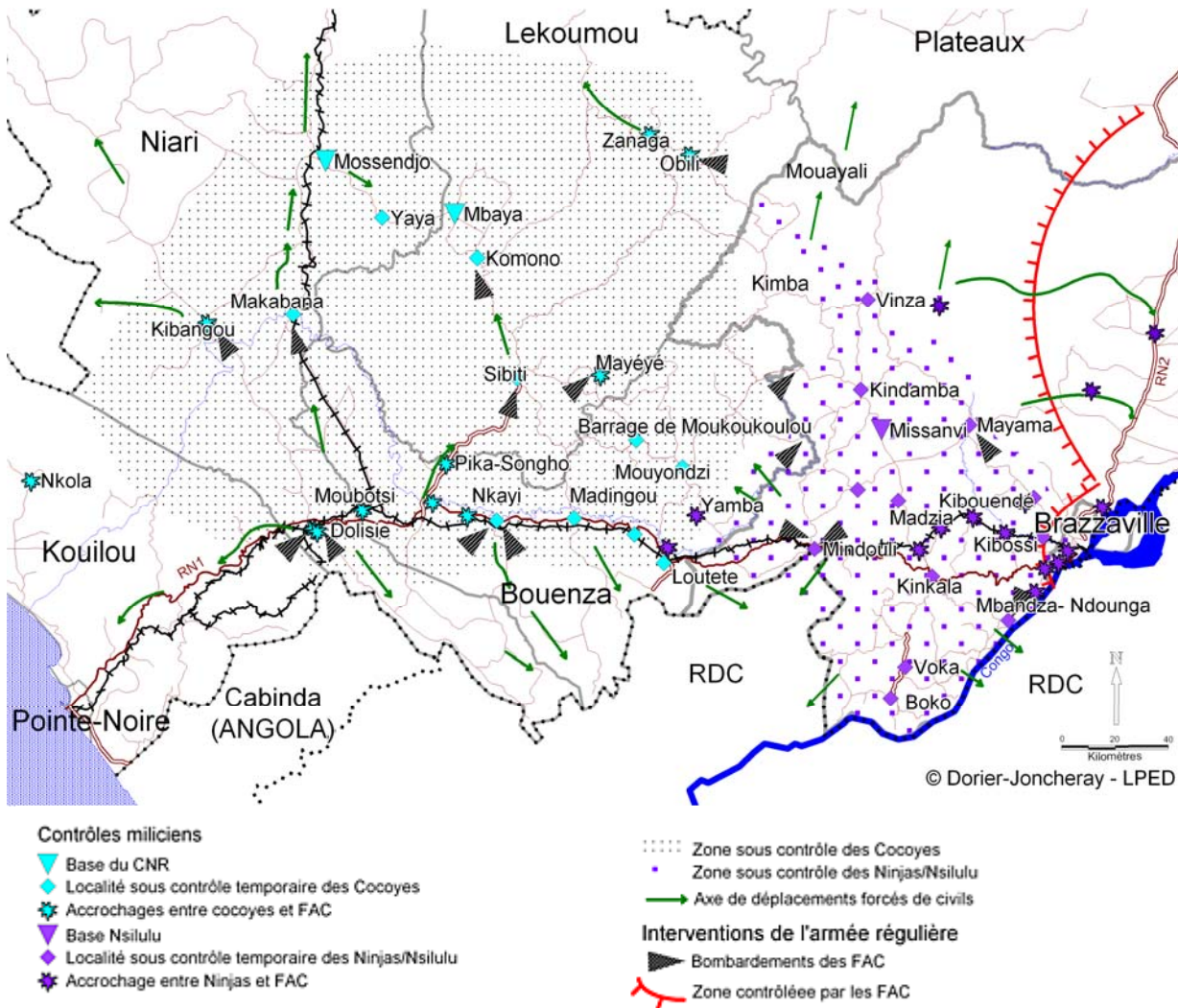
Carte 11 : Villages enquêtés dans le district de Kindamba.

1-4 Impacts des conflits et situation en matière de sécurité

1-4-1 Le district de Kindamba, au cœur des conflits

Kindamba, cœur de la rébellion et de l'action des milices

En septembre 1998 les Ninjas entrent à Kindamba, s'attaquant aux administrations publiques et aux quelques militaires présents, prélude à une série d'attaques de centres administratifs du Pool où sont ciblés les postes de police, les sous-préfectures et les représentants du PCT. Après l'attaque des quartiers sud de Brazzaville et la riposte massive de l'armée, avec le déplacement forcé de centaines de milliers de civils Brazzavillois, beaucoup des déplacés de Brazzaville sont venus se réfugier à Kindamba. Mais à nouveau lorsque les Forces armées congolaises (FAC) reprennent position, elles chassent les civils qui se dispersent en forêt ou fuient dans les districts voisins.

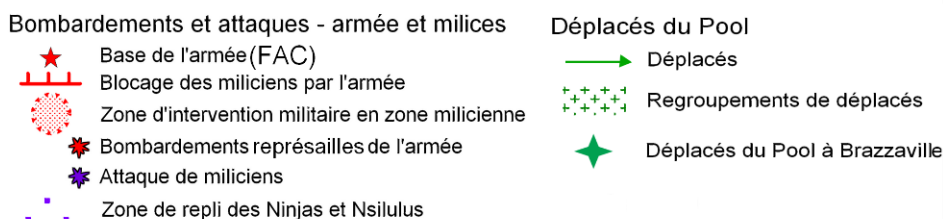
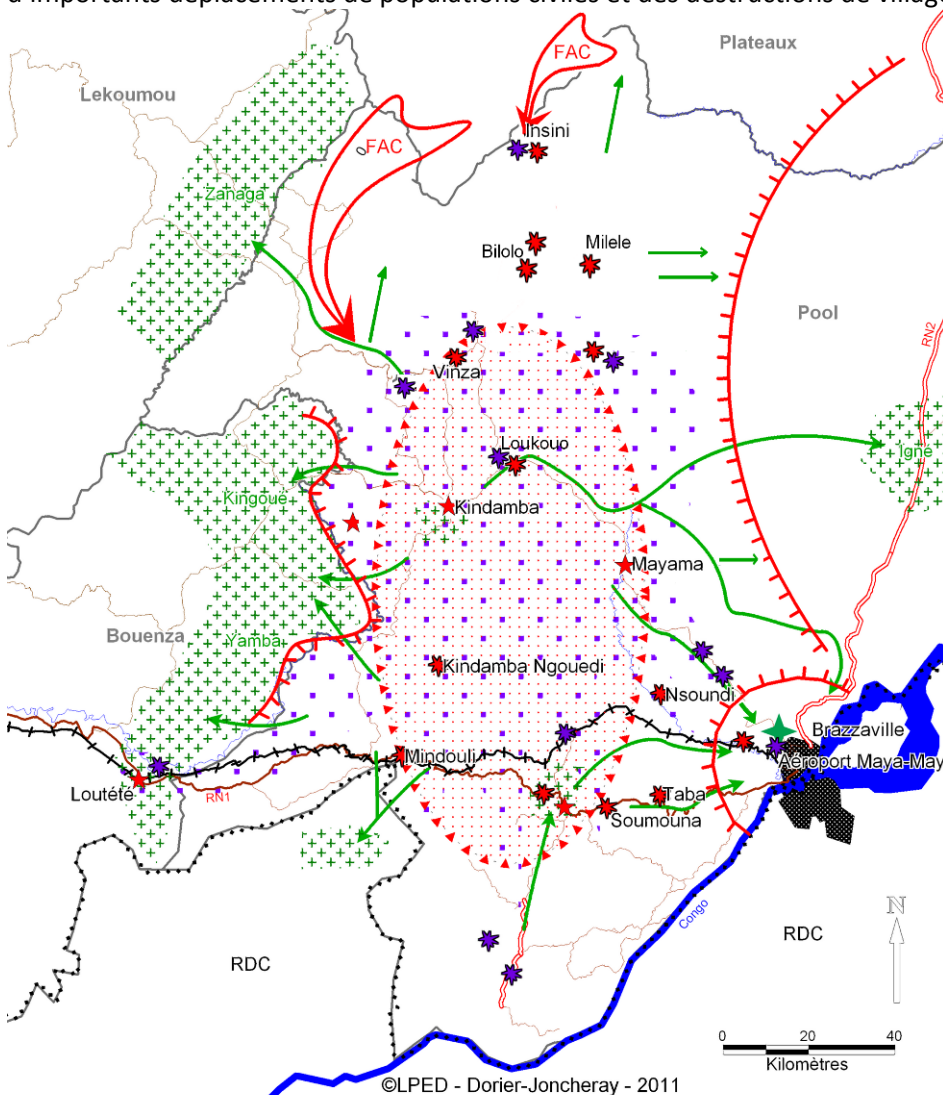


Carte 12 : Le district de Kindamba dans les conflits du sud Congo (1998-1999).

Fin 99, à la fin de l'offensive militaire généralisée, la situation se « normalise » peu à peu sous contrôle militaire dans certaines zones du Pool sud. Mais une partie des Ninjas se replie vers les districts du Pool nord et en particulier dans certaines zones du district de Kindamba ou de ses environs : la forêt de Bangou, au sud du district (qui contrôle l'accès vers Mindouli) devient l'un des « sanctuaires » du mouvement nsilulu. A Vinza (45 km de Kindamba) et ses environs, le pasteur Ntoui et ses miliciens se sont durablement implantés, occupant (encore aujourd'hui en 2011) certains hameaux et des bâtiments publics. Enfin le village de Loukouo (22 km de Kindamba, au croisement d'une piste venant de Vinza et de la piste Kindamba-Mayama) devient une base des miliciens. Le pasteur Ntoui aurait certaines origines familiales dans ce village où il séjourne durablement. En dehors des raisons pratiques de choix de ces replis stratégiques (une forêt accidentée où l'on peut se dissimuler, un petit centre administratif très enclavé...),

ces lieux possèdent aussi une certaine charge symbolique liée à diverses composantes de l'histoire, des figures héroïques ou de la culture kongo qui leur donne une légitimité dans le système idéologique nsilulu.

Ceci explique que la zone ait donc été durement touchée par l'offensive militaire de 2002 qui vise à éradiquer ces réduits ninjas. Elle débute au nord de Vinza (les militaires venus des Plateaux pénètrent par Insini) et provoque d'importants déplacements de populations civiles et des destructions de villages.



Carte 13 : La guerre de 2002-2003 et ses impacts

Lorsque sont signés les accords de mars 2003 sur « le désarmement, la démobilisation et la réinsertion de ses partisans, la libre circulation des personnes et des biens dans le Pool, la restauration l'autorité de l'Etat », la localité de Loukouo à l'est du district, qui a brièvement été occupée par l'armée, continue à servir de camp à Ntoumi et ses partisans.

C'est de Loukouo que Ntoumi pose en 2004 des conditions « sur le recrutement global des ex nsilulus et ninjas dans la force publique (armée, police et gendarmerie) » refusant le quota de 250 ex-combattants proposé par le gouvernement.

Pendant les négociations difficiles sur le DDR jusqu'en 2007, il est encore principalement basé à Loukouo (secteur de l'ancienne rizerie, le long de la piste qui rallie le district de Kindamba et celui de Mayama).

En décembre 2009 le pasteur Ntoumi prend ses fonctions de *Délégué général chargé de la promotion des valeurs de paix et de la réparation des séquelles de guerre* avec rang de ministre. Il quitte officiellement ses divers lieux de résidence dans le Pool (Soumouma, à 49km de Brazzaville, le long de la route de Kinkala, Loukouo et Vinza) pour s'installer à Brazzaville. Il demeure en fait très mobile et souvent présent sur le terrain.

Aujourd'hui, Loukouo est toujours un site d'implantation communautaire pour un groupe d'ex-combattants. Ntoumi y occupe des domaines agricoles.

L'ancienne rizerie de Loukouo a été reprise en main par un entrepreneur, comme hangar de stockage. Mais les graffitis qui couvrent ses murs évoquent encore la période de guerre, notamment les violences faites aux femmes.



Photos 5 : Graffitis évoquant les guerres sur les murs de l'ancienne rizerie de Loukouo.

	1998-99	2002-2003	ex combattants	aides reconstruction
chef lieu	Sept 98 attaques ninjas à Kindamba ciblant police et administrations. Les fonctionnaires fuient par Vinza. Dec 98 armée à Kindamba, dispersion d'habitants. 1999 repli des Ninjas/Nsilulus vers le Pool nord (Vinza) et vers Loukouo.	Armée arrive par Insini+ bombardements. Combats, présence des ninjas puis des militaires et des cobras, Pillages et/ou incendies systématiques des bâtiments et équipements publics (pillage de l'hôpital) et des maisons. Fuite massive des habitants. Puis regroupement provisoire à Kindamba de déplacés des villages.	Présence d'ex combattants de la mouvance Ntoui (basés à Loukouo), d'ex combattants parmi la population, bien intégrés, d'ex combattants venus du chemin de fer ou de Mindouli.	Grâce à sa piste d'atterrissage, Kindamba est, fin 2003 la base du CICR (distribution de 5000 « kits de retour » ⁴), de l'Unicef, de MSF, (réhabilitation hôpital oct 2003) et diverses ONG d'urgence puis d'aide à la reconstruction.
Kilébéoussi	1998 : arrivée de migrants, notamment de Brazzaville et du Pool sud. Destruction habitations bibliothèque brûlée.	Départ massif vers Mouyoundzi. Maisons détruites ainsi que bâtiments publics.	Un ex combattant « non réinséré », car absent lors du recensement.	CICR 2004 kits de retour ; CICR 2005, tôles, boutures de manioc ; MDA. Puits et CSI 2005- ALISEI 2005 tôles à certaines familles 10 t/familles. Aide député bat. Scolaire 2010.
Matensama	1998 arrivée massive de réfugiés de Brazzaville.	A cause des menaces ; pop réfugiée dans les forêts, passaient parfois au village, lors de la grande offensive militaire, sont tous partis dans la Bouenza. Beaucoup ne sont pas revenus et sont restés dans la Bouenza (étaient 700 avant guerre). Hameaux vidés : Loudzouri, Zabaro	Ninjas arrivés de Mindouli ont enrôlé les jeunes de force, les ont obligés de combattre quasi jusqu'en 2007. Vers 2007 les Ninjas qui n'étaient pas originaires de Matensama ont du partir. Restés entre eux ils veulent reprendre l'agriculture. « Les jeunes de Matensama ont vraiment renoncé aux armes ». Le secrétaire gal du CV est un ex combattant.	AKADER 2008 tôles. UNICEF 2008 latrines. Habitants ont construit eux même maison des enseignants.
Moutoussala	1998 arrivée massive de réfugiés de Brazzaville et Mbanza Ndaounga	Fuite en forêt. Village pas touché réellement par conflits. Un hameau détruit.	RAS	CICR kits de retour 2005. Pas d'aides à la reconstruction. Villageois ont reconstruit l'école
Moussolo Dakar	1998 : passage de déplacés de Brazzaville.	Village entièrement détruit par ninjas puis par militaires, brûlé, école touchée Détruits 3 fois, ont fui en forêt. Ne sont « pas tous revenus », « nous sommes devenus des animaux de brousse »	N'en parlent pas mais mentionnent 3 églises mbundani	Aide sélective pour la reconstruction des maisons : 22 veuves du village ont reçu 20 tôles chacune (ALISEI ??). Reconstruction (trop) rapide de l'école (le bat. s'effondre). Cantine scolaire (IPHD).
Loukouo	1998-99 : arrivée de déplacés en nombre important, venant de Mayama. 1999 Loukouo devient l'un des bastions de Ntoui.	Départs massifs, les habitants passent une année en forêt vers le Djoué à 10km (comme tous ceux des villages environnants). Au retour sont d'abord rentrés à Kindamba où ils ont passé 6 mois (Loukouo était occupé par les miliciens, la rizerie a été « bombardée », mais les Ninjas ont résisté). Toutes les maisons et le CSI sont saccagés. Ecole et rizerie occupés par miliciens sont très dégradées.	La rizerie de Loukouo sert encore de camp retranché à Ntoui de 2004 à 2009. En 2011 : hameau de Mibori est toujours communauté nsilulu. Domaines agricoles sont exploités par Ntoui. Mise en culture mécanisée de 30ha de manioc par les ex combattants proches de Ntoui. Adeptes du culte <i>Mbunda ni</i> . Le village semble calme, mais sous pression. Le sujet de la présence des nsilulus ne peut être abordé en entretien avec le CV (du fait de la présence de nsilulus).	Aide au retour du CICR, de Médecins d'Afrique, cantine IPHD. Pas d'aide à la reconstruction des maisons ou bâtiments publics : retardées sans doute du fait de la présence de Ntoui ? 2011 Projet de reconstruction du CSI (Conseil départemental) et de l'école (PCR Union européenne).

Tableau 4 : Les localités enquêtées de Kindamba touchées par les conflits

⁴ Les 5 000 kits contiennent notamment des nattes, des couvertures, des pagens, des ustensiles de cuisine, et des semences maraîchères pour pallier au dénuement des habitants.

1-4-2 Déplacements de population

Les habitants ont été confrontés aux alternances de poussées Ninjas et de réactions militaires, jusqu'à l'installation durable de l'armée à Kindamba en 2003 après le cessez le feu du 17 mars 2003.

Les habitants ont massivement fui le chef lieu et les villages du district de Kindamba pour plusieurs destinations : les refuges des forêts où les populations de certains villages ont passé plus d'une année (Cf. tableau ci-dessus). Les plus chanceux ont pu gagner les demeures de parents ou les sites de refuge de Pointe Noire ou Brazzaville.

Lors des conflits successifs, certains groupes ont fui vers Mayama en passant par le nord, et se sont durablement installés pour pratiquer l'agriculture le long de la RN2, à Igné, dans la zone de PK 45, où s'est formé une communauté de ressortissants des districts de Mpangala. Lors d'un focus groupe à Igné nous avons rencontré plusieurs ménages dans ce cas, venus de diverses localités de Kindamba. Cette transplantation est vécue par la plupart comme durable, à cause des traumatismes subis. Les contraintes foncières de la zone d'implantation (contrôlée par des lignages tékés) sont réelles et parfois conflictuelles entre les chefs de terre tékés et ces déplacés kongo (nécessité de louer, alors que plusieurs étaient propriétaires fonciers à Kindamba, l'interdiction de pratiquer l'élevage sur ces terres de locations, ou de planter des arbres fruitiers). Mais elles semblent largement compensées par les opportunités d'accès aux intrants, à la mécanisation, au marché brazzavillois, aux équipements de la capitale tous proches, à une clientèle de passage sur la RN2 qui achète sur place les produits bruts ou transformés. Le problème est la pression foncière liée à une demande de Brazzavillois, qui provoque une hausse des prix.

1-4-3 Kindamba, carrefour logistique des interventions humanitaires d'urgence dans le Pool Nord en 2004-2005

Le rapport OCHA de 2004 signale que « La quasi-absence de routes est l'un des obstacles majeurs à l'action des acteurs humanitaires dans cette zone ». Mais le district de Kindamba est accessible par avion grâce à la piste d'atterrissage située au chef lieu. Le CICR et MSF-Hollande, qui interviennent dans la zone, ont affrété chacun un avion en août 2004 pour assurer un pont aérien entre Brazzaville et Kindamba, palliant ainsi les difficultés d'accès liées à l'insécurité. Le secours destinés à Vinza et à Kimba sont partis de là.

A la fin de l'année 2003, le Comité International de la Croix Rouge (CICR) a ouvert une mission de distribution de non-vivres essentiels à Kindamba. Les 5 000 kits contenaient notamment des nattes, des couvertures, des pagnes, des ustensiles de cuisine, et des semences maraîchères, attestant de l'état de destitution dans lequel se trouvent les habitants. Etant donné le délabrement des routes, le transport du matériel a été effectué par avion, pour un moindre coût. (IRIN, 2004)

Lors de la réaffectation des premiers sous-préfets et chefs de services d'Etat dans la zone, ils ont été convoyés, releyés et approvisionnés par voie aérienne. Aujourd'hui encore (2011), compte tenu des énormes difficultés de circulation et de la persistance d'une insécurité réelle ou potentielle dans certaines marges du district, c'est toujours une navette d'hélicoptères (plus ou moins hebdomadaire) qui assure les déplacements et le ravitaillement des officiels, des militaires, des sous préfets, de l'agent du trésor. Elle dessert Kindamba Vinza et Kimba.

1-4-4 Présence des ex- combattants et sécurité dans le district

La question préoccupante depuis 10 ans concerne la sécurité, liée à la démobilisation et la réinsertion d'ex-combattants nombreux dans ce district quia servi de vivier de recrutement aux milices.

Trois plans successifs de « Désarmement Démobilisation et Réinsertion » (DDR) ont été mis en œuvre au Congo avec d'importants financements internationaux (OIM, PNUD, Banque Mondiale, Union Européenne) entre 2001 et 2009. Dans le Pool, les quelques opérations de dépôt d'armes et de formations pour réinsertion d'ex-combattants amorcées en 2000-2001 ont été rendues caduques par la reprise du conflit en 2002-2003.

En 2004 le rapport OCHA reporte que *« la chaîne de commandement des ex-rebelles semble relativement plus solide dans la zone Kindamba-Mayama qu'elle ne l'est dans les districts de Kinkala et Mindouli. Les barrages miliciens et militaires sont en effet moins nombreux sur le tronçon Brazzaville-Kindamba. »* (p 13)

Dès 2004, un « code de bonne conduite » a été adopté par les anciens belligérants au chef lieu de Kindamba selon lequel le port d'arme dans la commune est interdit aussi bien pour les militaires que pour les Ninjas. Toute infraction commise par un ex-combattant ou un militaire doit être examinée et sanctionnée par sa propre hiérarchie. Ces facteurs ont largement contribué à diminuer le nombre d'incidents aux environs immédiats du chef lieu malgré la forte présence d' ex-rebelles et de militaires des Forces Armées Congolaises. Pourtant, la consigne n'est pas

unanimement suivie, et de jeunes "ninjas" se promènent parfois en arme dans la ville. Dès cette époque, selon l'OCHA, la présence des représentants de l'armée gouvernementale est « *plus symbolique que stratégique* ». Ils sont relevés tous les trois mois, par un hélicoptère en provenance de Brazzaville.

Le même rapport, confirmé par d'autres sources signale que si le chef lieu est relativement sécurisé, ce n'est pas le cas, à cette époque, de tout le reste du district. De nombreuses tentatives de racket, des comportements menaçants à l'égard des membres d'organisations humanitaires et d'extorsions à l'encontre des habitants dans les zones plus reculées du district sont signalés, qui relativisent l'idée d'un « contrôle » centralisé et responsable sur d'une hiérarchie quelconque les ex-Ninjas. En 2004, l'enquête Caritas n'a pu être conduite qu'auprès de ménages du chef lieu (Kindamba centre). Aucune étude, à cette période (et jusqu'en 2011) n'a porté sur les villages du district.

Le pasteur Ntoui a longtemps retardé le recensement des miliciens du Pool. Lors du dernier programme de DDR, après s'être opposé aux quotas initialement proposés, il met deux ans (2007-2009) à négocier le nombre de ses fidèles à réinsérer (il obtient un quota de 5000), puis les contreparties au dépôt d'armes et la nature des « kits de réinsertion ». Ce faisant, l'inventaire des 13 379 Ninjas finalement candidats à la réinsertion se fait trop tard, juste avant la clôture du programme, et ils ne peuvent plus bénéficier des mesures d'accompagnement prévues. Le rapport final du PNDDR écrit : « *le Pool nous donne l'impression d'un travail inachevé* » (PNDDR, 2009, p 27). La situation, en suspens, est donc préoccupante.

Nous n'avons pu avoir accès à aucune liste et à aucune quantification des ex-combattants pour le district de Kindamba dans le cadre de cette étude. D'après nos observations de terrain, on peut néanmoins dire que les ex-combattants, présents dans toutes les localités urbaines et rurales du Pool nord, âgés pour la plupart de 30 à 45 ans ne constituent pas un groupe homogène, mais partagent des frustrations et des rancœurs, aiguisés chez ceux qui ont subi des mutilations, avec le sentiment de passer « à côté » des aides annoncées à la réinsertion (sauf pour certains groupes restés proches de Ntoui).

Types d'ex combattants

- La plupart des ex-combattants que nous avons rencontrés lors des enquêtes se sont simplement « auto-démobilisés » de facto, c'est-à-dire sont rentrés dans leurs villages avec armes et munitions, dont ils ont déposé certaines lors des opérations de collecte, moyennant des contreparties financières jugées modestes. Certains pratiquant l'agriculture, d'autres demeurant des charges pour leurs familles. D'autres encore, dans le cas de Kindamba, sont installés au chef où ils ont fondé des foyers et tâchent de trouver une activité génératrice de revenus.

- On rencontre encore, même s'ils sont de moins en moins nombreux, des ex-combattants venus du Pool Sud, déplacés par les combats, désœuvrés, mobiles, se déplaçant selon les opportunités dans les localités et le long du CFCO. Ils sont de plus en plus mal acceptés, y compris par les ex-combattants originaires du district. L'exemple de Matensama (village du district dont de secrétaire général est un ex combattant) est révélateur. Les Ninjas arrivés de Mindouli auraient forcé les jeunes à s'enrôler et à garder les armes jusqu'en 2007. Les jeunes de Matensama ont fini par « faire sortir » les Ninjas qui n'étaient pas originaires du village. Lors des enquêtes ils ont affirmé avec force avoir « vraiment renoncé aux armes », ne plus vouloir en entendre parler et vouloir reprendre l'agriculture.

- Plusieurs groupes de fidèles de Ntoui de diverses origines vivent néanmoins dans le Pool rassemblés par groupes dans des villages ou quartiers communautaires. Ils sont bien visibles au chef lieu de Kindamba, mais surtout à Loukouo. A quelques centaines de mètres de l'ancienne rizerie, en direction de Mayama, se trouve un hameau (Mibori) où vivent des de Nsilulus adeptes du culte *Mbunda ni*. Il sont insérés dans une dynamique collective et bénéficiaires des initiatives de Ntoui et travaillent dans l'agriculture, notamment, depuis 2011, dans plusieurs domaines de culture mécanisée de manioc (30 ha), directement contrôlés par Ntoui, et auxquels il apporte des intrants et deux tracteurs (ces derniers font la navette entre Loukouo et la zone de Vinza où Ntoui est également en train d'aménager d'autres champs). On croise donc ces hommes en véhicules ou en tracteur sur les pistes du district. La discipline collective ne semble néanmoins pas parfaite, car nous avons pu les observer retirer au passage les planches d'une passerelle sur une piste rurale (Madzaka-Loukouo).

Nos observations datent de janvier et mars 2011. Le village de Loukouo semble actuellement calme, mais on y sent une certaine crispation. Ainsi, aucun commerce, ni boutique ni même un kiosque n'y ont été ré-ouverts depuis la fin des guerres, malgré la population assez importante pour constituer une clientèle.

- Enfin, il faut signaler qu'une minorité d'éléments incontrôlés se livrent encore au racket et au banditisme armé sur certains axes de communications isolés du sud du district mais ainsi parfois sur l'axe principal Kindamba-Mindouli. Nous ne les avons (heureusement) pas croisés lors de nos déplacements (qui ont été organisés par le PARSEGD de manière à nous faire éviter les passages à risque). Mais les transporteurs susceptibles de desservir la zone, eux, sont encore parfois confrontés au racket de leurs véhicules.

Pour consolider la sécurité, s'assurer l'appui de la population, détecter les caches d'armes l'opération *Kimia*⁵ lancée dans tout le département du Pool en octobre 2010 sur le modèle de missions similaires menées en RDC ou au Rwanda est également effective dans le district de Kindamba. Elle consiste en un déploiement (pacifique) de la force publique (contingent spécial composé de gendarmes, policiers et militaires) ou « mission de pacification ». Les députés et les sénateurs du Pool se sont déplacés dans tout le département pour mener la sensibilisation au concept Kimia. Fin 2011, une normalisation progressive doit être amorcée.

Ex combattants laissés pour compte des programmes de réinsertion

Lors d'un focus groupe à la Sous-préfecture nous nous sommes entretenus avec plusieurs ex-combattants installés au chef lieu de Kindamba, détachés de la sphère des fidèles de Ntoumi, et qui manifestent à la fois une forte volonté de réinsertion et une violente frustration à l'égard des programmes mis en œuvre et le sentiment d'être à la fois manipulés et laissés pour compte. Des financements auraient été détournés, des aides auraient été attribuées par népotisme à des jeunes n'ayant jamais combattu. Les mêmes propos sont tenus par des ex-combattants isolés rencontrés à Vinza et dans les pays du Niari...

- « L'Etat a pris en compte Ntoumi, mais pas nous ! »
- « On s'est engagé publiquement, on a remis les armes, signe de bonne volonté »
- « Certains qui ne sont pas vraiment des ex combattants ont été recrutés dans l'armée »
- « Vous marchez librement il y a la paix, mais lesquels qui gardent la paix ici, c'est nous »

Les quelques exemples ci-dessous témoignent, parmi d'autres, de situations de réinsertions « de fait » très imparfaites notamment pour ceux qui ont des charges familiales. Ces jeunes hommes ignorent où s'adresser. Les formalités de signalement auprès des centres d'action sociale leur paraissent longues et vaines. Il ne faudrait pas laisser s'installer un trop grand sentiment d'injustice chez des hommes dont certains détiennent encore sans doute des armes.

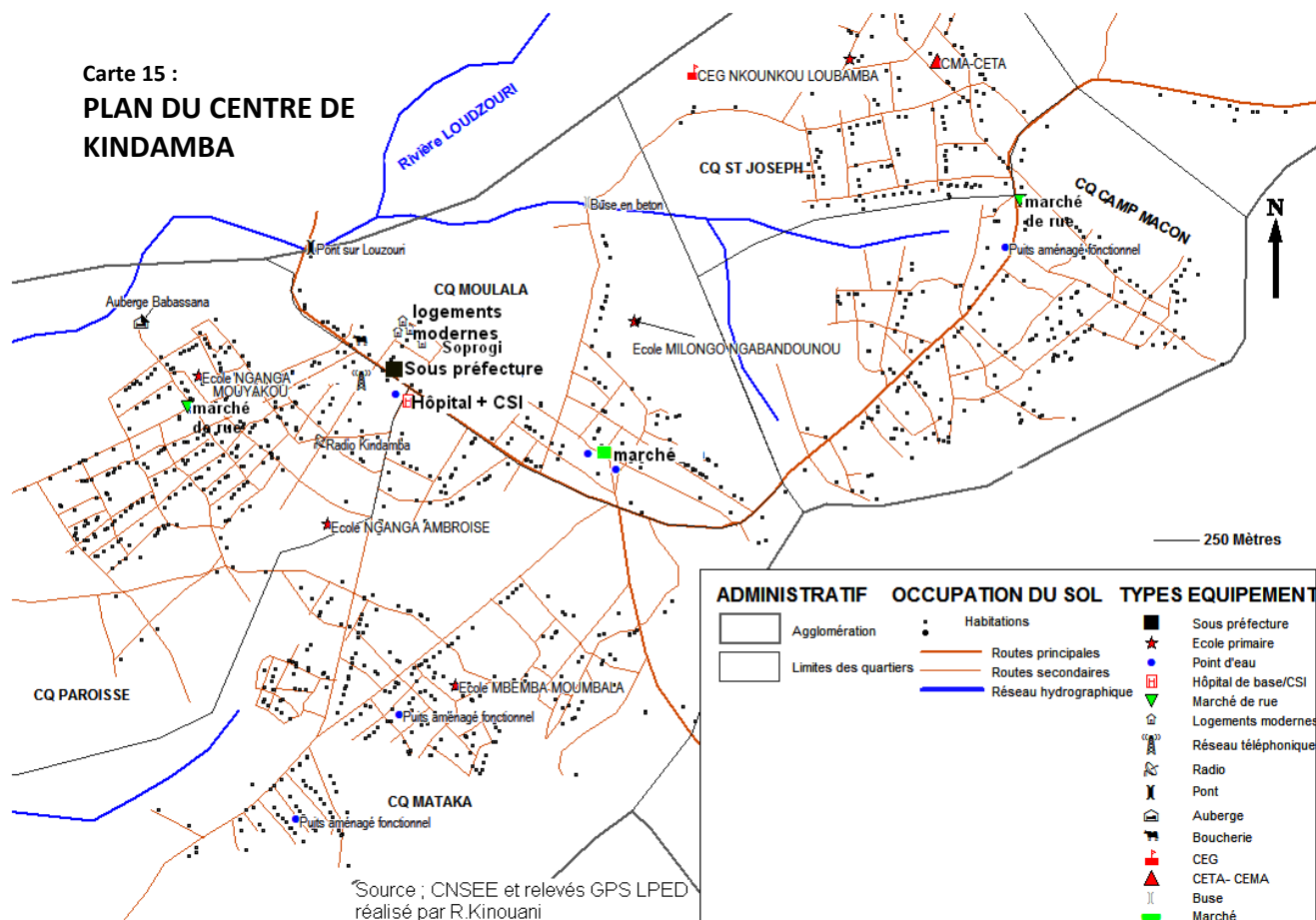
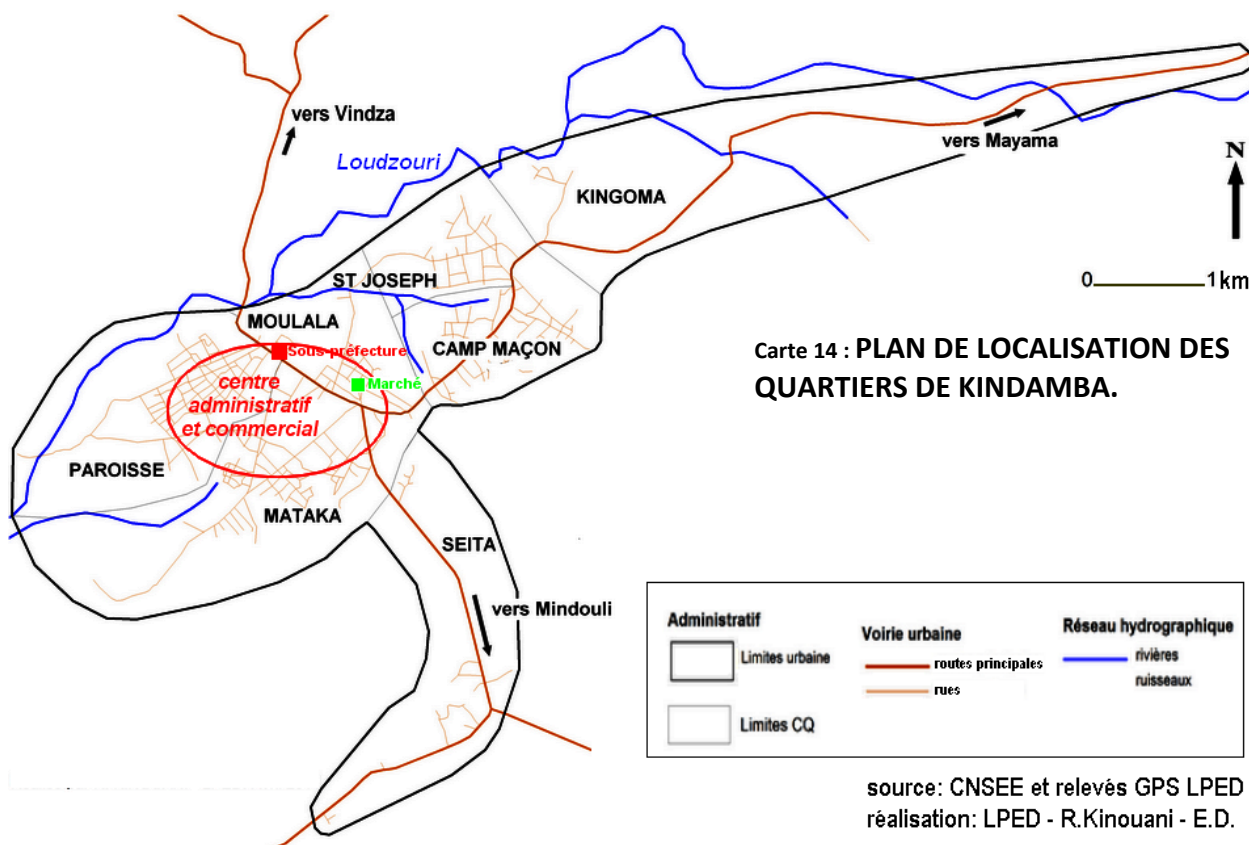
Ex C1 : 43 ans, ayant des compétences en soudure et s'exprimant très bien en français. handicapé à la suite de la guerre. Originaire de Pointe Noire par sa famille maternelle et de Kindamba côté paternel, il dit avoir été surpris par la guerre à Kindamba et obligé de s'engager du côté des Ninjas. Il vit d'agriculture et de commerce entre Kindamba et Pointe Noire puisque son handicap lui donne la gratuité du transport sur le CFCO. Très mécontent des 100 000 FCFA reçus au moment du dépôt des armes, il estime que c'est très symbolique par rapport à la valeur de l'arme et demande si c'est de la réinsertion ?

Ex C2 : 40 ans, évolue avec le commerce de produits médicaux, après avoir suivi une formation de 2 mois à l'élevage de poules pondeuses en 2000 (certifié), il avait débuté l'élevage quand la guerre a repris en 2002.

Ex C3 : mutilé (pied coupé), 32 ans une compagne de 22 ans, 3 enfants à charge : 13 ans, 4 ans, 1 an. En 2008 lors du dépôt des armes a remis une grenade, mais n'a pas pu déposer de projet de réinsertion. De niveau CE1 il s'exprime difficilement en français. Il tente de monter un élevage de moutons (2 moutons), et poulets. Son aîné est élève au collège à Brazzaville, fait partie d'une association d'infirmités, mais a dû acheter lui-même ses béquilles à Brazzaville. Il se plaint de n'avoir jamais pu déposer de projet ni reçu aucune sorte d'aide.

⁵ en swahili et en lingala, « kimia » signifie « paix », des opérations kimia sont aussi montées en RDC.

2. le chef lieu de district : Kindamba



Comme on l'a vu plus haut, Kindamba polarise fortement son district. Jusqu'au début des années 90, le chef lieu commandait un espace encore plus vaste puisqu'il englobait les actuels districts de Vinza (qui avait néanmoins le statut de PCA) et Kimba. Il concentrait donc de nombreuses fonctions administratives, qui ont été prises pour cible d'attaques, de destructions, de pillages par les Ninjas en 1998 puis en 2002 ainsi que par des éléments incontrôlés de l'armée en 2002-2003. Les conséquences directes et indirectes des conflits empêchent Kindamba de jouer pleinement son rôle d'encadrement du district, et d'animation de ses campagnes. Les conflits armés de 2002 ont occasionné des départs massifs des habitants du chef lieu vers Igné et Brazzaville. Les destructions, les délais de reconstruction et remise en marche des équipements collectifs, l'insuffisance d'entretien ont aggravé les problèmes d'enclavement et d'emploi des jeunes, l'état de paupérisation.

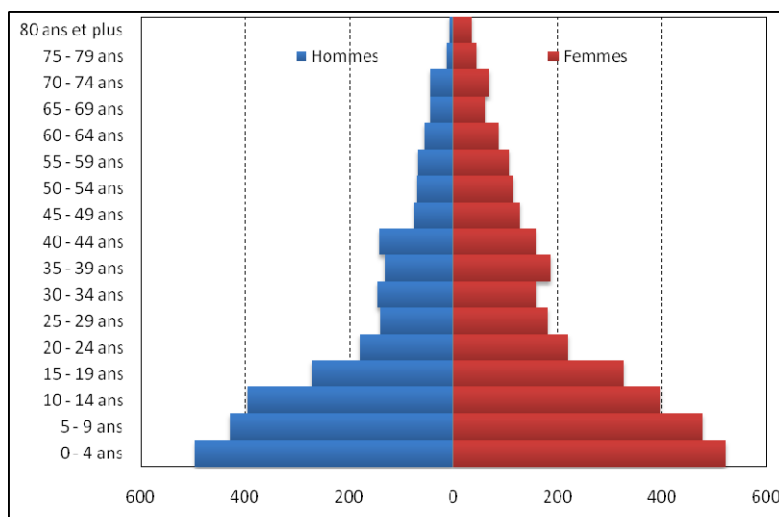


Photos 6 : Edifices détruits lors des guerres.

En janvier 2011 à Kindamba les édifices ruinés, pillés et abandonnés lors des conflits sont encore nombreux et visibles

2-1 Caractéristiques de la population de Kindamba centre.

Avant la dernière guerre la population du chef lieu (qui a le statut de commune urbaine) était estimée à 8000 habitants ce qui représentait 44% de la population du district. Il a perdu beaucoup d'habitants lors des événements. En 2007, la population de la commune urbaine de Kindamba est estimée à 5980 habitants soit 34,58 % de celle du district.



Graphique 3 : pyramide des âges de la commune urbaine de Kindamba

La répartition par sexe et par classes d'âges présente une population fortement dominée par la présence des jeunes. L'élément féminin domine à partir de 14 ans : la population féminine de Kindamba centre représente 54,62 %. Le déséquilibre entre sexes s'explique par une forte migration des jeunes. En effet, après les conflits de 2002, beaucoup des jeunes hommes auraient quitté le district soit pour fuir les militaires, soit pour chercher de l'emploi dans les grandes villes ou dans le district d'Igné.

En 2011, les autorités du district estiment la population de la commune de Kindamba-centre à 8000 habitants, en se référant aux monographies de 7 chefs de quartiers (tableau n°2). Mais cette population est inégalement répartie dans les quartiers. Les quartiers ayant des équipements publics sont les plus peuplés.

N°	Nom du quartier	Population (habitants)
1	CQ Paroisse	2500
2	CQ Mataka	2500
3	CQ Camp maçon	1500
4	CQ Sèita	650
5	St Joseph	350
6	CQ Moulala	250
7	CQ Kingoma	250
Total		8000

Tableau 5 : Répartition par quartier de la population 2011 de la commune de Kindamba.

Source : estimation 2011 du secrétaire général de Kindamba à partir des monographies de chefs de quartier

2-2 Une forte polarisation du district

Dans tout le district, seul le centre de Kindamba possède des services sociaux de base (état civil, hôpital de base, collège et collège technique, marché couvert, moyens de transports hors du district) qui sont absents dans la plupart des villages, si bien qu'il regroupe une centaine de fonctionnaires. C'est aussi le siège de la CSS (circonscription sanitaire et sociale) qui supervise les centres de santé de Kindamba Vinza et Kimba.

2-2-1 L'effet chef lieu : équipements et fonctionnaires résidents

N°	Types d'équipements	Nombre	Quartier
1	Hôpital de base	1	CQ Paroisse
2	Centre de santé Intégré (dans l'enceinte de l'hôpital)	1	
3	Ecoles primaires	5	CQ Paroisse, CQ Mataka, CQ Sèita, CQ St Joseph et CQ Moulala
4	Collège d'enseignement général	1	CQ St Joseph
5	Collège d'enseignement technique	1	
6	Marché d'intérêt communautaire	1	CQ Moulala

Tableau 6 : Types d'équipements dans les quartiers de Kindamba.

Administration SP	3 +	Collège général	10
Percepteur/agent payeur	0	personnel titulaire collège technique	18
Inspection d'enseignement primaire et collège	5	Personnel titulaire écoles primaires	27
Inspecteur instruction civique et jeunesse	1	Service social, CAS	2
Inspecteur EPS	1	Secteur agricole	1
jeunesse et sports	2	Eaux et forêt	?
hôpital	11	Police	10
Personnel CSI	2	armée, gendarmerie : confidentiel	ND

Tableau 7 : Les fonctionnaires résidents au chef lieu de Mayama (estimation).

Il y a un agent payeur affecté au service de Kindamba (« percepteur »), mais ce dernier réside à Brazzaville et ne vient qu'épisodiquement par hélicoptère. Faute d'agence bancaire à Kindamba, c'est un facteur d'absentéisme des fonctionnaires qui doivent effectuer le déplacement sur Brazzaville pour percevoir leur traitement. Certains font des transferts d'argent pour les autres.

Un service de transfert d'argent « Transfert plus » s'est réimplanté depuis 6 mois au chef lieu, après l'échec d'autres tentatives.

Photo 7 : la nouvelle antenne « Transfert plus » à Kindamba.



Logements modernes en location-vente : projet SOPROGI

L'un des défis pour renforcer le dynamisme de « l'effet chef lieu » est d'y fixer les fonctionnaires et leurs familles. Dans plusieurs chefs lieux des zones post-conflits, les fonctionnaires, qui parfois rechignent à rejoindre leur affectation vivent seuls, la famille restant à Brazzaville. Les conditions de résidence, l'accès à des services de base sont des conditions essentielles. C'est sans doute dans cet esprit qu'a été lancé en 2008 un programme immobilier public de 30 logements familiaux visant « l'amélioration des conditions de vie en milieu rural » sur une superficie d'environ vingt mille mètres carrés.



Photo 8 : Logements Soprog type F3 en attente de finitions. mars 2011.

L'ensemble st situé près du centre administratif, derrière le bâtiment de la sous-préfecture. C'est l'un des programmes immobiliers de la SOPROGI (Société de promotion et de gestion immobilière), placée sous la tutelle du ministère de la Construction, de l'urbanisme et de l'habitat. La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Délégation générale des grands travaux. 30 logements sont prévus dont 20 sont en cours de finition.

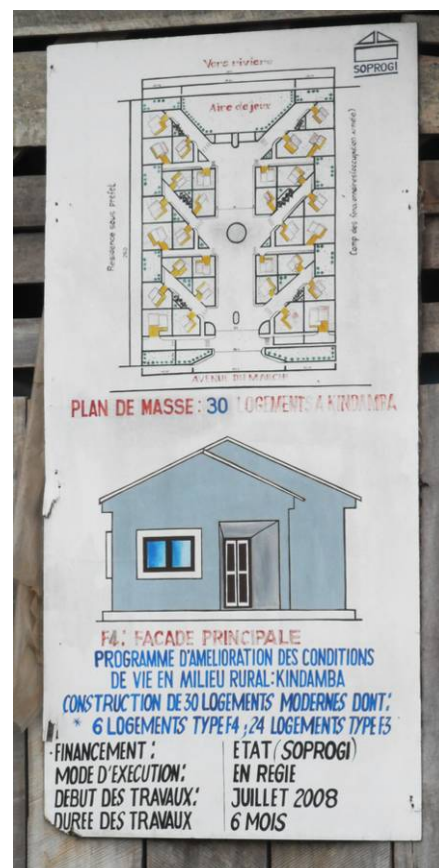


Photo 9 : Le programme de logements Soprog de Kindamba.

Contrairement aux autres chantiers du même type à Brazzaville ou dans d'autres villes (où les sociétés de BTP chinoises partenaires ont recruté leur propre main d'œuvre) le chantier de Kindamba est mené en régie, en recrutant de la main d'œuvre locale (les cadres sont venus de Brazzaville). L'acquisition des logements est prévue en contrat location-vente d'une durée de dix ans maximum. Le problème des tarifs, largement soulevé et critiqué dans les médias, risque de constituer un point de blocage et il n'est pas certain que cette offre immobilière atteigne vraiment les catégories sociales auxquelles elle est destinée, ni même qu'elle trouve sa clientèle à Kindamba.

2-2-2 Le centre de redistribution des pays de Mpangala

Kindamba, avec ses 6000 habitants en 2007 (8000 peut-être en 2011) constitue un marché de consommation agricole, même si une part majoritaire de ses habitants se livrent eux-mêmes à une activité de production. C'est un centre de collecte car les transporteurs venus de Brazzaville transitent par Kindamba. Plusieurs se rendent directement dans des zones de production, mais le mauvais état des pistes rurales fait que les paysans doivent souvent transporter leurs denrées à Kindamba pour qu'elles soient ensuite évacuées.

C'est également un centre de redistribution de produits manufacturés de base pour les localités du district et celles de Vinza ou même Kimba (droguerie, ustensiles ménagers de base, friperie, pétrole, papeterie, médicaments, conserves)⁶. Malgré les destructions et les difficultés de communications externes et internes au district, le marché et ses abords, partiellement reconstruits témoignent d'une activité commerciale quotidienne, avec plusieurs boutiques et étals assez bien approvisionnés. La différence est frappante si on compare Kindamba avec les autres chefs lieux de districts du Pool nord-ouest (Mayama, Vinza, Kimba).

⁶ Les produits manufacturés sont acheminés de Pointe-Noire où ils sont moins chers en combinant CFCO et piste.



Photo 10 : Le marché central de Kindamba avec son hangar reconstruit (toiture neuve).



Photo 11 : Boutiques et étals aux abords du marché.

Deux marchés vivriers se tiennent également dans les quartiers Paroisse et Cap Mâcon (repérables sur la carte 15). Divers commerces ont également repris une activité.



Photo 12 : Marché de rue matinal à Kindamba: diversité des produits disponibles, mais peu d'acheteurs. *maïs, arachide, safous, légumes, noix de palme, bananes, oseille, coco, gombos(janvier 2011)*



Photo 13 : Redémarrage des commerces alimentaires, boucherie à Kindamba.

Culture-communications

Récemment le chef lieu a été doté de plusieurs outils de diffusion d'informations et de culture, une radio rurale et une bibliothèque, toutes deux financées par le député-Ministre I. Mvouba.

Radio-Kindamba émet sur 94 FM, elle émet les lundi mardi jeudi vendredi et samedi de 8h à 19h des programmes qui permettent à des institutions de la société civile de s'exprimer ainsi que de la vulgarisation rurale. Cette radio peut constituer un outil de développement local.



Photos 14 : les locaux de radio Kindamba

La bibliothèque est dotée au total de plus de 2000 livres scolaires, plusieurs dizaines de manuels pour chaque niveau de chaque discipline du collège, notamment ceux manquant dans l'établissement (sciences économiques, technologie, histoire géographie). Un club de lecture y est organisé.



Photos 15 : la bibliothèque de Kindamba.

Principalement dotée d'ouvrages scolaires c'est une autre initiative du député.

Lieux de culte

La diversité des lieux de culte présents à Kindamba atteste du caractère « urbain » et à nouveau relativement « mélangé » de la population. Les grandes églises sont présentes (église catholique, église évangélique, Armée du salut). A la grande différence des localités rurales où, en dehors de l'église catholique et parfois d'une implantation lassyste (église prophétique Zéphyrin Lassy), les cultes représentés sont principalement néo-traditionnels (boula mananga et notamment Mbunda ni) on trouve à Kindamba plusieurs implantations d'églises pentecôtistes : Assemblées de Dieu du Congo, Assemblée Chrétienne, ASEP, L'ange de l'épouse, et même une cellule Kimbanguiste (deux à trois personnes, notamment des fonctionnaires).

2-3 Des problèmes d'aménagement urbain

2-3-1 Voirie

La ville de Kindamba avait déjà connu une tentative de lotissement, mais les ruelles comme les avenues n'ont jamais été bitumées. Depuis la fermeture de la société des travaux publics (TP), la participation de la population est

sollicitée pour l'entretien des voiries. Les autorités organisent ponctuellement des opérations de désherbage avec les habitants en période de fête, afin de rendre propre la ville. Les herbes couvrent les abords des ruelles et avenues rendant ainsi difficile la circulation aux véhicules comme aux piétons. Comme toujours en pareil cas, les habitants viennent déverser les ordures ménagères pour remblayer les ornières des voies publiques.

Les routes principales à aménager dans la localité de Kindamba centre sont :

- La route principale qui traverse les quartiers St Joseph et Kigoma dans la direction de Mayama et le quartier Moulala dans le sens de Vinza ;
- La route principale qui passe dans le quartier Seïta et se prolonge dans la direction de Mindouli,
- La rue du marché de Kindamba centre et qui passe par le commissariat de police du district de Kindamba ;
- L'avenue qui relie le quartier Moulala au quartier St Joseph en passant par l'école primaire Milongo Ngabandounou de Kindamba centre



Photo 16 : Une rue de Kindamba



Photo 17 : Avenue et réseau d'éclairage public dans le CQ Paroisse.

2-3-2 Electricité

Pour résoudre le problème d'éclairage dans le centre urbain de Kindamba en 2004, au sortir de la guerre, le ministre Isidore MVOUBA, originaire de Kindamba (qui sera élu député de la circonscription en 2007) avait fourni 2 groupes électrogènes d'une puissance de 65 KVA avec un réseau d'éclairage public: le premier groupe destiné à la partie sud de Kindamba et le second groupe au secteur administratif de Kindamba.

L'éclairage se fait les mercredis et samedis entre 18 et 22 heures. Le député continue à assurer le fonctionnement des groupes (fourniture en carburant et entretien), car le comité de gestion d'électricité mis en place a échoué à obtenir une participation financière de la population au fonctionnement des groupes électrogènes qui aurait pu permettre un fonctionnement plus régulier. Ainsi des équipements comme le relais téléphonique Airtel ou l'hôpital disposent-ils de leurs propres groupes (ceux de l'hôpital d'ailleurs également fournis par le député).

Les lampadaires n'éclairent donc que le centre ville (quartier Paroisse) et la zone du marché central dans le quartier Moulala. Il manque de câble électrique pour éclairer toute la ville. La puissance du groupe 65 KVA. Il pourrait supporter beaucoup d'abonnés. Les installations ne sont pas encore reconnues par la SNE : il y a un projet de reconnaissance et d'extension du réseau avec pose de compteurs, mais qui supposerait une contribution financière des bénéficiaires.

Par ailleurs, dans le cadre de la municipalisation accélérée il y a également projet de raccordement de Kindamba à la centrale de Moukouloulou (cf infra). Des habitants possèdent par ailleurs des groupes individuels, certains sont rentabilisés pour des services tels que des vidéo-clubs ou des chargeurs des batteries de téléphones au marché.

2-3-3 Eclairage à Kindamba

Pour s'éclairer les habitants de Kindamba utilisent en premier lieu les lampes à pétrole, puis la bougie et la torche à pile. Le litre de pétrole coûte 800 à 850 fcfa (prix très inférieur à celui de Vinza où il coûte 1000 fcfa.).

Ce prix relativement modéré s'explique parce que les commerçants partent à Mouyondzi et Loutété pour acheter du pétrole (à Mouyondzi le pétrole peut s'acheter 180 F CFA le litre). Pour aller à Mouyondzi, les commerçants passent par Moutoussala puis Kingoué en bicyclette (puisque le bac détruit sur le Ndoou ayant été remplacé par une pirogue, le passage n'est plus accessible aux véhicules motorisés) et empruntent ensuite un camion pour arriver à Mouyondzi

à partir de Kingoué. (Une semaine aller / retour Mouyondzi). Une personne en bicyclette transporte trois bidons de 25 litres. La plus value sur 75 litres ainsi transportés et vendus 800 F est d'environ 40 000 FCFA.

Pour la cuisson des aliments, les habitants utilisent le bois, certains (rarement) utilisent des réchauds à pétrole. Le charbon n'est quasiment pas utilisé.

2-3-4 Eau

Il n'y a pas de réseau d'adduction d'eau à Kindamba. Les rivières Loudzouri et Djouamou sont utilisées pour la lessive et le bain. Des points d'adduction d'eau protégés (7 forages) avaient été aménagés après les guerres par le CICR et l'UNICEF (un dans chaque quartier). Un technicien a été formé par le CICR pour entretenir les puits et dispose de quelques pièces. Néanmoins certains ne fonctionnent plus. Un 8ème puits a été aménagé dans le quartier SEITA par le Conseil Départemental. Ces puits ne sont pas traités et tarissent en saison sèche. Les ménages complètent en collectant les eaux de pluie dans de petits récipients.

Le Secrétaire général de la sous préfecture insiste sur les problèmes d'accès à l'eau en signalant des épidémies périodiques de diarrhées, en particulier vers la fin de la saison sèche (septembre). On pourrait imaginer la construction d'une station de traitement et de distribution d'eau potable dans la rivière Loudzouri dans le quartier Kingoma sur l'axe Kindamba – Mayama. Le château d'eau pourrait être construit à la hauteur du quartier St Joseph.

Quartiers et disparités d'accès aux équipements

Les quartiers du centre administratif (CQ Paroisse, Mataka et Moulala) qui constituent le centre de la commune constituent le cœur dynamique de Kindamba. Les principaux éléments caractéristiques du centre ville de Kindamba y sont présents : l'Hôpital de base, la sous-préfecture, les commerces. Les habitants des autres quartiers de la commune de Kindamba sont dépourvus en équipements et obligés de parcourir des longues distances à pied.

2-4 le chef lieu au cœur des télécommunications

3-3 télécommunications

Radio, télévision

Dans l'ensemble du district, y compris au chef lieu, il est impossible de capter la télévision nationale et difficile de capter la radio nationale (sauf à certaines heures de la journée). Les villages sont donc encore déconnectés de l'information nationale si ce n'est par bouche à oreille. Les habitants ont d'ailleurs une préférence pour les stations internationales captées en ondes courtes. Kindamba possède une radio rurale qui émet au chef lieu.

Télécommunication

Le téléphone mobile s'est imposé comme un outil indispensable du quotidien, des échanges, des relations sociales. Les communications téléphoniques sont possibles dans une bonne partie du district de Kindamba qui est moins accidenté que Mayama ou Vinza⁷. Mais un seul réseau téléphonique est présent, Airtel. L'antenne relais a été implantée dans un espace dégagé en plein quartier administratif du chef lieu, près de la sous-préfecture et de l'hôpital, le 23 juillet 2007.

Suivant un accord conclu sous l'égide de P. Ntoumi dans l'ensemble du Pool entre les opérateurs de téléphonie et une société de surveillance basée à Mindouli deux ex-combattants (associés à deux civils) participent à la surveillance du site.

Certains habitants chargent directement le téléphone auprès de cette antenne relais d'Airtel moyennant :

- 100 fcfa pour charger un téléphone avec son chargeur
- 200 fcfa pour charger un téléphone avec un chargeur universel.



Photo 18 : le relais Airtel

⁷ Dans un rayon dépassant 20km du chef lieu, la réception est possible mais irrégulière dans le temps et dans l'espace (Kilbé Moussia (26 km), Moutoussala (xx km),) ou limitée à certains lieux comme à Loukouo (22km, le réseau se capte près de la rizerie).

Mais plusieurs stands de recharge de portables, à des tarifs voisins, sont disposés autour du marché central où ils sont alimentés par des groupes électrogènes. Dans le reste du district, c'est toujours le système de recharge payante auprès de particuliers disposant de groupes (plus nombreux dans ce district que dans d'autres) ou ayant mis au point des batteries recharges à piles. Pour l'achat d'unités, outre les cartes disponibles au district les opérateurs ont mis au point un système de transfert à distance très populaire (sap sap).



Photo 19 : Stand de recharge de téléphones près du marché

3- Transports et accessibilité dans le district de Kindamba

3-1 Le délabrement du réseau de voirie

Pendant la décennie des conflits de 1993 à 2003, les communications routières entre le district de Kindamba et ses voisins ont fait l'objet de destructions volontaires tant de la part des miliciens ninja que de l'armée gouvernementale. Les uns et les autres ont détruit des ponts et passerelles ou creusé des tranchées afin de protéger leurs positions. En 1999 l'armée gouvernementale afin de freiner l'avancée des Ninjas a procédé au bombardement de trois bacs qui permettaient la connexion entre le district de Kindamba et ses voisins : celui de la Djouéké sur l'axe Kindamba – Manguiri – Kimba, de la Loulari sur l'axe Kimba – Kimbémbé – Makélé et enfin celui de la Djouéké sur l'axe Kindamba – Kilébémoussia – Kingoué en 1999. Au sortir des conflits, aucune mesure n'a été prise afin de remettre ces pistes en état.

Les guerres n'expliquent cependant pas tout. L'enclavement des pays de Mpangala est un problème ancien qui s'est aggravé à la suite des destructions et de longues périodes sans entretien pendant et après les conflits. On peut rappeler qu'il y a 25 ans, le bitumage du tronçon routier Brazzaville-Kindamba était déjà souligné comme une priorité par le Projet de Développement Rural (1970-85) pour favoriser « l'évacuation des denrées agricoles pour ces régions enclavées » (OIT 1985 p 12). Les travaux étaient prévus par le plan quinquennal (1982-86) sur financement de la Banque Mondiale. Ils sont à nouveau prévus par la « municipalisation accélérée » 2012 (Cf. partie 5).

3-1-1 Les axes Brazzaville-Kindamba :

En 2004 au moment des interventions humanitaires, l'OCHA soulignait qu'en dehors des questions d'insécurité alors très graves et qui justifiaient le recours au transport aérien pour le fret humanitaire entre Brazzaville et Kindamba « La quasi-absence de routes est l'un des obstacles majeurs à l'action des acteurs humanitaires dans cette zone. » La distance Brazzaville-Kindamba (200 km) était alors « parcourue en environ 9 heures par un véhicule à 4 roues motrices ». (p 12). Cette estimation concernait les véhicules légers individuels bien entretenus d'une structure comme l'OCHA, mais pour les camions de transport surchargés les temps de transport sont beaucoup plus longs.

Les difficultés de communication entre le district de Kindamba et la capitale (200 km de pistes) se sont aggravées ces dernières années au point de handicaper sérieusement l'économie rurale dans une zone pourtant très productive. Le temps et les difficultés d'accès à Brazzaville (entre 3 jours et une semaine pour un camion en saison des pluies) sont les principaux problèmes évoqués d'emblée par les autorités du district et dans tous les focus groupes.

2 pistes accessibles aux camions lourds permettent de quitter le district de Kindamba :

- Axe Kindamba- Mindouli- Kinkala (200 km): Cette voie est en très mauvais état. Dans les meilleures conditions, il faut actuellement 2 jours pour atteindre Mindouli. Mais en saison des pluies, il faut couramment jusqu'à une semaine pour atteindre Kinkala/Brazzaville en camion. Souvent dans les zones mauvaises, les clients descendent du véhicule et font le trajet à pied.

La seule traversée de la forêt de Bangou ne fait que 12 km mais de nombreux interlocuteurs (responsables, conducteurs de véhicules et passagers) nous ont assuré qu'on pouvait y rester 3 jours... Il arrive même que les clients descendent du véhicule bloqué et fassent le trajet à pied, arrivant ainsi à Brazzaville avant le camion chargé des marchandises. Parfois les marchandises pourrissent en route avant d'arriver à Brazzaville. En outre, cette voie traverse des zones pas totalement sécurisées, il y a parfois encore des attaques de véhicules liées à des ex miliciens incontrôlés.

- Axe Kindamba- Missanvi-Ngamabasabala-Matoumbou-Kinkala : c'est l'itinéraire alternatif à celui de la forêt de Bangou en cas de fortes pluies. Cet axe était couramment emprunté autrefois mais est quasi impraticable depuis 5 ans selon le secrétaire général de la sous préfecture. Certains chauffeurs interrogés l'ont cependant empruntée occasionnellement. Les principaux passages difficiles sont des passages de sable (« désert » de Moyambala) des pentes glissantes (« montagne » de Moudondo, des boursiers). En outre, cette voie a l'inconvénient d'être peu fréquentée dans un secteur pas totalement sécurisé.

[illegible]

© Laboratoire Population Environnement Développement (LPED)

Mai 2011

Carte 16 : Points Noirs et accessibilité des axes de transport du district de Kindamba

3-1-2 Les accès vers les 3 districts voisins, Mayama, Vinza, kimba

Kindamba –Loukouo-Kingandoungimbi- Mayama

La piste la plus praticable est actuellement celle de Loukouo. Mais elle ne peut être empruntée que par des véhicules légers à cause de son étroitesse et de plusieurs passerelles trop fragiles pour les camions. Ces passerelles ont été refaites par les riverains et par l'entrepreneur Mimi dont les véhicules effectuent régulièrement le trajet entre ses entrepôts de l'ancienne rizerie de Loukouo et son exploitation agricole Louta-ferme du district de Mayama. Cette piste constitue également une alternative pour rejoindre Brazzaville en passant par Mayama. Un véhicule léger peut aisément faire le trajet dans la journée... à condition que des arbres ne tombent pas en travers de la piste lorsque celle-ci traverse les forêt galeries (cette mésaventure est arrivée à l'une des équipes lors des enquêtes, cf. photo 20). Il arrive que des véhicules légers l'utilisent, elle est utilisée par les société de téléphonie Airtel pour vérifier ses relais situés dans les deux districts, elle est également empruntée par les véhicules de Ntoumi et ses fidèles (ex-combattants et adeptes de l'église Ngoundza Mbundani ⁸) qui ont un village communautaire à côté de la rizerie (Mibori), un domaine de culture.

La piste est occasionnellement desservie par des pick-up qui passent en venant de Kindamba mais ne s'arrêtent pas en cours de route car déjà chargés de bananes... c'est pourquoi les habitants de Loukouo (plus de 1000 habitants et situé sur cette piste) doivent descendre à pied à Kindamba pour être certains d'avoir une place à bord d'un véhicule pour Brazzaville, la plupart étant de gros camions qui empruntent la voie Bangou-Mindouli. L'alternative est une marche de trois jours à pied sur la route de Mayama pour atteindre Brazzaville, plus rapide au total que le trajet en véhicule si l'on n'est pas chargé.

Photo 20 : 3 tronçons de la piste Kindamba-Loukouo-Mayama.



L'entrée de la piste Kindamba-Loukouo-Mayama. Plusieurs passerelles fragiles rendent la voie inaccessible aux camions



Une série de bourbiers, avec des « déviations » informelles, non signalées



Entre Loukouo et Kingandoungimbi (district de Mayama), elle est étroite traverse des galeries forestières, arbres et branches l'obstruent fréquemment

Kindamba- Tsiemo- Mayama

Cette piste étroite et en très mauvais état était utilisée comme une alternative plus sûre à celle de Loukouo à l'époque où la présence permanente de Ntoumi et ses miliciens dans le village de Loukouo dissuadait les transporteurs. Elle n'est quasiment pas utilisée.

Kindamba- Moussolo-Dakar-Vinza

La piste de Vinza, presque droite, traverse la vallée de la Djouéké. Cette piste est dans un état « correct » ... si l'on compare avec d'autres voies encore plus dégradées. La distance à parcourir de Kindamba à Vinza est de 45 km qui nécessitent 2h par camion, 8 h à pied, 4h en moto. Cependant, entre autres points noirs (dénivelés glissants lors des pluies, ravinements), les risques d'inondation y sont nombreux dans le lit majeur de la Djouéké, surtout aux franchissements de gués et la réfection/construction de ponts à la place de certains gués est impérative.

⁸ Eglise Ngoundza Mbundani : abrev. de « Mbunda ni A bundu dia Kongo », c'est-à-dire le Regroupement des religions du Kongo ...). Ngodi, 2009.

C'est la seule voie accessible aux véhicules souhaitent rejoindre Kimba, car l'alternative moins longue en kilométrage (Kindamba-Manguiri-Mihete malouo) est rendue impraticable par la traversée de la Djouéké (bac inutilisable).



Photos 21 : la route Kindamba-Vinza, traversée du lit majeur de la Djouéké

pont sur la Djouéké et route-digue

passage fréquemment inondé

Pont en construction (mars 2011)

Les derniers programmes d'aménagement routier dans la zone depuis les guerres consistent en de rares réhabilitations de pistes de terre (sur appels d'offre à des opérateurs privés). L'un de ces opérateurs est également député de Vinza et transporteur. On peut citer un projet de 2008 de la société ECGM Labo Congo sur le tronçon Kindamba, Vinza et Kimba, qui malheureusement a été exécutoire qu'en fin 2010. Seuls 25% des travaux prévus ont été réalisés à ce jour, car il y a différend entre l'opérateur et le Ministère concernant les délais de paiement et ceux d'exécution de divers autres travaux. Ce genre de problème est hélas très courant. Le chantier a récemment repris (photo.).

3-1-3 Les voies internes au district :

A l'intérieur du district, toutes les pistes sont en mauvais état et ne sont actuellement entretenues que par des systèmes de cantonnages villageois, très irréguliers et pas toujours techniquement appropriés. Hors des voies Brazzaville-Kindamba et Kindamba-Vinza il n'y a pas de desserte par des véhicules de transport. Les déplacements vers le chef lieu Kindamba doivent donc se faire à pied. Sur les axes de sortie du district les véhicules sont souvent trop chargés pour prendre des passagers ou des marchandises pour la seule distance d'un village au chef lieu. Voici les temps de transport (à pied) depuis les villages enquêtés jusqu'au chef lieu.

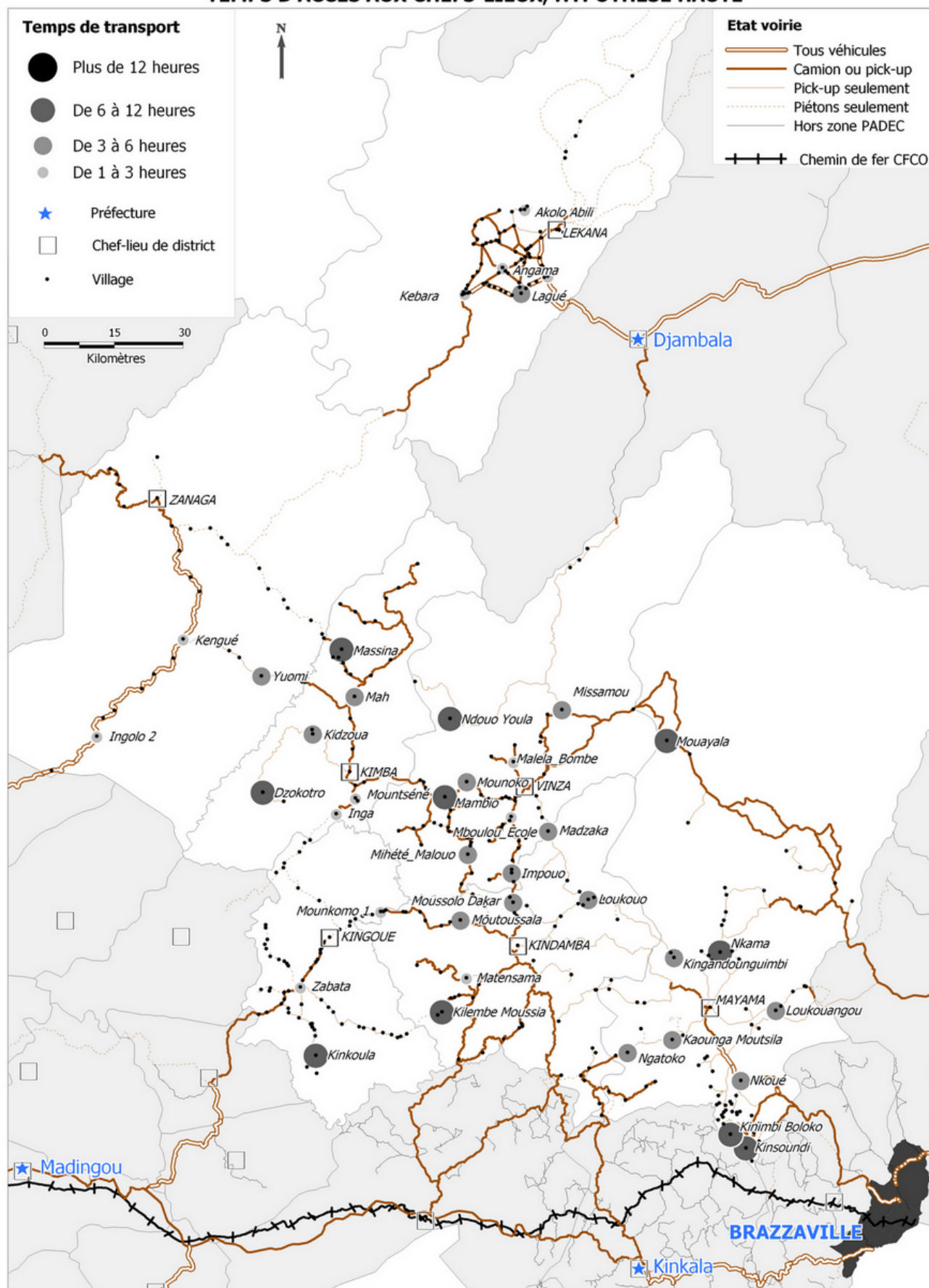
Le problème se pose notamment pour les élèves du collège qui ne peuvent effectuer l'aller retour qu'une fois par semaine et ne disposent pas d'internat et, bien sûr, pour l'évacuation des malades qui se fait sans moyen automobile, à pied, par portage, en brancard voire en brouette.

Distance en km de Kindamba	Kms	Trajet à pied	véhicule
Moussolo Dakar	12 km	3 heures	Occasionnellement : véhicules provenant de Vinza ou Kimba (30 minutes à + en cas d'inondation)
Matensama	12 km	2 h	aucun véhicule ne prend de passagers vers le chef lieu
Loukouo	22 km	5-6 h	Véhicules privés ne prenant pas de passagers
Kilebe Moussia	26 km	6 h	aucun véhicule
Moutoussala	18 km	5 h	aucun véhicule

Tableau 8 : conditions d'accès des villages au chef lieu

Afin de permettre aux commerçants transporteurs de desservir leurs localités, certains comités villageois (rares) entreprennent spontanément la réhabilitation artisanale des pistes secondaires, des ponts et platelage en bois. Tel est le cas des habitants de Madzaka sur l'axe Vinza – Loukouo, à l'initiative d'une femme dynamique, chef du comité de village. Si l'initiative est intéressante et témoigne d'une capacité de mobilisation endogène, elle souffre d'un manque de moyens et d'encadrement technique, les résultats ne sont souvent guère durables.

TEMPS D'ACCÈS AUX CHEFS-LIEUX, HYPOTHÈSE HAUTE



Carte 17 : Temps d'accès au chef lieu, hypothèse haute

[illegible]

Mai 2011

41

3-1-4 Quelles perspectives pour la réhabilitation et l'entretien des pistes

Les guerres ont éclaté à une époque de restructuration du système national d'entretien routier dans le cadre des réformes d'ajustement structurel. Jusqu'aux années 90, après la mise en sommeil du premier « fonds router » créé en 1958, l'entretien des routes était assuré par la direction départementale des travaux publics par le biais de la Régie Nationale des Travaux Publics « R.N.T.P » qui deviendra autour des années 92 l'O.C.E. R. (Office Congolais d'Entretien Routier). C'est aux services des T.P. que revenait dans une certaine mesure, la tâche de mobiliser les villages pour le cantonnement qui était permanent (1 à 3 fois/ans selon les axes). Ils apportaient le matériel aratoire, mécanique et les vivres afin de stimuler les populations au travail.

Cependant, le manque d'efficacité de ces services était patent, à l'échelle nationale comme régionale, et bien avant les conflits, la réalité de l'entretien des voies rurales laissait déjà à désirer. C'est ce qui a motivé des restructurations intervenues juste avant les guerres, dans le sens d'un appel aux partenariats publics privés sous forme de contrats ponctuels avec des opérateurs. La restauration du fonds routier pour financer les chantiers routiers importants est relancée dans les années 92-94 puis confirmée en 2004. Le fonds est alimenté par des taxes sur les carburants reversées (théoriquement, mais il y a des conflits sur ces reversements) par l'Etat et par des péages sur certains axes goudronnés (avec des problèmes de peréquation).

Depuis la fin des conflits, certaines régions (pays du Niari) ont bénéficié de projets internationaux comme le PDARP ou le PRODER visant la réhabilitation systématique des principales pistes rurales. Les réalisations sont été très partielles dans les districts concernés, et ces projets n'existent pas encore dans cette partie du Pool. Depuis son élection (2008) le Conseil Départemental commence lui aussi à prévoir quelques par des contrats ponctuels avec des entreprises qui assurent, des interventions urgentes, par exemple pour la réfection de ponts ou dalots. Mais ce système d'appel d'offre n'est pas relayé par une veille des infrastructures et un entretien régulier.

Tous les comités de village et responsables de quartiers enquêtés à Kindamba réclament aujourd'hui le retour permanent d'une direction des travaux publics équipée d'engins au chef lieu afin d'assurer un entretien régulier des routes du district.

3-2 Insuffisance et coûts de la desserte automobile.

Fréquence

La carte ci-dessus indique la « fréquence attendue » : aucune localité du district ne bénéficie du passage quotidien d'un véhicule de transport. Les camions de Brazzaville qui desservent Kindamba partent de la capitale (marché Total, marché le mardi et le vendredi. Les départs de Kindamba se font le mercredi et le samedi.

Une fréquence hebdomadaire « attendue » ne signifie pas que le transporteur soit pour autant régulier. Il s'agit d'opérateurs privés qui ne sont soumis à aucune obligation de service public, leur parc de véhicule est limité, mis à rude épreuve par l'état des voies, et la desserte peut donc être irrégulière. Le nombre des véhicules dépend uniquement de l'état de la piste, pas du volume des récoltes à transporter, il peut donc y avoir un déficit de véhicules par rapport aux besoins saisonniers. En saison des pluies, on peut compter en moyenne sur 2 véhicules lourds par semaine (mais parfois aucun) et en saison sèche au moins 5 à 6 véhicules, gros camions et pick-ups, fonctionnant parfois sur commande pour charger des produits.

La fréquence « aléatoire » signifie que des véhicules peuvent matériellement emprunter certaines pistes sur commande, ou à l'initiative de particuliers, sans que les producteurs puissent compter sur une desserte.

Les opérateurs de transport, tous privés, jouent fréquemment aussi le rôle de collecteurs et de grossistes, certains pratiquent des systèmes de vente à crédit dans les villages où ils passent régulièrement. Ils bénéficient d'une situation de monopole qui leur permet plus ou moins d'imposer leurs tarifs et leurs conditions à des agriculteurs totalement dépendants. Mais c'est au prix d'un investissement et d'une prise de risque pour leur matériel, du fait de l'état épouvantable de certaines pistes. Ce qui peut les amener à orienter vers ces pistes un matériel déjà « amorti », qui de ce fait tombe souvent en panne, ralentissant d'autant les trajets, etc.⁹

⁹ Pour plus de détails, voir le rapport de stage mené dans le cadre de cette étude par D. Mbemba Souembelet (2011)

Il n'y a pas de partenariats entre ces opérateurs privés qui jouent de fait un rôle essentiel pour le développement rural et le secteur public. Mais plusieurs transporteurs du Pool qui sont aussi députés et/ou entrepreneurs et investis dans des marchés publics (ce n'est pas le cas à Kindamba, mais à Vinza et Kimba).

Certains transporteurs ont abandonné la desserte du district à cause des difficultés liées à l'état des voies qui détériore le matériel roulant et à l'insécurité. Ainsi, l'un des deux principaux transporteurs a-t-il récemment laissé Kindamba pour transférer son activité dans le Niari en direction de Pointe Noire, à la faveur de la construction de la RN1. D'autres maintiennent leur service malgré tout entre Kindamba et Brazzaville, comme Tandou Théophile (originaire du district), bien que l'un de ses camion a été brûlé et un autre attaqué par les ninjas. A l'évidence, l'entretien et la sécurisation de l'axe principal Brazzaville-Mindoulli-Kindamba constituent deux priorités majeures pour accroître la fréquence et la régularité de la desserte.

Coûts de déplacement des passagers

Le coût du transport d'un passager entre Kindamba et Brazzaville varie selon les saisons et l'état des pistes, entre 2500 F CFA en saison sèche et 5000 fcfa en saison des pluies (le prix pour un passager en cabine est de 7000 F CFA). Le coût du transport Kindamba-Kinkala est légèrement moins cher = 4000 fcfa

Coût de transport des produits agricoles

Selon des informations convergentes recueillies dans les focus groupe au chef lieu et dans les villages, les prix de transport des principaux produits agricoles sont les suivants depuis le chef lieu, avec de possibles variations saisonnières :

FOUFU, 6000 fcfa pour le transport d'un sac..

MANIOC, 8000 fcfa (20 manioc), 1 manioc est vendu entre 2000 et 4000 F à Brazzaville

BANANES, 3500 fcfa (le tas de 5 régimes de bananes)

HARICOT, 10000 fcfa le sac.

Au coût formel, il a fallu ajouter, pendant des années et encore parfois aujourd'hui, même si la situation se normalise, les « péages forfaitaires » ou rackets divers imposés par les ex-miliciens Ninja et/ou N'tsiloulou incontrôlés surtout entre Bangou et Mindouli.

Coûts de préacheminement au chef lieu

Sauf dans les cas où un camion de collecte dessert directement le village, ce qui est rare dans ce district, il faut ajouter les frais de pré-acheminement jusqu'à Kindamba centre.

Ainsi, Moussolo Dakar, est situé sur la voie Kimba-Kindamba empruntée chaque semaine par un camion. Mais celui-ci est généralement plein lorsqu'il arrive. Il est donc plus sûr de transporter les denrées vers Kindamba et d'emprunter un autre camion partant du chef lieu. Le transport d'un sac de fufou en bicyclette coûte 2000 fcfa jusqu'à Kindamba, puis 6000 fcfa jusqu'à Brazzaville.

Depuis Loukouo, bien que des véhicules (légers) puissent occasionnellement passer dans le village, déjà chargés ils ne s'arrêtent pas. La réputation du village pendant les guerres y contribue peut-être. Les denrées doivent donc être préacheminées à pied vers Kindamba (10 manioc portés à pied sur 22km au chef lieu = 2000 Fcfa). Puis, le lendemain, les produits peuvent être expédiés à Brazzaville, si un véhicule part.

L'alternative est de se rendre de Loukouo à Mayama ce qui prend une journée à pied si on porte une charge (7h-18h). Le portage de 10 manioc coûte 5000F à pied jusqu'à Mayama. Il faut ajouter le prix du transport du sac de 10 manioc Mayama → Brazzaville (5000f, au lieu de 8000 depuis Kindamba)¹⁰.

Les habitants du district tentent donc de résoudre leurs difficultés de transport en empruntant d'autres itinéraires, quitte à marcher ou à porter la marchandise, mais les alternatives nombreuses dans certains districts (cas de Mayama, cf. rapport Dorier, 2011) sont ici beaucoup plus limitées du fait de la distance et de l'enclavement. Un facteur important d'enclavement qui renforce le rôle de transit incontournable du chef lieu est la destruction des bacs qui empêchent les véhicules de traverser le Ndouo-Niari en direction de la Bouenza.

¹⁰ Un manioc se vend entre 2000 et 4000 F à Brazzaville.

Tableau 9: Figures de quelques transporteurs qui desservent fréquemment le district de Kindamba

Nom du transporteur	Zone d'action	Villages desservies	Nombre de véhicules	Observation
NTANDOU Théophile	Kindamba, Vinza, Kimba	Kindamba centre et ses environs, Moutoussala, Ngoungou, Matensama, Inga, Mountséné, Kimbeti, Mpasa, Miami-Knkoua,...	05	Originaire de Kindamba, âgé d'environ 50 ans, ce commerçant transporteur dispose d'une grande motivation pour permettre le développement et le désenclavement de la zone. Son action qui reste apolitique, l'incite quel que soit les saisons et l'état des pistes à envoyer ces véhicules dans la zone au service des populations. Il compte dans un bref délai mettre sur pied d'autres activités lucratives dans la zone comme dans le domaine de la micro-finance.
BITSINDOU	Kindamba, Vinza, Kimba	Kindamba centre, Moutoussala, InkalaMatsiba, Maténsama, Vinza, Manguiri, Kimba...	ND	Un fidèle transporteur qui a toujours envoyé ses véhicules dans la zone, Monsieur Bitsindou est ressortissant du Pool, vivant en Europe, ce transporteur a investi au Congo dans le domaine du transport par le biais de ces camions transporteurs gérés par un particulier résident au pays. Il a des fortes ambitions de continuer son œuvre. cependant, il s'est heurté aux nombreux problèmes dus à l'insécurité et l'état des routes.
MATSIMA	Kindamba, Vinza,	Mounoko-Vinza axe Vinza Kindamba parfois (via Mous solo Dakar) Kindamba centre et ses environs	05	Député du district de Vinza, J-P MATSIMA, est reconnu pour ces actions en faveur de sa circonscription. Il est le président directeur de la Société ECGM Labo qui a été chargée de la construction des ponts sur l'axe Kindamba-Vinza-Kimba. Son investissement personnel dans la politique a quelque peu détourné ce transporteur de ces objectifs de départ. Toutefois, sa présence comme collecteur et transporteur n'est pas à nier : il est l'un des plus anciens et fidèle commerçant de la zone.
MAYELA Etienne	Kimba-BZV via Kindamba	Kimba, Mounoko, Vinza réorientation partielle vers l'axe Kindamba	01	Député du district du district de Kimba, MAYELA Etienne plus connu chez les paysans par le surnom d'Ethos, est un nouveau commerçant transporteur qui a commencé son action un peu avant son élection à la députation en 2007. Reconnu pour ses actions dans sa circonscription, ce commerçant connaît tout de même une légère démotivation compte tenu de l'état des pistes dans le district de Kimba. Ce qui a conduit à orienter davantage son véhicule vers les marchés du district de Kindamba. Toutefois, il est le presque le seul commerçant transporteur à desservir Kimba.
NGANGA Rock	Kindamba,	Kindamba centre,	01	Il fait partie de la nouvelle génération des transporteurs dans la zone de Kindamba, Loutété, Kingoué et parfois Vinza. Il dispose d'un matériel moins amorti qui lui permet de desservir de façon régulière les environs de Kindamba centre.
MABOUNDOU Olivier	Kindamba, Vinza, Kimba	Kindamba centre, Moutoussala, InkalaMatsiba	02	Jeune transporteur sur la trace des anciens, il s'investit dans le désenclavement de sa localité l'origine. l'entretien de que nous avons eu avec lui montre sa forte détermination à œuvrer pour que ses véhicules se rendent de façon quotidienne dans ces districts. Toutefois, il déplore la passivité des pouvoirs publics et le manque de synergie entre les autorités et les transporteurs.
NIENGUE Paul	Kindamba, Kingoué	trafic actuellement suspendu à Kindamba pendant la saison des pluies	ND	Il était compté parmi les transporteurs de la zone. Tout récemment, à cause de l'état des pistes qui conduit à l'amortissement rapide des véhicules sans aucune garantie compte à l'investissement réalisée, il a suspendu son trafic de la zone jusqu'à la saison sèche. Période pendant laquelle les routes mêmes impraticables peuvent être empruntées par les véhicules.
MAMBOUO Pascal	Vinza (parfois Kindamba)	Missamou, Vinza centre, Mpangala, Mountota, Bilolo, Kissanga, Gare C ...	03	Est une personne septuagénaire (d'environ 70 ans). Il est peut-être le plus vieux commerçant transport du pays de Mpangala. Dans le temps et dans l'espace, Pascal MAMBOUO a contribué à la visibilité de ces 4 districts PADEC. Aujourd'hui, compte tenu de son âge, son investissement pour l'entretien de ses véhicules transporteurs pose problème. La conséquence est son irrégularité dans les villages qu'il doit normalement desservir. Malgré la vétusté de son matériel, ce commerçant dessert parfois quelques villages de Vinza, Mayama et Kindamba.

Source : Enquêtes D.Mbemba Souembelet, 2011.

4 – Les activités agricoles

4-1 L'activité de production vivrière, héritages, contraintes et atouts : un « grenier » de Brazzaville ?

4-1-1 Les bases d'une production variée : manioc, légumineuses, arachide

Comme partout dans la zone concernée par le PADEC, la principale technique de production est celle de l'agriculture itinérante sur brûlis avec comme culture centrale le manioc en autoconsommation. Mais le district de Kindamba est anciennement inséré dans des circuits commerciaux développés à l'époque coloniale. L'arachide est ici développée presque partout (tous les ménages la cultivent chaque année), certaines zones sont depuis longtemps spécialisées dans sa commercialisation (Matensama, Kilebe Moussia). L'arachide et le manioc sont néanmoins principalement commercialisés en tant que surplus d'autoconsommation.

La diversité des cultures observable dans le district de Kindamba est la plus importante rencontrée dans tous les districts concernés par le PADEC. Comme on l'a vu en 1-2, les potentiels physiques du territoire de Kindamba sont variés et offrent un éventail important de cultures possibles.

La région de Kindamba est réputée dans le Pool pour :

- ses productions paysannes commerciales associant arachides et légumineuses, sources d'une certaine prospérité, notamment le haricot sec. La zone de culture d'arachide est centrée sur Matensama, Moutousala et Moutembesa. Elle prolonge vers le nord celles de la vallée du Niari qui est principale zone de production nationale.
- La principale zone de culture du haricot à sécher est centrée sur Matensama et Kilébié Moussia (sud-ouest)
- ses bassins de culture du paddy (zone de Loufoury à Molengo-Dakar, autour de la vallée de la Djouéké)
- ses plantations paysannes de bananes, introduites dans les années 70-80 (Bangou Voumba Mpassa).
- l'extrême nord-est du district a une source de revenus particulière, la cueillette de « gnetum africanum » ou coco dans forêt du Djoué à la limite entre district Mayama et Kindamba. Il s'agit d'une liane dont les feuilles finement hachées servent à la préparation de plats traditionnels, elles sont largement vendues sur les marchés urbains et à Brazzaville.

Selon les estimations du chef de secteur agricole, la production serait toujours plus faible aujourd'hui qu'avant les conflits. Mais il faut souligner le flou et la difficulté à tenir des statistiques qui permettraient de quantifier les évolutions post conflit. A Kindamba, des « antennes agricoles » ont pour mission de faire ces statistiques dans les villages, mais elles ne fonctionnent pas de manière très fiable (selon le chef de secteur).

4-1-2 L'accès au sol

Comme dans les districts voisins, l'accès à la terre est précaire pour ceux qui n'appartiennent pas aux lignées de propriétaires fonciers. Le FIDA considère comme un frein au développement le fait que certains lignages fondateurs des villages contrôlent des centaines d'hectares alors que la plupart des ménages ruraux ne sont que locataires des parcelles pour la durée d'un cycle cultural. Cependant compte tenu de la faiblesse de la pression démographique, l'accès à des terres en location semble toujours facile. (FIDA 1987, enquêtes)

Selon nos enquêtes, qui concernent les espaces les plus productifs de la zone, les prix de location des terres sont partout très inférieurs à ceux du district de Mayama, sans doute pour des raisons de distance-temps à Brazzaville, peut-être aussi pour des raisons liées aux pratiques foncières ? (Cf. carte ci-dessous).

Les écarts internes au district montrent que les prix les plus élevés ne se rencontrent pas au chef lieu mais dans les zones de Loukouo et de Moutoussala. Les raisons restent à élucider, il s'agit de deux zones à fort potentiel agricole sur des sols favorables, avec, à Loukouo une certaine pression démographique et une demande récente émanant de personnalités politiques qui contribuent peut-être à une hausse. On note un faible prix de location (inférieur à 10 000 FCFA) dans la très fertile vallée de la Djouéké (Moussolo Dakar, confirmé par l'enquête à Impouo, à quelques kilomètres, du côté de Vinza). Peut-être ici est-ce lié au fait que

la location se réalise strictement entre familles résidentes et dans un milieu culturel un peu spécifique (tékés/pygmées) marqué par des rapports sociaux et des rapports au milieu particuliers.

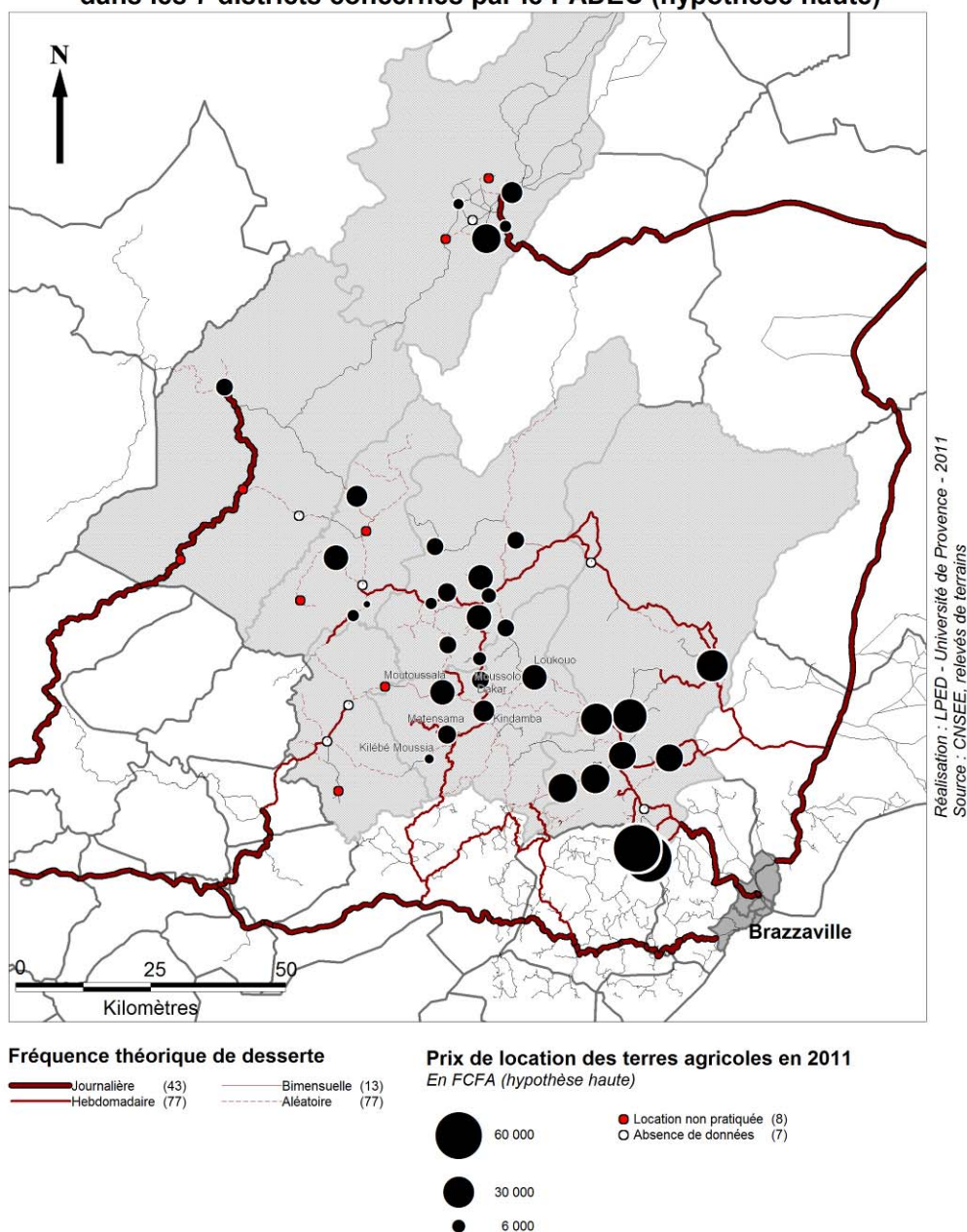
Le chef lieu est un espace de brassage où la majorité des habitants ne sont pas propriétaires. La location d'un champ auprès des propriétaires fonciers coûte 15.000 fcfa en forêt, et 10.000 fcfa en savane (avant la guerre : 10.000 fcfa en forêt, et 5.000 fcfa en savane) ; la location d'un hectare de champ coûte 40 000 fcfa.

Des résidents d'autres localités (Brazzaville, Kimba, Kingoué) viennent cultiver les champs à Kindamba.

On ne rencontre quasiment pas d'ouvriers agricoles au sens strict à Kindamba, mais un travail occasionnel dans le champ d'une tierce personne est rémunéré 3000 fcfa pour l'abattage des arbres et 1500 fcfa pour désherber ou cultiver.

Enfin, des conflits fonciers sont signalés dans la forêt de Bangou (au sud du district). Traditionnellement, les terres y étaient accessibles à tous sans droits fonciers ; mais aujourd'hui certains riverains revendiquent des droits, face à la demande de jeunes (notamment des ex combattants rencontrés au chef lieu) qui revendiquent la possibilité de cultiver des terres dans cette zone. Les autorités du district ne prennent pour l'instant pas position dans ce conflit.

Desserte et prix de location des terres agricoles dans les 7 districts concernés par le PADEC (hypothèse haute)



Carte 19 : Desserte et prix de location des terres cultivables.

4-1-3 Une région¹¹ concernée par plusieurs projets agricoles dans les années 70-90

Le district était avant les guerres une zone réputée pour son potentiel agricole, où avaient été introduites à l'époque coloniale, plusieurs cultures spéculatives (arachide, riz, élevage bovin) et où intervenaient des commerçants dynamiques. En tant que bassin de productions variées relativement proche de Brazzaville, la région a été directement concernée par les réformes et programmes agricoles étatiques de la première période révolutionnaire (1963-69) et de celle du « socialisme scientifique » (après 1970) ainsi que par des initiatives de coopération internationale.

Mais la zone de Kindamba, notamment en raison de problèmes anciens d'enclavement, est toujours restée très en deçà des volumes de production constatés dans les pays du Niari ou la Bouenza voisine dans les années 80-90¹².

Parmi les projets agricoles qui visaient à moderniser les systèmes de production et à créer de nouvelles structures d'encadrement du monde rural, on peut principalement citer : l'ARR qui fut une tentative de révolution sociale dans les campagnes fondée sur un projet coopératif ; le Projet de Développement Rural du Pool et des Plateaux (1970-85), et le projet de développement rural intégré soutenu par le FIDA¹³, lancé à partir de 1987 dans la région de Kindamba, en plein contexte d'ajustement structurel et de réformes économiques, et brutalement interrompu à la suite de la rupture entre le Congo et ses bailleurs. Après la conférence nationale, plusieurs tentatives de relance de secteurs de production ont été ébauchées par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage avec des appuis extérieurs (FAO), mais à chaque fois stoppés par les guerres.

Au cours de toute cette période (années 70- fin 80s), le centre de Kindamba et ses environs ont donc reçu l'implantation de plusieurs structures étatiques et paraétatiques ainsi que plusieurs projets de vulgarisation technique, production, transformation, commercialisation des produits agricoles, qui ont renforcé son rôle de pôle pour toutes les régions rurales environnantes. Les dysfonctionnements de ces structures (dès le départ), leurs difficultés financières, puis leur privatisation ou leur fermeture à partir de la fin des années 80 ont affecté les systèmes de production de ce district.

Cette période antérieure à la conférence nationale (et aux guerres) est parfois présentée, de manière nostalgique comme un âge d'or (« Kindamba, grenier du Pool ») et du progrès rural en marche. Néanmoins, les rapports de l'époque signalent tous de nombreux problèmes, parmi lesquels l'enclavement et des difficultés récurrentes d'écoulement de la production.

Création dans le district de structures de l'ONCPA, de l'OCV

- Les premières initiatives révolutionnaires de transformation radicale du monde rural sont essentiellement structurelles (*Action de Rénovation Rurale (A.R.R., 1965-1971)*). L'ARR visait généraliser très vite des systèmes coopératifs, en s'appuyant sur la jeunesse. Le mouvement échoue et est stoppé par le changement politique de 1969. L'Office Nationale de Commercialisation des Produits Agricoles (O.N.C.P.A.) est créé en 1964. Un de ses dépôts et une usine de décorticage du riz sont implantés à cette période à Loukouo. L'usine à Loukouo, usine a fonctionné activement jusqu'en 1986.

- La « Nouvelle Politique Agricole » définie en 1977 par le ministère de l'économie rurale passait par un renforcement de l'Etat et la création d'offices publics qui devaient appuyer les cultures vivrières et leur commercialisation, notamment le paddy et le maïs. C'est la période de création de l'Office des Cultures Vivrières (O.C.V.) en 1979 (qui sera dissout en 1988). L'OCV prend le relais de l'ONCPA et reçoit le monopole de commercialisation du maïs, paddy, arachide, haricot et pomme de terre. L'OCV reçoit également le monopole de transformation du paddy dans 3 rizeries nationales, dont la rizerie de Loukouo.

- Le grand projet rural qui concerne alors la zone de Kindamba est le Projet de Développement Rural du Pool et des Plateaux (PDR) entre 1970 et 1985. Il est lancé par décision du Comité central du parti à la fin du premier épisode révolutionnaire et au tournant politique de l'instauration du « socialisme scientifique », avec l'institution de la République populaire du Congo en 1970. Il vise toujours une transformation en profondeur

¹¹ Avant la création des districts de Vindza et Kimba, ceux-ci faisaient partie du district de Kindamba.

¹² Le pool sud plus proche de Brazzaville était connecté à la capitale par une voie goudronnée (récemment refaite). La Bouenza, le Niari et certains secteurs du Pool sont desservis par le CFCO. La zone de Kindamba malgré son potentiel n'a jamais bénéficié d'infrastructures solides de communication.

¹³ Fonds international de développement agricole, institution financière internationale et organisme spécialisé des Nations Unies.

du monde rural appuyé par un solide encadrement public où les exploitations d'Etat (fermes et ranches) devaient jouer un rôle moteur. Il bénéficie de l'expertise initiale d'un consortium PNUD/BIT/FAO puis du soutien financier et technique de bailleurs internationaux nombreux et de tous horizons. Le PDR a été encadré techniquement par le BIT. Les « *groupements de producteurs* » sont le fer de lance du PDR, conçu sur un modèle idéologique initial inspiré par divers modèles socialistes (Tanzanie, Chine), bien que très atténué par rapport à la période « révolutionnaire » des années 65-70.

- Le PDR avait une forte composante d'« *organisation, animation du paysannat* » à travers diverses structures locales d'appui et de vulgarisation agricole et des partenariats. Il a bénéficié de l'appui scientifique de l'IDR (Institut du développement rural). En parallèle, des structures institutionnelles ont été mises en place pour encadrer les actions de développement, comme des crédits agricoles ou des cycles de formation (rapport OIT, 1985, p.27).

Le rôle des Centre de Progrès Ruraux appuyés par les maisons familiales rurales

Les Centre de Progrès Ruraux (CPR¹⁴) développés à cette époque ont joué un rôle important dans le district de Kindamba, en apportant un encadrement agronomique, en contribuant à la diffusion de pratiques nouvelles. Dans la zone de Kindamba ils étaient appuyés par l'*Association Internationale des Maisons familiales Rurales de France*¹⁵ et la présence d'assistants techniques français. Ce projet spécifique touchait 4 districts du Pool, dont Kindamba (ainsi que Lékana dans les Plateaux).

- Dans les années 70-80, les Centres de Progrès Rural (CPR) ont suscité et encadré une dynamique de groupements paysans dans le district de Kindamba, en particulier dans l'aire de production Matensama-Kilebe Moussia-Moutoussala (quart sud-est du district)¹⁶.

- A Vounda, au sud du district (à l'est de la forêt de Bangou), les groupements ont servi de cadre à la multiplication de la banane, à partir de plants apportés du Mayombe, distribués ensuite dans les villages qui voulaient et diffusés dans tout le district. Pendant les guerres, les plantations de bananes situées en forêt ont permis au gens de survivre. Certains de ces anciens groupements ont sollicité le député pour être restructurés.

- Dans la zone de production d'Inkala-Matiba à l'extrême ouest du district où l'on ne cultivait que le manioc, les CPR ont contribué à l'introduction de la banane partant de Voumba, de l'arachide et du haricot partant de Matensama.

Un bilan mitigé qui annonce les réformes économiques

Le bilan interne du PDR dressé en 1985 (au moment de l'adoption du premier plan d'ajustement structurel) par le BIT, son principal bailleur et appui technique est cependant assez mitigé : dès les années 83-84 on observe une forte désaffection pour les groupements, dont le mode de fonctionnement n'est pas adapté à certaines réalités, notamment foncières.

Contrairement aux visées initiales (drainer les jeunes, freiner leur émigration vers les villes), leurs membres étaient majoritairement des paysans âgés. Le PDR a été confronté à plusieurs difficultés d'ordre financières (insuffisance de fonds, de crédits pour les paysans) et organisationnelles (personnel non qualifié et désengagement rapide des experts internationaux, gestion non intégrée des filières de commercialisation, etc.).

Les critiques externes adressées à l'encontre de ce projet et plus globalement des politiques agricoles des années 70-80 sont nombreuses et fortes, et elles amèneront, lors de la politique d'ajustement structurel, à la dissolution de la plupart des structures publiques mises en place dans ce cadre.

Ainsi le rapport PNUD de 2002 et toute une série de rapports internationaux sur l'agriculture congolaise au tournant des années 80 critiquent l'inefficacité des offices de commercialisation (OCV), la persistance et même l'aggravation des problèmes d'écoulement de la production (l'OCV « *investi d'un monopole sans avoir les moyens de ses ambitions* » et « *allant jusqu'à causer la perte d'une partie des récoltes enlevées trop*

14 Au départ les CPR avaient été créés à l'initiative des prêtres pour l'encadrement de la jeunesse, puis le projet a été relancé et soutenu avec l'appui technique de l'association Internationale des Maisons familiales rurales de France (comme à Mindouli et Kingoué).

15 <http://www.mfr.asso.fr/mfr-dans-le-monde/pages/les-mfr-dans-le-monde.aspx>. les Maisons familiales mènent encore actuellement des actions de coopération rurale. La *Fondation des Maisons familiales dans le monde* accompagne financièrement la création de Maisons familiales dans les pays du sud.

16 Source : série d'entretiens avec N. Balengana, ancien responsable au CVTA de Kindamba à cette période.

tardivement » selon rapport PNUD de 1982), la faiblesse de l'encadrement technique réel, le mépris des planificateurs pour la paysannerie et la concentration des moyens sur les fermes et sociétés d'Etat et sur les groupements précoopératifs (...) « où les paysans regroupés ne trouvent pas toujours leur intérêt durable » (PNUD 1982, p 18.). Ces critiques serviront de point d'appui aux réformes de la fin des années 80 avec la dissolution de l'OCV et la fermeture des fermes et usines d'Etat.

On était donc loin de l'âge d'or parfois évoqué en souvenir de la période d'avant guerre, notamment concernant l'écoulement des productions agricoles.

Privatisations et fermeture des offices de commercialisation des années 80

Le mode de fonctionnement des fermes et ranches d'Etat et des offices, et notamment l'Office des Cultures Vivrières, font l'objet de sévères critiques convergentes d'experts internationaux mandaté par diverses institutions dans le cadre du PAS. L'OCV est dissout en 1988 et ses rizeries, considérées comme vétustes et peu actives sont fermées. La commercialisation et la transformation de la production doivent désormais passer par des opérateurs privés et s'adapter au marché. C'est le début de deux décennies de bouleversement des encadrements agricoles et de régression des appuis technique et de la formation, qui vont être dramatiquement aggravés par les guerres et l'insécurité persistante dans la région. La régression des cultures de rente est générale (riz mais aussi tabac, arachide, maïs). Parallèlement, l'élevage bovin se développe dans une minorité d'exploitations (propriétaires fonciers, lignagers ou individuels).

Le projet FIDA pour la zone de Kindamba, interrompu brutalement (1987-91)

Un dernier projet d'envergure a concerné spécifiquement le district de Kindamba. Il émane du FIDA (Fonds international de développement agricole). Il s'agit d'un *projet de développement rural intégré* lancé à partir de 1987, en plein contexte d'ajustement structurel. Le projet s'inscrivait dans la politique du gouvernement visant à accroître l'approvisionnement alimentaire des villes et les revenus ruraux. Son objectif était l'augmentation de la production vivrière marchande. Le choix de la zone de Kindamba s'expliquait (entre autres) par la qualité de son potentiel sous exploité par rapport aux zones du pool sud plus proches de Brazzaville. Il s'agissait notamment de se concentrer sur la production du manioc sain en développant la lutte antiparasitaire biologique et la sélection de variétés, d'encourager la riziculture et les activités d'élevage.

Le projet fut interrompu en 1991 au moment de la Conférence nationale à cause du retard de paiement des échéances d'amortissement de prêts, qui a conduit les institutions multilatérales y compris le FIDA à suspendre leur coopération avec le Congo. Ensuite, après la conférence nationale a commencé le cycle de guerres qui ont définitivement déstabilisé la zone.

Le bilan à mi-parcours du projet FIDA en 1991 est sévère et montre les fragilités de la zone, même avant les guerres. Ainsi, des infrastructures ont été réalisées, comme la réhabilitation de 92 km de piste rurales qui étaient – déjà- en très mauvais état. Aucun travail d'entretien n'a été effectué ensuite par l'OCER après leur réhabilitation par le projet ce qui a entraîné la perte de l'investissement réalisé. Les effets n'ont pas toujours correspondu aux attentes : les rendements ont peu augmenté. Le bilan social est lui aussi mitigé : les femmes n'ont pas autant tiré de bénéfices de ce projet que les hommes.

Les activités d'élevage se sont développées davantage que les autres, et même de manière « *spectaculaire* » alors qu'elles étaient secondaires dans l'esprit du projet. Elles ont concurrencé les cultures vivrières (de moins en moins de superficies cultivables à cause de l'extension des pâtures), et ont entraîné des inégalités entre les propriétaires fonciers (lignagers ou individuels) et les autres éleveurs.

→ Nous avons voulu rappeler ici de manière très résumée que le district de Kindamba a une longue histoire de projets de développement agricole dont il serait bon de tirer les enseignements. Si ces projets n'ont pas eu les résultats escomptés, ils peuvent avoir introduit localement certaines pratiques et expériences (comme par exemple la structuration en groupement, ou certaines pratiques culturelles plus intensives) dont les agriculteurs pourraient encore tirer les fruits aujourd'hui.

4-2 La relance d'une production démantelée par les conflits

Les effets directs des guerres, et surtout ceux de la guerre 2002-2003 ont été bien documentés par l'enquête CARITAS (2004) qui a plaidé pour des interventions humanitaires d'urgence et permettant de reconstituer les moyens de productions paysans.

4-2-1 La production maraîchère affectée par le déficit de semences

Dans la période post-conflit, après plusieurs saisons sans productions et/ou exposés à des pillages de récolte, ¾ des paysans du Pool étaient dans une situation nutritionnelle critique, dépendants de l'aide alimentaire d'urgence, puis se sont trouvés démunis de semences maraîchères pour relancer leur activité (Caritas, 2004). La plupart avaient consommé intégralement leur dernière récolte. Les paysans qui le pouvaient encore ont dû acheter des semences pour redémarrer (alors que d'habitude ils utilisent leurs propres stocks). Mais, encore en 2004, un quart des ménages, totalement démunis, ne pouvait compter que sur les distributions de semences des organisations humanitaires. La distribution par le CICR de 5000 « kits de retour » (comprenant des semences maraîchères) a également permis à environ 40% des ménages de reconstituer un outillage de base (dons d'arrosoirs, de machettes).

C'était il y a 7 ans, et dans des villages très touchés comme Loukouo, Kilébié Moussia ou Moussolo Dakar l'activité n'a pu reprendre que sur la base des semences apportées dans l'urgence par le CICR en 2004 et qui ont ensuite été multipliées localement et échangées ou revendues entre voisins et parents.

Il faut ensuite attendre le projet CONGO-SAN « *sécurité alimentaire et nutritionnelle volet production agricole* » (FAO-Union Européenne) pour que le Ministère de l'agriculture et de L'élevage, à la faveur de la sécurité revenue, relance une activité de distribution des intrants agricoles dans les districts de Mindouli, Kindama, Vinza, Kimba et Mayama, depuis 2009-. Il y a eu également des distributions de semences et des boutures en 2010 par la direction départementale de l'agriculture.

Pour assurer la pérennité des apports, les organisations internationales se sont appuyées sur des associations. Ainsi l'association Kiwissa Ku Kongo (au chef lieu) a reçu des boutures saines de manioc en 2004 de la part du CICR pour multiplication, cultivées sur trois hectares. En 2010 après multiplication, l'association a commencé à commercialiser les boutures de manioc moyennant 1000 fcfa le tas. Les recettes de cette vente pourront permettre à l'association de créer un parc de bœuf.

4-2- 2 L'élevage ruiné par les pillages du cheptel

Avant les guerres, les habitants du district de Kindamba pratiquaient un petit élevage varié (ovins, caprins, porcins, volailles). L'élevage bovin introduit dès les années 50 par des initiatives privées et par la mission catholique (avec des bêtes de variété mbororo) s'est développé depuis les années 60-70 puis généralisé dans ce district avec l'introduction de la race N'Dama (trypanotolérante)¹⁷. Cet élevage bovin (qui n'est donc pas « traditionnel ») a connu un grand succès. Il était pratiquée avant les guerres sous forme de troupeaux familiaux ou individuels qui constituaient, par ailleurs, des éléments d'accumulation de capital et de différenciation sociale, en faveur des propriétaires fonciers (voir ci-dessus, FIDA, 1991). Le bétail constituait une garantie dans la gestion des risques (notamment les imprévus familiaux onéreux) par les paysans, et sa disparition les fragilise davantage, en situation de post conflit.

Avant les guerres les bêtes étaient souvent commercialisées vivantes et acheminées sur pied vers les gares du CFCO, principalement à destination du marché brazzavillois.

Toutes les formes d'élevage ont été ici ruinées par les pillages perpétrés par les miliciens ninjas arrivant de l'axe du CFCO, tout proche, au sud-ouest. Dès fin 98 puis en 99, les Ninjas et autres combattants présents dans la zone se livrent à une spéculation sur la viande revendue à prix fort aux déplacés Brazzavillois bloqués entre Louingui et Mbanza Ndounga. Puis entre 99 et 2002, le cheptel sert à l'alimentation des divers combattants eux-mêmes.

¹⁷ La race N'Dama est de type taurin à longues cornes. On lui reconnaît un berceau assez ancien dans le Fouta Djallon. Elle a fait l'objet d'importation et de sélections dans de nombreux pays d'Afrique tropicale humide, avec l'appui de la FAO, depuis les années 50.

4-2- 3 Les prémices d'une reprise de l'élevage

L'élevage reprend timidement à Kindamba. Le chef de secteur agricole est contrôleur d'élevage et joue le rôle de vétérinaire à Kindamba pour contrôler les abattages. Le petit élevage porcin et caprin est relancé avec des aides ponctuelles et des investissements privés.

La reprise de l'élevage bovin est plus lente. Certains particuliers ont commencé à acheter des bœufs avec leurs propres ressources pour reconstituer leur cheptel, mais cela suppose une capacité financière hors du commun. L'achat un bœuf peut coûter entre 150.000 fcfa et 200.000 fcfa à Kindamba. Les bœufs sont achetés dans la Bouenza.

Le transport d'un bœuf par camion coûte 50.000 fcfa de Kindamba à Brazzaville.

Le transport d'un bœuf à pied coûte 35000 fcfa de Kindamba à Brazzaville en passant par Mayama, le voyage dure trois à quatre jours en fonction de l'état de marche de la bête.



Photo 22 : A Matensama, reprise du petit élevage domestique.

-Récemment le Conseil Départemental du Pool a fait de la relance de l'élevage bovin l'une de ses priorités stratégiques, à travers le système dit de « métayage¹⁸ ». Sur les 55 M CFA de budget 2009-2010 du contrat Etat-département 12 millions ont été prévus pour Kindamba, ce qui représente une centaine d'animaux adultes.

La reconstitution des troupeaux vient effectivement de commencer grâce à cet appui du Conseil départemental du Pool. Certaines associations et groupements (AKDER : Association Kindamba Développement Renover, Jeunesse plus, NDOUO développement, Groupement Moussenguelé) ont été sélectionnés pour recevoir les premiers crédits destinés à la multiplication du bétail : 1 M de fcfa, moins les frais de transfert, soit 700.000 fcfa par association, permettant d'acheter des bœufs (3 femelles + 1 mâle). Les bœufs ont été achetés à Kingoué dans la Bouenza. Après cinq ans, les bêtes doivent être données à d'autres associations de Kindamba.

4-2-4 Une relance conflictuelle de la riziculture de bas-fonds

La crise de la riziculture est certes liée aux conflits, mais pas seulement. Depuis la fermeture de la rizerie de Loukouo et la liquidation de l'OCV, aucune solution satisfaisante n'a été trouvée pour la commercialisation de la production. C'est une activité de rente, exogène, avec une très faible consommation locale de la production.

La culture du paddy est introduite depuis années 20 ou 30 dans la zone de Kindamba par des commerçants européens et par les prêtres de la mission catholique basés à Kindamba et Vinza où ils installent quelques décortiqueuses. Après l'indépendance la culture paysanne du paddy a été encouragée et diffusée par plusieurs programmes agricoles volontaristes. L'essentiel de la production nationale était (et demeure) localisé dans la Bouenza (64% en 1982). Néanmoins, les districts de Kindamba, Vinza, Kimba possèdent plusieurs zones de production. Elle est pratiquée dans les bas-fonds, sans aménagement hydraulique ni planage du sol. Selon les études des années 80 les rendements et la productivité du travail étaient faibles : une seule culture pour un important travail de défrichement, mais une rentabilité monétaire assez intéressante. C'était et c'est toujours une activité masculine.

Les principales zones de production de paddy dans le district de Kindamba sont les suivantes :

- Loufour- louhoumou- Moussolo Dakar
- Mouangamgoumba (sud de Loukouo)
- Tsiemo- Loubehoua (est du district)- Loukakou

¹⁸ Distribution par roulement d'animaux multiplicateurs, 1 mâle et 3 femelles. Au 4eme vêlage, le groupement doit restituer 4 têtes.

La rizerie de Loukouo, créée en 1963, et associée à des entrepôts de l'ONCPA, puis de l'OCV (1979) avait le monopole de collecte et de transformation de ce produit. Les paysans en dépendaient pour l'accès aux marchés urbains. L'usine a fonctionné activement de 63 à 86... elle était dotée de plusieurs véhicules de collecte. Le paddy convergeait du district de Kindamba, de Mayama, de Kimba, de Vinza, de Mossendjo. L'année 1987 est la dernière mission de commercialisation de l'OCV avant sa liquidation, la fermeture de la rizerie, considérée comme vétuste et coûteuse a lieu à la même période.

La fermeture de la rizerie de Loukouo, et la disparition des filières de transformation (décorticage) et de débouchés commerciaux avec la dissolution des offices a porté un coup difficile aux groupes de producteurs (le riz n'est pas un aliment de consommation traditionnelle).

Un premier redémarrage qui bute sur un contentieux financier

Une première relance avait été tentée en 1995. La FAO donne des semences de paddy au Ministère de l'agriculture. Les semences ont été distribuées à Mbakoumaboundou, village situé actuellement au sud du district de Vinza (qui à cette époque faisait partie de Kindamba), choisi comme village pilote multiplicateur et redistributeur. Le centre de vulgarisation des techniques agricoles (CVTA) de Kindamba joue alors un rôle dans l'encadrement des riziculteurs. En 1996 les paysans recommencent à produire. Le ministère qui n'a pas de les moyens de préfinancer la collecte sollicite les paysans afin qu'ils confient le paddy à crédit... la *journée nationale du riz* en 1996, au CVTA de Kindamba avec les chefs de districts de Kindamba Vinza Mayama, est l'occasion de convaincre les paysans d'accorder leur production. Plusieurs (6) cargaisons ont été livrées à crédit, stockées à 17 km de Brazza au CVTA de Kombé pour décorticage, l'ensemble a été mis en vente dans les marchés de Brazzaville. Au fur et à mesure les produits de la vente permettent de payer les producteurs. Ce système régulé par le Ministère a fonctionné pendant 3 campagnes 96 97 98 mais entre 97 et 98 il y a eu un déficit et le ministère a suspendu l'action laissant impayée une dette de près de 5 millions aux producteurs de Kindamba, Vinza et Kimba. Le commerce est transféré à des opérateurs économiques, 11 ont été sélectionnés et se sont réparti les zones de production, certains achetaient comptant d'autres à crédit. Lorsque la guerre éclate en septembre 98 à Kindamba, la dette n'a toujours pas été réglée (et ne l'est pas encore)... Ce contentieux sur dossier paddy pèse toujours sur la relance de l'activité, d'autant plus qu'une partie non négligeable des jeunes riziculteurs ont participé aux combats du côté rébellion et connaissent aujourd'hui des difficultés économiques.

Une relance post-conflits qui bute sur la commercialisation

Le problème de la relance de cette activité est toujours traité à travers la diffusion de semences, mais le principal problème soulevé par les producteurs est toujours la commercialisation, puisqu'il s'agit d'une culture de rente destinée aux marchés urbains.

Ainsi, en 2009 le projet CONGO SAN « sécurité alimentaire et nutritionnelle volet production agricole » (FAO-Union Européenne) a fourni 3 tonnes de semences à des groupements agricoles de chaque district du Pool nord. Dans le district de Kindamba le groupement Loufour, principale zone de production, composé de 30 membres, a reçu 550kg de semences et un kit d'outillage. Le reste des semences a été ventilé entre une vingtaine de riziculteurs isolés. En 2010 un bilan (médiatisé sur la télévision nationale) montre les résultats en termes de production. Pour la transformation de la production, 2 décortiqueuses ont été affectées par l'Etat au chef lieu de Kindamba en 2009 (quartier Seita). Depuis 2009, le conseil départemental a lancé le même type d'opération (distribution de semences) dans les mêmes districts (sans qu'on puisse faire état d'une coordination avec Congo-San).

Mais aujourd'hui les villages concernés ont accumulé deux récoltes, et bien souvent celles-ci restent stockées sans trouver preneur. Les difficultés de transport, des rizières aux villages, des villages au chef lieu, du chef lieu à la capitale, autant que le coût élevé de l'acheminement vers le marché brazzavillois rendent le riz de Kindamba non compétitif face au riz asiatique, sauf à baisser tellement les prix d'achat que les paysans refusent de le vendre. Les mêmes difficultés nous ont également été signalées dans le district de Mayama.

La rareté des opérateurs économique place ceux-ci en position de monopole de fait pour imposer leurs prix et leurs conditions d'achat du riz (le même problème se pose pour le maïs).

- L'ADPM (*Association de Développement des Pays de Mpangala*) est l'unique structure (basée à Kindamba avec une antenne à Brazzaville au marché Total) qui achète le riz non décortiqué des producteurs des parties centre et nord du district. Le kilo de riz non décortiqué est donc vendu au prix fixé par l'ADPM (110 fcfa en 2011). La transformation peut se réaliser à Kindamba en utilisant les 2 décortiqueuses de Kindamba qui sont publiques. Les producteurs n'ont pas le choix : « *quand l'entreprise n'est pas passée le riz n'est plus vendu pendant une année et le riz pourrit dans les maisons* ».

- A Moussolo Dakar, où de nombreuses autres cultures sont pratiquées, le comité de village nous a expliqué ne pas avoir trouvé d'acheteur. Le riz a été pilé artisanalement puis vendu au village.

- A Loukouo (situé sur la piste Kindamba-Mayama) le même problème se pose. Un entrepreneur et transporteur basé à Brazzaville et Mayama (Louta ferme) a racheté une petite partie de la production locale de paddy, utilisée comme semence à Loukouangou (village situé dans une zone de bas fonds propices à la riziculture, à 17 km de Mayama). Mais le reste de la production n'a pas trouvé preneur. Or le village a beaucoup produit (« une personne peut avoir 3 4 tonnes ») et attend toujours un acheteur pour le reste.

Il faut noter que ce même entrepreneur et commerçant a remporté un récent marché du conseil départemental du Pool pour la dissémination de semences dans le district de Kindamba, et qu'il est également le seul grossiste acheteur potentiel de céréales et protéagineux dans la zone (notamment maïs et soja pour une unité de production d'aliments pour bétail). Cette position de monopole et une incompréhension de la distinction entre ses rôles de prestataire d'une collectivité territoriale et d'opérateur économique suscite des tensions et une amertume exprimées très vivement par les villageois. Enfin, ce même entrepreneur a obtenu la mise à disposition des entrepôts de l'OCV accolés à la rizerie de Loukouo avec (peut-être) le projet de réhabiliter celle-ci (?).

Réhabilitation annoncée de la rizerie de Loukouo ?

La rizerie fermée depuis 1987 et donc abandonnée bien avant les guerres a servi de camp retranché à Ntoumi en 2004, les impacts de balles et graffitis qui couvrent ses murs évoquent encore cet épisode de guerre, notamment les violences faites aux femmes. L'entreprise Louta- ferme a repris les locaux ONCPA/OCV, mais seul un bâtiment (toit étanche) est utilisé comme hangar de stockage des céréales achetées à Loukouo (photo ci-dessous).



bâtiment des machines



silos endommagés

**Photos 23 : La rizerie
de Loukouo (janvier
2011)**



hangar étanche (toiture réhabilitée)

4-3 Disparités des conditions et des zones de production

Nous avons synthétisé dans les tableaux ci-dessous les informations collectées sur place dans les villages enquêtés qui montrent la richesse du potentiel et de la gamme de productions, ainsi que les difficultés et disparités internes liées aux transports.

Les aires représentées sont le bassin vivrier centre et sud-ouest (arachide-haricot), la vallée de la Djouéké et les zones rizicoles.

En dehors de l'arachide et du haricot et de la banane, les cultures commerciales pratiquées dans tout le district sont des cultures fruitières et maraichères et permanentes ou saisonnières (aubergines locales, tomates, gombos, piments, oranges et safous selon les saisons) dans les parties les mieux desservies par les transports. Les pertes de récoltes liées à la déficience des transports sont partout fréquentes et l'aménagement décent des voies de communications paraît une priorité.

Il manque ici un aperçu de la situation des zones de production spécialisées dans la banane (zone de Vounda au sud) et certaines anciennes zones d'élevage (au sud-est) très touchées par les conflits, difficiles d'accès et où nous n'avons pu enquêter.

Ces zones bien spécifiques devraient être visitées pour une information complète sur le potentiel et les besoins de développement agricole du district.



Photo 24 : Séchage des haricots à Killébé Moussia.



Photo 25 : Plantation de bananiers.

Série de tableaux 10 : tableaux synoptiques des systèmes de production des villages enquêtés
(tableaux ci-dessous)

Tableau 10a : Kindamba	Nature du sol ¹⁹ et potentiel	Principales cultures et élevage (par ordre décroissant)	Accès à la terre	Groupements agricoles, initiatives publiques et privées et vie associative	Transformation des produits ²⁰	Evacuation des produits	Débouché(s) produits agricoles	Principaux besoins
Kindamba-Centre	Sols argilo-sableux et sablo-argileux remaniés et plus ou moins faiblement appauvris. Durée des jachères : 4 ans.	Manioc, haricot, tarot, banane plantain, oranges, paddy. Elevage : bovin (mais niveau actuel loin d'atteindre celui d'avant guerre), caprin, ovin, porc, volaille de chair et poules pondeuses.	Vente de terres (pour construire ; environ 70000 FCFA pour 20 m²). Location : 10000 FCFA/ha pour terrains de savane (5000F avant guerre) et 15000 FCFA pour forêt (10000 F avant guerre). location 1 ha : 40 000 Demande extérieure de terre : gens provenant de Brazzaville, de Vinza, Kimba ou Kingoué.	Kindamba a connu plusieurs expériences successives de développement rural : actions du CPR et création de groupements pré coopératifs dans les années 70-80 et ancienne ferme d'Etat. Plusieurs groupements agricoles et d'entraide ²¹ (nombre indéterminé...) organisations religieuses. Vie associative plutôt développée. - Collège technique agricole (à renforcer), - Projet de lycée technique agricole.	Site pour l'abattage des bêtes, 5 moulins à fofou atelier de transformation pour le paddy (décortiqueuse) Possibilité d'avoir recours à un vétérinaire pour le bétail.	Plusieurs transporteurs affrètent des véhicules lourds mais état désastreux de la piste principale Kindamba – Mindouli (non entretenue, en saison des pluies il faut 5/6 jours de trajet). alternative pour les véhicules légers : passage via Loukouo et Mayama Les éleveurs se déplacent parfois pour vendre leur bétail (3 à 4 jours jusqu'à Brazzaville).	La principale destination pour tous les types de produits est sans conteste Brazzaville. Marché couvert journalier, capable de drainer la production des villages environnants. marchés de quartier	Refaire la route est un enjeu majeur, vu l'importance du bassin de production agricole et les relations qu'entretient Kindamba avec Brazzaville. Remettre en place des structures pour l'accès au crédit (MUCODEC existait avant la guerre).

¹⁹ Source : ORSTOM, 1970²⁰ On prend ici en compte les opérations nécessitant un matériel spécifique et susceptible de fournir un travail à une personne (moulins de fofou, etc.). Cela n'inclue pas la transformation du manioc en chikwangué.²¹ Par groupement d'entraide, on comprend un collectif de travail de la terre mais n'étant pas institutionnalisé, c'est-à-dire sans caisse commune, règlement d'intérieur ni déclaration à la sous-préfecture. Il s'agit en quelques sortes d'une organisation informelle, « traditionnelle ». ces collectifs ont précédé les groupements agricoles.

Tableau 10b : Sud ouest-zone arachidière	potentiel milieu	Principales cultures et élevage (par ordre décroissant)	Accès à la terre	Groupements agricoles et vie associative	Transformation des produits	Evacuation des produits	Débouché(s) produits agricoles	Principaux besoins
Moutousala 18 km, ouest du chef lieu, sur voie vers Kingoué (coupée par destruction du bac)	Sols argileux jaunes. Durée des jachères : de 3 à 5 ans.	Manioc, légumes, haricot, banane, arachide. Elevage : caprin, ovin, porcin et volaille de chair avant la guerre. Aujourd'hui, seule la volaille de chair subsiste.	Pas de vente. Location : 15000 à 20000 FCFA/ha. Demande extérieure de terres de gens provenant de Kindamba, Vinza, Brazzaville.	1 groupement agricole (culture de manioc 2007). Groupement de femmes : production partagée et vendue. Une organisation religieuse. Mabundu 500F + nutrition + 10l vin de palme (équivalent à 8 à 10 000).	Aucune transformation de produits.	Depuis la destruction du bac sur le Ndouo (qui permettait au transporteur de collecter aussi des produits de Kingoué) le véhicule vient irrégulièrement.	Cultures de vente (haricot et arachide) envoyées vers Brazzaville. Vente à crédit. Volaille de chair est à la fois : vente sur place et Brazzaville.	Pertes et démotivation liées au mauvais état de la route. Irrégularité des occasions de transport. Manque d'encadrement.
Kilebe Moussia 26 km, sud-ouest du chef lieu	sols ferrallitiques jaunes argileux, remaniés fertiles jachère 2 ans (nséké) à 4 ans (forêt)	cultures variées haricot sec, banane, maïs, arachide, oignon, Manioc, une spécialité : la courge, (pour les graines utilisées dans des préparations culinaires) seule localité qui mène cette activité dans la zone (développée dans la Bouenza). Elevage : avant guerre, chaque famille avait un parc (bovins ou porcins).	Pas de vente. Accès gratuit pour construction. Location pour les cultures : environ 3000 FCFA/ha. Demande extérieure de terre de gens provenant de Brazzaville, Kindamba et Mindouli.	- une ancienne « ferme agropastorale » de l'armée qui employait des bouviers (n'a pas repris ses activités). - plusieurs groupements agricoles, 2 groupements masculins (1998, 2003,) de productions vivrière pisciculture et élevage, 3 groupements féminins récents (2010) de production vivrière. - 5 groupes d'entraide de travail liés aux églises.	Un site d'abattage et vétérinaire ; Un agronome à la « ferme agropastorale ». Mais presque plus d'élevage.	Depuis destruction du bac sur le Ndouo km n'est plus relié à la Bouenza par véhicule. 2 transporteurs-grossistes de Brazzaville venaient collecter la production. Interrompu depuis oct. 2010 (état des pistes)	Vente directe d'une partie de la production sur place grâce à la présence des militaires. Une partie écoulée par déplacement des producteurs à Brazzaville.	Maladies : mosaïque du manioc, flétrissement du haricot et de l'arachide. demande de formation et d'encadrement (CRP).
Matensama, sud ouest	sols ferrallitiques jaunes argileux, remanié jachère 2 ans	Principale zone arachidière + haricot à faire sécher Manioc, banane, maïs, oignon, pomme de terre. tabac et riz abandonnés depuis guerres. Elevage : à relancer.	Pas de vente. Location : 11500 FCFA/ha. Il y a une demande extérieure en terre, de la part de gens provenant de Brazzaville, Mpassa, Kindamba et Kola.	6 groupements agricoles et une organisation religieuse.	1 atelier de scierie traditionnelle (planches), aucune transformation de produits agricoles.	Collecte sur place 2 fois par semaine, camion de Brazzaville, et déplacements de producteurs	Prix de vente des produits fixés par le comité du marché du village (3 membres)	Maladies : flétrissement du haricot et de l'arachide

Tableau 10c : Zone rizicole	potentiel milieu	Principales cultures et élevage (par ordre décroissant)	Accès à la terre	Groupements agricoles, initiatives publiques et privées et vie associative	Transformation des produits ²²	Evacuation des produits	Débouché(s) produits agricoles	atouts et difficultés
Moussolo Dakar, 12 km au nord du chef lieu, vallée Djouéké (NB. même situation qu'Impouo à Vinza)	site : butte/route-digue dominant le lit majeur de la vallée inondable de la Djouéké potentiel agricole toute l'année (plusieurs récoltes) jachère 4-5 ans zone de pêche	Productions très variées, 2 cycles pour toutes les cultures (oct et janvier) Manioc, arachide, maïs, légumes, gombos, oseille, oignon, banane. Riz tabac arachide maraichage. Pêche (très rentable, vente à Kindamba). Elevage ruiné, avaient 20 parcs de bœufs. Rien depuis les conflits.	Nombreux sont propriétaires fonciers. Pas de vente. Location : de 5000 FCFA/ha (savane) à 10000 FCFA/ha (forêt). Pas de demande extérieure de terres.	Au moins 4 groupements agricoles récents (hommes et femmes), dont un groupe Akder (lié au député). plus un de jeunes. Emploient une main d'œuvre d'autochtones, et des jeunes qui ont leurs champs mais complètent parfois par des tâches, à 1000 F par jour	Aucune transformation de produits.	Commerçants et vente directe à Kindamba 3h à pied, 30min en véhicule du chef lieu (si pas d'inondation) Véhicules de transports venus de Kimba stoppent 1 fois par semaine à Moussolo Dakar	Grande zone de production qui actuellement approvisionne le marché de Kindamba en légumes et en poisson Pas d'acheteur pour le riz	- Gros potentiel agricole et halieutique - Proximité de Kindamba, piste large, d'état inégal de la route. (passages inondables et glissants)
Loukouo, 22 km à l'est du chef lieu en direction de Mayama	localité située sur la Moukala, affluent de la Djouéké Limite sud d'une zone de sols hydromorphes jachère 3 6 10 ans selon sols	Production très variée et abondante (variété des terroirs e plus des fonds de vallées rizicoles). Manioc, arachide, paddy, banane plantain, chou, taro, pomme de terre. Légumes aubergines, tomates pour Kindamba. Elevage : rien après la guerre. Auparavant : caprin, ovin, porc et volaille de chair.	Vente de terre : 15 000 000 FCFA/ha. Location : entre 17500 et 20000 FCFA/ha. Demande extérieure de terres de gens provenant de Brazzaville, de France. Demande de terres à caractère économique et politique.	2 groupements agricoles et présence de groupes d'entraide. village communautaire de nsilulu à Mibori : culture collective et mécanisée de manioc (30 ha de terres louées et matériel fourni par Ntoui). Un des groupements agricoles, « Akader », est à caractère politique : il s'agit d'une association fondée par le député Mvouba (présente dans tout le district).	Pas de transformation de produits, depuis la fermeture de la rizerie dans les années 90. Reprise privée récente de la rizerie comme entrepôt. 2 décortiqueuses d'accès public disponibles à Kindamba.	Aucun marché. Denrées transportées à pied vers Kindamba (5h de marche) ou Mayama. Véhicule de passage mais ne s'arrêtent pas (déjà chargés, ne font que traverser village). Entrepôts ONCPA (Office National de Commerce des Produits Agricoles) doit être réhabilitée (?). Pas de véhicule pour écouler les produits.	Brazzaville via Kindamba ou Mayama. légumes : Kindamba maïs soja riz sur commande pour aliments bétail (dépendance face à un seul acheteur qui relance un élevage et usine à Kinkala)	Piste reliant Kindamba et Mayama, mais étroite inaccessible aux camions Présence d'un hameau d'ex-combattants Quels débouchés pour le paddy ? . (dépendance face à un seul acheteur)

²² On prend ici en compte les opérations nécessitant un matériel spécifique et susceptible de fournir un travail à une personne (moulins de fofou, etc.). Cela n'inclue pas la transformation du manioc en chikwangué.

5- Précarité d'accès aux services essentiels

5-1 L'habitat

Les formes d'habitat varient d'une partie à l'autre du district selon les milieux et l'histoire récente. Dans l'Est du district (zones pygmées) ou dans la vallée de la Djouéké domine un habitat de terre sur armatures de branchages, avec toitures végétales, non seulement pour des raisons pratiques ou culturelles mais aussi parce que ces villages tékés-pygmées ont été détruits et pillés violemment plusieurs fois de suite, les habitants disent avoir abandonné toute velléité d'investir davantage dans leur habitat, tout en souhaitant une amélioration de celui-ci.



Photo 26 : Habitat type de la vallée de la Djouéké



Photo 27 : Maison modeste à Loukouo

L'habitat qui domine dans le bassin du centre-ouest/sud-ouest est constitué de maisons aux murs de briques sèches, parfois très soignées comme à Kilebe Moussia. Les traces les plus visibles des destructions le sont justement dans les villages qui avaient auparavant une certaine prospérité et un habitat de qualité, où des maisons ont été abandonnées, comme ici à Kilébé Moussia. Néanmoins on observe ici une reconstruction de bon niveau, avec murs de briques, toits de tôles, ouvertures dotées d'huisseries de bois. La reconstruction a été aidée par le programme ECHO de l'Union Européenne et l'ONG Alisei.



Photo 28 : habitat détruit – reconstruit à Kilébé Moussia

On rencontre quelques rares belles demeures, qui attestent sans doute d'investissements de personnalités dans le district. Signe d'un retour de confiance ?

Photo 29 : Belle maison sur la piste Kindamba-Killébé Moussia.



5-2 Accès à l'eau potable et à l'énergie

L'accès à l'eau est assuré par la présence d'un important réseau hydrographique, avec des villages situés à proximité des cours d'eau.

- Depuis les guerres certains villages ont été équipés de forages ou de sources aménagées évitant les maladies hydriques, signalées en saison sèche. Ces dispositifs nécessiteraient un entretien régulier et beaucoup ne sont plus fonctionnels. Lorsqu'ils le sont, l'eau est généralement réservée à la boisson. Pour la toilette et la lessive, on utilise l'eau de rivière, présente en abondance dans le milieu, comme le montrent les cartes de l'hydrographie.

- Mis à part le chef lieu du district qui bénéficie de quelques soirées d'alimentation électrique par semaine, aucune localité n'est pourvue d'électricité.

La présence de groupes électrogènes est rare en dehors du chef lieu. On en trouve chez un ou deux petits commerçants au grand maximum par localité (Moussolo Dakar), qui parfois le rentabilisent en délivrant des services de recharge de téléphones portables ou de vidéoclubs. Mais le plus souvent, tous les habitants partagent tous les mêmes conditions de vie.

S'il y a éclairage c'est le plus souvent avec du pétrole lampant, moins onéreux dans ce district (750 à 850 f) que dans ses voisins plus enclavés (1000 F), grâce à un petit commerce de navette vers Mouyondzi. Des commerçants empruntent les bicyclettes pour la navette à Mouyondzi en passant par Kingoué avec un bidon de 25 litres. Une pirogue permet aux commerçants de traverser la rivière DOUO (Niari). Les lampes à pile sont également utilisées, appréciées pour le rapport coût/durée d'utilisation. Mais dans un contexte de pauvreté dominante, l'éclairage domestique un peu considéré comme un luxe n'est pas systématique, dans de nombreux ménages, les activités cessent avec la nuit, ou se prolongent un peu à la lumière du feu.



Photo 30 : Cuisine à Matensama.

- Pour la cuisson des aliments, les habitants utilisent les bois de chauffe (gratuit), le charbon de bois n'est pas utilisé.

5-3 Structures de santé et accès aux soins²³

La plupart des structures sanitaires ont suspendu leur fonctionnement pendant la guerre, ce qui ne signifie pas que les bâtiments ont tous été physiquement détruits (cas de Ngamandzambala et de Loukouo) mais que le personnel a dû quitter les lieux et que l'essentiel du matériel a été pillé. Ainsi, le centre de santé de Mpassa village a fermé à cause d'un manque de personnel. Le CICR et le programme ECHO(Union Européenne) ont contribué à la réhabilitation des centres de santé dans le district de Kindamba. Avant les conflits, le district de Kindamba comptait 11 (selon OCHA) à 14 (selon Caritas) formations sanitaires publiques. Il en restait 6 fonctionnelles en 2004, et 7 aujourd'hui. Les centres de santé publics sont coordonnés et approvisionnés en médicaments par la Circonscription socio sanitaire.

HB de Kindamba	Hôpital de Base
CSI de Kindamba	
CSI de Killembé Moussia	CSI à PMAS
CSI de Bangou Mpouété	CSI PMAS
Centre de santé de Loukouo	Centre de santé
Centre de santé de Missanvi	Centre de santé
Poste de santé de Kinkakassa	Poste de santé

5-2-1 La CSS (Circonscription socio-sanitaire) de Kindamba²⁴

Le découpage du système national de santé en CSS regroupe les districts de Kindamba, Vinza et Kimba. Depuis sa création théorique par le PNDS de 1992, la CSS de Kindamba regroupait le district de Mayama. Lors de la mise en place effective de la CSS par le « *Projet de réhabilitation et développement socio-économique dans le Pool* »(Union Européenne-Médecins d'Afrique) en 2009, le district de Mayama jugé trop éloigné de Kindamba a été rattaché à la CSS de Igné-Ngabé. Ainsi la CSS de Kindamba n'est fonctionnelle que depuis 2 ans. Son responsable est également le responsable de l'Hôpital. Il a pris sa double fonction le 15 octobre 2009.

L'unité de coordination de la CSS de Kindamba (siège et personnel de gestion) est située au sein de l'Hôpital de Kindamba. Ils se composent d'1 salle de réunion et 1 salle de pharmacie. La CSS possède pour son fonctionnement propre 1 moto en panne et 1 ordinateur fixe (don de MDA, 2010).

Pour le reste, la CSS partage le matériel de l'Hôpital. L'équipe se compose de 7 personnes, tous fonctionnaires à l'Hôpital mais bénévoles et non payés pour exercer leurs fonctions administratives dans la CSS. Parmi eux 5 sont des personnels soignants ainsi affectés à une tâche administrative alors que l'hôpital et les CSI du district manquent de ressources humaines qualifiées.



Photo 31 : Le siège de la CSS de Kindamba.

- 1 Assistant sanitaire coordinateur et responsable de la CSS (également directeur de l'Hôpital de Base).
- 1 Assistant sanitaire, responsable des Services des Actions Sanitaires de la CSS et codirigeant de l'Hôpital.
- 1 IDE, Responsable de la mobilisation sociale
- 1 IDE Responsable de la pharmacie
- 2 IDE sans fonction précise.
- 1 comptable

²³ Enquêtes et CR d'E.Morand, revu par E.Dorier. Pour un diagnostic détaillé de chaque structure, voir annexes descriptives des CSI.

²⁴ Entretien d'E.Morand avec Paul VEKOULOU BENAZO, Directeur de l'Hôpital de la CSS de Kindamba

La politique d'aide à laquelle a été associée l'ONG MDA visait à aider au lancement de la pharmacie des CSI et de la CSS en achetant et distribuant un stock de produits. Les fonds générés par la vente de médicaments devaient ensuite permettre de constituer un fonds de fonctionnement et à terme une autogestion globale de la structure. Cependant, selon le directeur de la CSS, ces fonds ont été récupérés par MDA dans chaque CSI. MDA serait donc parti avec l'argent des bénéfices de la vente de leur apport initial en médicaments. Pour faire face la CSS a été obligée de redistribuer des stocks de médicaments à chaque CSI. Ces affirmations graves qui résultent peut-être d'un malentendu restent à vérifier.

Il semble y avoir des problèmes de gestion du matériel (les dons n'arrivent pas ou disparaissent), financière et technique de l'Hôpital comme de la CSS. Une supervision externe du fonctionnement de la CSS et de l'Hôpital semblent indispensables (car ce sont les mêmes personnes). Ou la nomination d'un administrateur qui libérerait le directeur de l'hôpital de sa double charge.



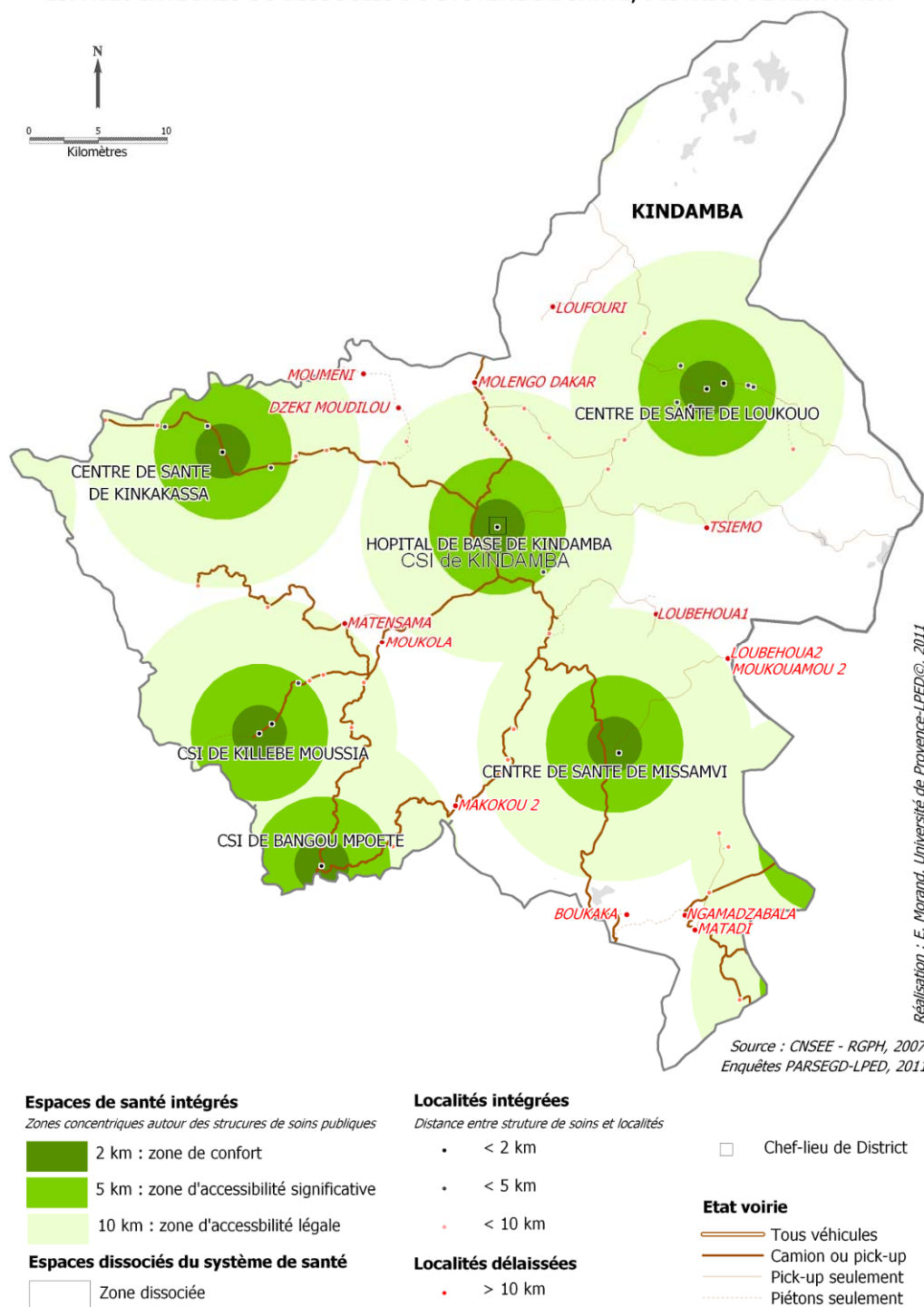
Photo 32 : Annonce du recensement des agents de santé du Congo à Kindamba

5-2-2 Répartition des structures de santé publiques sur le territoire

Indépendamment même de l'équipement ou des services offerts par les structures, de nombreux « angles morts » subsistent pour l'accès aux soins (carte 20). Le concept de territoire « intégré » ou « dissocié » représenté par la carte ci-dessous permet d'illustrer le fait qu'une certaine partie de la population est écartée du système de soin officiel ou « déconnectée » de l'offre de santé publique. On peut considérer les zones situées plus de 10 km d'une structure de soins publique comme des « espaces sanitaires délaissés » des soins de santé primaires. L'espace « intégré » peut se hiérarchiser en différentes zones d'accessibilité :

- Une **zone de « confort »** pour laquelle la distance entre le lieu d'habitat et la structure de santé est inférieure à 2 km.
- Une **zone d'accessibilité significative** (entre 2 et 5 km). Ce choix a été motivé par le fait qu'au-delà de 5 km, les taux de fréquentation diminuent significativement (Paka, 1998).
- Une **zone d'accessibilité légale** (entre 5 et 10 km). C'est le PNDS 1992 qui avait fixé l'objectif national qu'aucun citoyen congolais ne soit situé à plus de 10 km d'une structure publique de soins.

ESPACES INTÉGRÉS OU DISSOCIÉS DU SYSTÈME DE SANTÉ, DISTRICT DE KINDAMBA



D'après cette carte, si les habitants du sud-ouest du district peuvent globalement se référer à des centres de santé primaires (centres de santé ou CSI), les habitants de l'Est et du sud-est doivent aller se soigner à l'Hôpital de Kindamba. Il reste à restaurer de toute urgence les postes actuellement non fonctionnels situés dans cette partie du district enclavée et très touché par les conflits (poste de santé de Ngamadzabala fermé depuis la destruction de l'infrastructure), à réhabiliter ceux qui ont été très touchés par les guerres et ne rendent pas les services qu'on pourrait attendre (Loukouo, qui a été doté depuis 2011 d'un titulaire et doit faire l'objet d'une réhabilitation par le Conseil départemental) et ouvrir des postes de santé dans les zones délaissées (Nord du district, à la frontière de Vinza).

5-2-3 Etat des locaux et personnel présent dans les structures

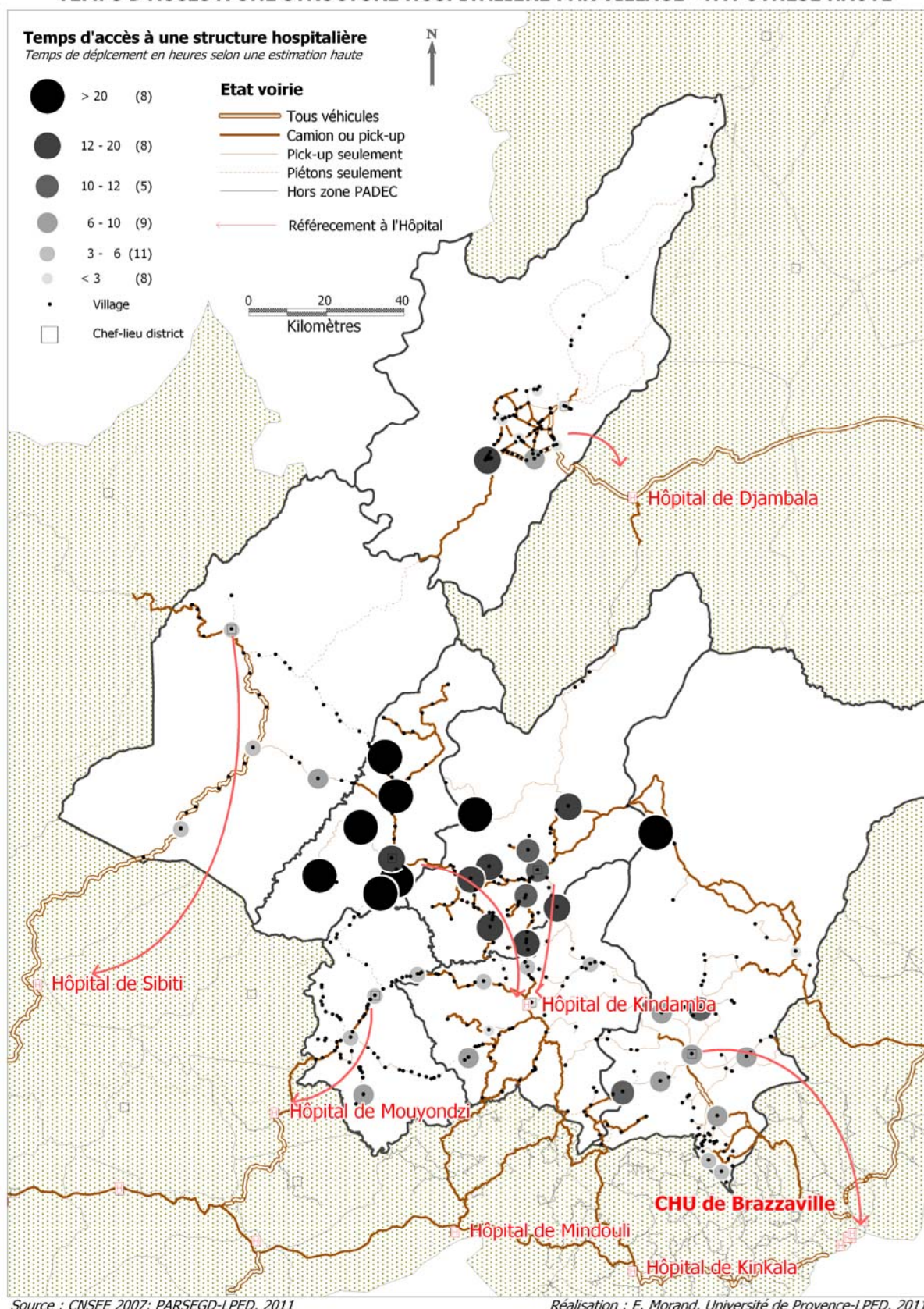
Un problème majeur provient du niveau qualitatif de l'offre de soins dans les CSI et à l'Hôpital de Kindamba. Il se caractérise par des manques considérables en personnel soignant (absence de médecin, présence d'une seule sage-femme à l'hôpital), ajoutés aux manques de matériel et de services médicaux. En 2004 déjà, le rapport de l'OCHA déplorait que « *les districts de Kindamba et de Mayama ne possèdent aucun médecin affecté par l'Etat. Pour l'ensemble du district de Kindamba, les 7 dispensaires du district sont tenus par les bénévoles et des secouristes de la Croix Rouge* ». En 2011, la situation a à peine évolué : seul le centre de santé de Loukouo vient de recevoir (2010) l'affectation d'un IDE titulaire. Par ailleurs la réhabilitation des locaux de ce CSI est budgétisée en 2011 par le Conseil Départemental dans le cadre du contrat Etat/Département (mais semble-t-il sans concertation avec la direction départementale de la santé).

Tableau 11 : Présentation des structures de santé du district de Kindamba.

NOM - LIEU	TYPE	FONCTIONNEL	PERSONNEL AFFECTÉ/PRÉSENT	ETAT DES BÂTIMENTS/ÉQUIPEMENTS
Hôpital de base de Kindamba*	Hôpital de Référence	Ouvert	2 Assistants Sanitaires 2 IDE 1 Sage-femme 2 CLERC - 3 laborantins 3 Agents Techniques de Santé 16 Agents Communautaires 3 Agents Hygiénistes 1 chauffeur - 2 assistants sociaux	Nombreux manques par rapport au statut d'Hôpital
Csi de Kindamba*	CSI PMAS	Ouvert	3 bénévoles travaillant en parallèle dans l'Hôpital	Bâtiment au sein de l'enceinte de l'Hôpital sous équipé
CSI de Killebe Moussia*	CSI PMAS	Ouvert	3 Agents Communautaires	Bâtiment en bon état mais sous-équipement en matériel
Centre de sante de Loukouo*	Centre de Santé	Ouvert	1 IDE 1 Agent Communautaire	Détruit en 2002 puis reconstruit
Centre de sante de Missanvi	Centre de Santé	Ouvert	<i>Non Renseigné</i>	Construit en 1995
Centre de sante de Kinkakassa	Centre de Santé	Ouvert	1 Agent Communautaire	Construit juste après l'Indépendance
CSI de Bangou Mpouete	CSI PMAS	Ouvert	<i>Non Renseigné</i>	Non Renseigné
Centre Confessionnel Evangelique de Medecine Traditionnelle	CMS	Ouvert	<i>Non Renseigné</i>	Non Renseigné
Poste de sante de Ngamanzambala*	/	Fermé	Fermé à cause de la destruction de l'infrastructure	Infrastructure détruite
Centre de sante de Mpassa*	/	Fermé	Fermé par manque de personnel	Non Renseigné

Sources : *Enquêtes directes LPED 2011, entretien avec les directeurs des structures. **Direction des ressources humaines du ministère de la Santé et de la Population 2011. (en gris : structures enquêtées)

On peut également déplorer que, malgré des tentatives louables, le Ministère de la Santé maîtrise encore mal l'information sur le personnel présent dans les centres de santé placé sous sa tutelle dans les zones rurales. L'enquête « carte sanitaire » de 2005 est incomplète ; une enquête « ressources humaines » lancée en 2009 n'a pas été achevée. Une autre est en cours (Cf. photo 32) qui devrait permettre de faire le point. Pour l'heure, les données collectées sur le terrain dans les structures et celles du ministère sont parfois contradictoires. Les chiffres indiqués dans ce tableau résultent d'un sondage préalable mené par la DRH du ministère en 2011 auprès des directions départementales, mais on voit que certaines structures n'y sont pas renseignées. Nous avons complété avec nos données recueillies directement dans certaines structures.

TEMPS D'ACCÈS À UNE STRUCTURE HOSPITALIÈRE PAR VILLAGE - HYPOTHÈSE HAUTE

Source : CNSEE 2007; PARSEGD-LPED, 2011

Réalisation : E. Morand, Université de Provence-LPED, 2011

Carte 21 : Une structure hospitalière de proximité.

5-2-4 Un hôpital de base encore sous-équipé

La présence d'un hôpital de base constitue en soi un atout pour les habitants du district et un facteur d'attractivité pour Kindamba puisque l'HB de Kindamba est la référence la plus proche pour les habitants de Vinza et Kimba. Cependant, on va le voir, l'Hôpital de Kindamba est loin de fournir les services liés à son statut d'« Hôpital de Référence ». Lors de l'enquête organisée en janvier 2011 avec l'appui du secrétaire général de la sous-préfecture, au chef lieu, sur une assemblée de 80 personnes présentes, aucune n'avait été hospitalisée à Kindamba.

L'hôpital cible de destructions et pillages

Le district de Kindamba et spécifiquement les équipements publics de son chef lieu ont durement subi les impacts des guerres successives. On doit à l'IRIN²⁵ la description de la situation en 2004 : « *Kindamba a été systématiquement pillée, d'abord par les soldats du gouvernement et leurs miliciens "Cobras", puis par les "ninjas". Ils ont pillé tout l'équipement de l'hôpital, même les trois microscopes du laboratoire, et les réactifs chimiques pour les analyses. Bien sur, ils les jetaient ensuite, parce qu'ils ne savaient pas s'en servir* » affirme Batantou qui était alors responsable du laboratoire d'analyses de l'hôpital »

L'hôpital remis en service par les organisations humanitaires

L'Hôpital de Kindamba était complètement démuni au sortir des conflits. Le personnel n'était plus composé que de 6 agents (5 aides-soignants et une sage-femme). Les acteurs humanitaires ont apporté un appui essentiel entre 2004 et 2008, avec des réhabilitations de locaux, des affectations de personnel expatrié, l'apport d'unités de cliniques mobiles pour les localités situées à plus de 20 km de Kindamba et la fourniture gratuite de médicaments. L'hôpital a ainsi fonctionné grâce à l'appui de *Médecins Sans Frontières Hollande* (2 médecins, 1 infirmière). (OCHA 2004)

Selon les prévisions des bailleurs internationaux, l'hôpital devait être restructuré pour faire face à un flux d'une centaine de consultations par jour dans une ville de 6000 habitants.



Photo 33 : L'Hôpital en 2004 (cliché OCHA)

Réhabilitations matérielles mais manque de personnel qualifié

Or, le retrait des organisations humanitaire n'a pas été accompagné par une dotation en personnel qualifié d'Etat ni en équipements suffisants. Plusieurs salles ne sont pas utilisées faute de matériel et de personnel pour qu'elles soient fonctionnelles. En 2010, on dénombre moins de 1300 consultations externes et 2390 journées d'hospitalisations en un an pour 297 cas hospitalisés²⁶, chiffres qui semblent témoigner d'une sous-fréquentation de la structure par rapports aux besoins de soins potentiels d'une population de 18 000 personnes environ au district et de 28000 environ dans l'aire hospitalière.



Photo 34 : Vue à 360° de l'Hôpital de Base (Source : E. Morand, 2011).

²⁵ L'IRIN est une agence de presse humanitaire proche de l'OCHA. <http://www.irinnews.org/PrintReport.aspx?ReportID=63857>

²⁶ Source : 7^{ème} Conférence des Directeurs Départementaux (2011), DDS Pool.

Ressources humaines

Selon son directeur le principal problème est surtout le manque de personnel qualifié : absence de médecin, de pharmacien et une seule sage-femme. Assistants sanitaires chargés de la direction de l'hôpital.

- L'hôpital dispose de l'affectation de 11 Fonctionnaires (2 Infirmiers, 2 Assistants Sanitaires, 1 Sage-Femme, 3 Laborantins, 3 Agents Technique de Santé 2 Personnels administratif et financier,). Ils sont payés entre 60 000 et 100 000 FCFA selon, leur statut et leur ancienneté).
- 16 Agents Communautaires (dont 1 « Pharmacien » bénévole, 8 Aides-Soignants, 2 Matrones accoucheuses et 1 puéricultrice). Ils sont payés 20% des recettes de l'Hôpital, soit 5000 à 6000 FCFA par mois. Actuellement le député soutient financièrement le salaire de 3 Agents Communautaire.
- 4 Contractuels (3 Agents Hygiénistes et 1 Chauffeur). Les contrats sont signés pour 6 mois. Ces personnes sont payées par l'Hôpital.
- 2 Assistants Sociaux fonctionnaires, intégrés à l'Hôpital.

Moyens matériels

Après le départ de Médecins Sans Frontières (MSF) quelques gros équipements ont été achetés par le député-Ministre I.Mvoubu comme un bloc opératoire (dont il faudrait compléter l'équipement), une ambulance (2008), deux groupes électrogènes (dont un seul en fonction faute de carburant), divers matériels (microscope, réactifs). De nombreuses disparitions de petit matériel sont régulièrement déplorées, attribuées au manque de mur d'enceinte.

La direction de l'hôpital confirme les manques en équipements signalés lors des entretiens collectifs. Manque de matériel d'imagerie médicale pourvu en matériel (radiographe – écographe) et du personnel qualifié pour l'interprétation, qui nécessite des référencements presque systématiques vers d'autres hôpitaux. Manque des services d'ophtalmologie, de stomatologie, d'ORL et d'un poste de transfusion sanguine.

L'Etat était supposé prendre le relais au niveau des frais de fonctionnement. Le trésor est censé décaisser 5 000 000 de FCFA par mois à des fournisseurs de l'Hôpital pour l'achat de la nourriture des malades (distribution de nourriture gratuite pour les patients 3 fois par semaine) et de médicaments. Cependant cet argent est décaissé de façon irrégulière (environ 5 fois par an).

L'accès aux médicaments

Lorsque MSF était implanté à Kindamba, les soins étaient gratuits, médicaments inclus. En 2008-2009 le « *Projet de réhabilitation et développement socio-économique dans le Pool* » appuyé financièrement par l'Union Européenne avait pour objectif de faire la transition entre le système de gratuité des soins et le « recouvrement des coûts » recommandé par les bailleurs internationaux, qui vise à établir des frais de consultation pour assurer sur place un service de vente de médicaments de bonne qualité. A Kindamba l'opérateur était l'ONG Médecin d'Afrique (MDA). Pour les usagers potentiels cela s'est traduit par une dégradation nette de l'accessibilité financière aux soins alors que la situation économique de la zone, et la possibilité générer un revenu monétaire d'origine agricole ne s'améliore guère.

Actuellement la Consultation Curative est restée gratuite (sans médicaments), l'accouchement est passé à 2500 FCFA, la CPN à 2 500 FCFA. L'approvisionnement en médicaments se fait selon les besoins (environ 2 ou 3 fois par mois), directement auprès de la pharmacie de la CSS (située au sein de la même structure). On signale néanmoins de gros manques en médicaments, qui doivent parfois être achetés de manière informelle. L'Hôpital dispose pas de rétroviraux, pour le VIH, les malades sont référencés à Brazzaville !

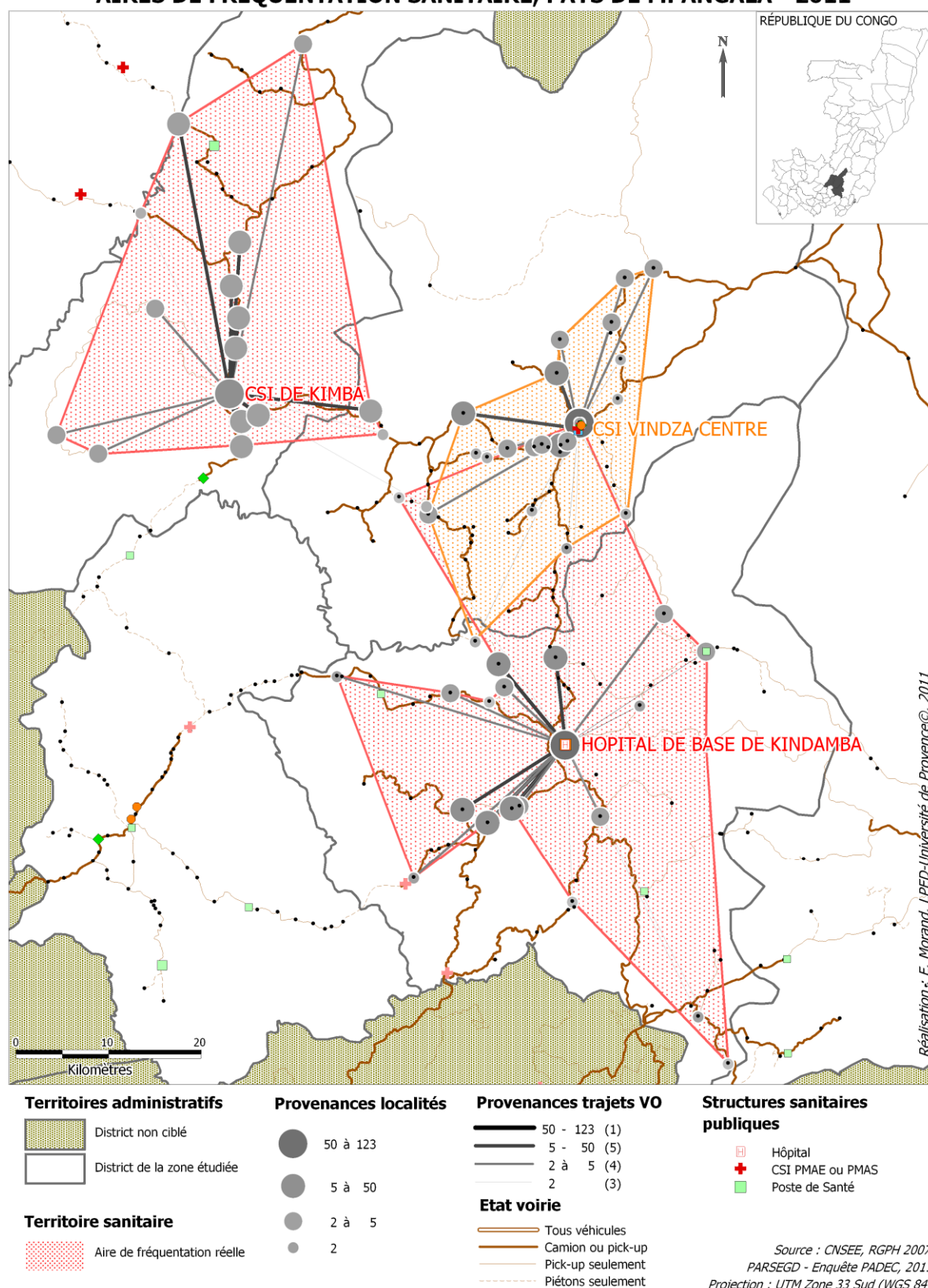
La nouvelle politique de gratuité ciblée des médicaments est mise en place pour les cas suivants :

- antipaludéens pour les moins de 15 ans et les femmes enceintes (Artemether et Quinine).
- médicaments pour la tuberculose (cependant l'équipement fait défaut pour diagnostiquer de manière affirmative la tuberculose)
- les personnes autochtones et les cas sociaux (personnes âgées pour la plupart).

La carte 22 établie à partir des registres de consultation curative indiquant provenances des patients des mois de janvier et février 2011. Elle montre que, compte tenu de ces faiblesses l'aire d'attraction de l'HB ne

dépasse guère celle d'un CSI (pour les consultations externes). En outre, la grande majorité des recours proviennent du chef lieu (77%) et au sein même du district de Kindamba, on voit que les zones du sud :sud-ouest s'orientent peu vers Kindamba (sans doute directement vers Mindouli).

AIRES DE FRÉQUENTATION SANITAIRE, PAYS DE MPANGALA - 2011



Carte 22 : Provenance des patients enregistrés en consultation curative (janvier-février 2011).

5-3-3 les référencement vers des hôpitaux mieux équipés

L'Hôpital de base de Kindamba est la référence théorique pour les malades provenant de tout le district, ainsi que de Vinza ou de Kimba. Le transfert des malades se fait dans des conditions qu'on peut qualifier d'indignes, tant au plan matériel que financier, comme le montre le tableau ci-dessous.

Mais arrivés à Kindamba, pour les cas, majoritaires, qui dépassent les compétences de l'HB de Kindamba, le référencement doit être fait à Mindouli ou à Brazzaville par l'ambulance 4x4 de l'Hôpital (en fonction de l'urgence et des possibilités financières du patient). Si bien que dans les faits, les malades se dirigent souvent directement vers des hôpitaux mieux équipés, et que la zone d'influence réelle de l'HB de Kindamba ne couvre pas toute son aire théorique (CSS de Kindamba : districts de Vinza, Kindamba et Kimba).

Tableau 12 : Comparaison des localités d'évacuation.

CSI et localité	Localité de référencement	Prix	Distance	Temps
CSI de Vinza	HB de Kindamba	Brancardage (moto en panne)	44,11 km	20 heures
CSI de Kimba	HB de Kindamba	40 000 FCFA (moto)	84,17 km	3 heures
CSI de Killebé Moussia	HB de Kindamba	Brancardage	27 km	12 heures
HB de Kindamba	CHU de Brazzaville	75 000 FCFA (ambulance)	136,8 km	7 heures
	HB de Mindouli	37 000 FCFA (ambulance)	87,8 km	3 heures

Source : E.Morand, PARSEGD-LPED, 2011

L'évacuation en 4X4 de Kindamba/Brazzaville dure environ 7 heures (en passant par Mayama) et coûte 75 000 FCFA (4 bidons d'essence plus amortissement du véhicule), tandis que le trajet Kindamba/Mindouli coûte 37 000 FCFA (2 bidons et amortissement). Les plateaux techniques des Hôpitaux de Base (HB) de Kindamba et de Mindouli sont similaires, mais les principales différences sont la présence d'un médecin et de médicaments contre le VIH à Mindouli. Le référencement à l'HB Kinkala se fait si le cas nécessite l'utilisation d'appareils d'imagerie médicale (radiographie ou échographie) qui font défaut à Kindamba et Mindouli. Les déplacements se font aux frais du patient.

5-3-4 L'offre de soins de proximité

Nous n'avons pu enquêter que 2 des 3 CSI du district. Nous présentons ci-dessous une typologie non exhaustive de situations rencontrées dans le district (enquêtes E.Morand).

- Le CSI de Kindamba.

Il est localisé au sein de la même enceinte clôturée que l'hôpital. Il n'a pas été rationalisé et ne peut être considéré comme réellement fonctionnel. De fait, les bailleurs ont toujours, depuis la fin des événements, préféré axer leurs aides à l'Hôpital plutôt qu'au CSI. Les organisations extérieures s'étant limitées aux aides d'urgence post-conflit et l'Etat à un appui extrêmement irrégulier. Il existe actuellement de gros problèmes dans la complémentarité entre ces deux structures. La principale différence entre les deux structures est qu'actuellement les activités génératrices d'argent sont gérées par l'Hôpital (vente de médicaments, CPN et accouchements), tandis que le CSI gère le PEV, quelques consultations curatives et visites à domiciles, gratuitement. De plus, les trois soignants de cette structure travaillent bénévolement, en parallèle de leur poste de fonctionnaire à l'Hôpital.²⁷

- Le CSI de Killebé Moussia

Le cas de Killebé Moussia est révélateur des décalages entre la carte sanitaire « officielle » et le faible niveau qualitatif des services de santé offerts aux populations dans les structures publiques, qui entraînent une sous-fréquentation manifeste. Il y a un hiatus entre les efforts accomplis, notamment par les organisations humanitaires dans la phase immédiatement post-conflit, et la situation actuelle. Le manque de personnel

²⁷ Cf. compléments dans le rapport d'expertise spécifique au le secteur de la santé, E. Morand 2011 sous la direction d'E. Dorier.

médical qualifié est particulièrement regrettable, avec la nécessité d'évacuer les malades à pied pour le moindre examen ou un accouchement difficile.

Kilébé Moussia est le deuxième plus grand village du district avec 953 habitants. Il souffre d'un isolement, à 27 km du chef lieu, du mauvais état des pistes, de l'absence de toute desserte par véhicule. L'aire de santé est d'environ 2000 habitants.

Le CSI ne bénéficie d'aucune affectation de personnel qualifié (ni médecin, ni assistant, ni sage femme, ni même un IDE). Il n'est géré que par des agents communautaires formés par des organisations humanitaires²⁸ : 2 hommes et 1 femme, et qui sont indemnisés au pro rata de la recette du CSI (20%), soit environ 8 000 FCFA par mois.

Le CSI PMAS de Kindamba se compose d'un bâtiment structuré en 6 salles :

- 1 salle de réception, 1 pharmacie.
- 1 salle de consultation- 1 salle d'accouchement -1 salle de repos pour les femmes enceintes
- 1 laboratoire (non fonctionnel). (possibilité de location au camp militaire voisin : 2 000 FCFA pour 4 patients en groupant des visites).



Photo 35 : Le CSI de Kilébé Moussia.

Compte tenu des dommages importants liés à la guerre et de sa situation isolée dans une zone très peuplée du district, le CSI a reçu une série d'appuis internationaux entre 2004 et 2010. Le CICR a donné des kits de matériel. L'Union européenne (ECHO) a financé la réhabilitation des locaux réalisée par l'ONG ALISEI. MSF est intervenu de manière continue de 2004 à 2008 : gratuité des médicaments, formation du personnel. Puis, en 2009-2010, le « *Projet de réhabilitation et développement socio-économique dans le Pool* » financé par l'Union européenne est intervenu afin de rationaliser la structure et de même en place une gestion budgétaire durable. C'est dans ce sens que l'ONG Médecin d'Afrique est intervenue de janvier 2009 à mai 2010 (16 mois) pour compléter certains équipements (pompe, panneaux solaires qui, comme dans tous les autres CSI où cette ONG est intervenue, ne sont plus fonctionnels) et restructurer le fonctionnement du CSI de Killébé Moussia (en instaurant le paiement des consultations).

Les équipements sont ceux laissés par MDA, la plupart non fonctionnels :

- 1 lit d'accouchement- 1 brancard.
- 1 frigo (manque de carburant)- 1 stérilisateur (non fonctionnel).
- 1 puits (non fonctionnel). Puisse au seau. 4 Panneaux solaires (non fonctionnels), donc pas d'électricité.



Photos 36 : Divers équipements non fonctionnels du CSI



Photo 37 : Démonstration de l'usage du brancard destiné aux évacuations du CSI de Kilebé Moussia (28 km, 12h)

²⁸ Un AC a été formé par MSF pendant 5 ans, une AC par Médecins d'Afrique sur 16 mois et un AC par la Croix-Rouge.

Actuellement, ce mode de fonctionnement a été adapté à la situation locale. La consultation est gratuite. Mais l'accouchement coûte 5200 FCFA (plus du double du tarif de l'hôpital) et la CPN à 5 000 FCFA (pour 4 rdv). Un point positif est que la gratuité des médicaments antipaludéens est assurée pour les enfants et les adultes, les médicaments étant fournis par la CSS (Artesunate et Amodiaquine). Sinon, le CSI fait office de pharmacie de proximité, la vente de médicaments est sa principale source de recettes. Une possibilité de paiement à crédit est offerte aux personnes démunies âgées et aux handicapés (fonctionnement préconisé dans toute la CSS), sans liste de personnes défavorisées dispensées de paiement (au bon vouloir du chef de CSI).



La vente de médicaments principale source de recettes



Présence des médicaments antipaludéens délivrés gratuitement

Photos 38 : La pharmacie du CSI de Kilebe Moussia.

En dehors de ses activités de soin et de délivrance de médicaments, le CSI assure le PEV pour les localités de Matensama et Mpassa village qui ne disposent d'aucun poste de santé (déplacement des usagers vers le CSI).

Ce centre enregistre une faible fréquentation, selon les chiffres de l'année 2010, qui s'explique par le manque de moyens de diagnostic et des tarifs assez élevés imposés par la nécessité d'auto-financement. La faiblesse de recours relevés en 2010 est d'autant plus marquante que la zone est peuplée et que les localités voisines sont dépourvues de centres de santé :

- une vingtaine de Consultations Curatives mensuelles ; (pour une population de l'aire de santé estimée à un peu plus de 2000 personnes)
- environ 9 Consultations Périnatales par mois ;
- 17 accouchements (1 cas de mortalité).

Problèmes et besoins principaux signalés par les agents : Manque de personnel qualifié et rémunéré par l'Etat, de chirurgie, de groupe électrogène, irrégularité de livraison de médicaments (CSS de Kindamba). Nécessité de référencement à Kindamba pour le test de paludisme, certains médicaments.

L'affectation d'un personnel titulaire permettrait non seulement de renflouer l'équipe et sans doute d'accroître la fréquentation, mais aussi de réaliser les formations nécessaires des bénévoles.

Centre de Santé de Loukouo

Le Centre de Santé de Loukouo est composé d'un bâtiment avec toiture en tôle ainsi que deux abris en paille. Un bâtiment a été détruit lors des événements, en 2002 par l'armée. Le CICR puis MSF (apports de médicaments, consultations périodiques) ont ensuite appuyé la structure sanitaire.

Intervenu comme dans les autres centres de santé de Kindamba dans le cadre du « *Projet de réhabilitation et développement socio-économique dans le Pool* » financé par l'Union européenne Médecin d'Afrique a récemment financé divers équipements : une bache à eau, toujours fonctionnelle, ainsi que des panneaux solaires (pas utilisables faute de batterie) et un réfrigérateur inutilisé. Une dotation de moustiquaires imprégnées et de médicaments a été effectuée, mais le stock a été liquidé sans véritable gestion et sans renouvellement : « tout est fini »

Les activités se limitent aux consultations curatives, consultations prénatales et accouchement en cas de nécessité. Un infirmier bénévole vient de Salabiakou (2 km) deux jours par semaine qui éventuellement pratique les accouchements. L'équipe du personnel soignant se composait de 3 Agents Communautaires dont 1 formé par Médecins Sans Frontière (MSF). Elle vient d'être renforcée par l'affectation d'un IDE fonctionnaire.

Les informations collectées manquent de précision compte tenu des conditions d'enquête. Mais il semble que ce Centre de Santé ne dispose de quasiment aucun moyen. La proximité relative de Kindamba fait que l'HB est un recours assez fréquent, mais la demande d'une réhabilitation du centre est une priorité pour les habitants. La stabilisation de la zone de Loukouo depuis 2009, la nomination d'un IDE dans la structure, le projet de réhabilitation des locaux par le Conseil Départemental du Pool sont sans doute des signes d'une relance. Il semble question de rehausser ce centre au statut de CSI (à vérifier).

Médecine traditionnelle, l'unique offre de soins à Matensama

Le village de Matensama regroupe environ 500 habitants et ne compte aucune structure de soins primaires. En revanche il compte plusieurs guérisseurs qui exercent informellement la médecine traditionnelle selon des formations reçues par leurs aïeux. Ils reçoivent leurs patients dans leur domicile privé et n'ont pas de prix fixes. Parmi les 4 guérisseurs, 3 sont des hommes et guérissent les morsures de serpent pour l'un et les faiblesses sexuelles pour l'autre et le paludisme, maux de têtes et maux de reins pour le dernier. La thérapeute femme guérit notamment les problèmes que peuvent rencontrer les femmes enceintes, les fractures, la « perte d'ouïe », les angines et les courbatures. Les méthodes de guérison sont notamment les tisanes, mais aussi les cendres pour les maux de tête, et les massages pour le rétablissement des fractures. Les guérisseurs se rendent environ une fois tous les 3 jours dans la forêt pour chercher les feuilles et les produits nécessaires à la confection de leurs tisanes.

La population se dit satisfaite des prestations offertes par ces guérisseurs. Leur itinéraire thérapeutique commence par l'un de ces thérapeutes, avant de se référer à l'Hôpital de Base de Kindamba si le problème sanitaire persiste. Pour la vaccination des enfants, Matensama dépend du CSI de Kilébé Moussia.

5-4 Structures éducatives et formations qualifiantes

Selon l'ONG ALISEI intervenant à Kindamba pour l'Union Européenne en 2004, les écoles auraient connu encore plus de destructions que les centres de santé (OCHA 2004, p 22). Des écoles ont été incendiées, l'internat du collège de Kindamba dévasté. Les portes et fenêtres de la plupart des écoles ont été pillés. En 2004, selon l'OCHA 80% des bâtiments scolaires du district étaient en mauvais état contre 22% dans l'ensemble du pays. Les écoles souffraient également d'un manque en ressources humaines.

Le district comprend 24 écoles primaires, dont 5 au chef lieu, 2 collèges généraux (Kindamba et Ngamandzabala) et un collège d'enseignement technique agricole (CETA Kindamba), sans internat. La poursuite d'études générales au lycée se fait généralement à Brazzaville, du fait de la fermeture de l'internat du lycée de Kinkala. Il n'y a pas de lycée technique, la poursuite d'études se fait à Brazzaville, mais un projet de lycée technique est envisagé pour Kindamba.

Nous tenons à saluer l'accueil de l'inspection de Kindamba et la qualité de ses informations.²⁹

5-4-1 Accessibilité des écoles, les cantines, facteur d'attraction

Le semis des écoles primaires est régulier et dessert l'ensemble du territoire du district, en particulier toutes les grappes des localités alignées le long des pistes principales, ne laissant que de rares angles morts qui correspondent à des espaces très peu peuplés (Cf. carte 23 ci-dessous).

Contrairement aux districts voisins, Kindamba bénéficie d'un système des cantines scolaires, soutenu par l'IPHD et relayé par l'inspection primaire qui permet aux enfants devant accomplir des trajets importants d'avoir un repas consistant pendant la journée. Les cantines sont de forts stimulants de la fréquentation des

²⁹ Enquête E Morand et R Kinouani, janv. 2011, données traitées et synthétisées par E.Dorier.

écoles, notamment auprès des populations « autochtones » et dans les zones qui ont été durement touchées par les guerres où toute une génération d'enfants n'a quasiment pas été scolarisée en français. Mais l'effet induit est l'importance des effectifs de certaines écoles primaires par rapport aux enseignants disponibles. Ainsi, à Loukouo en 2011, village longtemps négligé par l'aide internationale (ancienne base de rebelles : la zone a été habitée par le Pasteur Ntoui et Loukouo est réputée pour la présence d'ex-combattants), l'école primaire est encore très dégradée et doit prochainement être réhabilitée par le PCR (Union Européenne). Mais selon le directeur (fonctionnaire, qui vient d'être nommé en 2010), la cantine scolaire joue un rôle positif pour la scolarisation. L'école rassemble 161 élèves (88 garçons et 73 filles), soit 45.3% de filles, dont 95 élèves pygmées ayant de grandes difficultés en français et sans pièce d'état civil. Comme dans toutes les autres écoles du Congo bénéficiaires de ce système, la cantine est ravitaillée par l'inspection de Kindamba, à partir de produits livrés de Brazzaville et sur financement de l'IPHD. Deux cuisinières du village s'occupent de la préparation et sont payées en nature avec un sac de riz + un tonnelet d'huile de 20 litres.



Photo 39 : Le programme des cantines scolaires, exemple type de Loukouo.

L'un des effets de la présence de cantines est une sur-fréquentation primaire, signalée comme préoccupante par l'inspection (document ci-dessous), sans qu'on puisse avec certitude l'attribuer à ce seul facteur.

REPARTITION DES ELEVES PAR ANNEE D'ETUDES ET PAR GENRE SELON L'AGE

Ages:	CP1		CP2		CE1		CE2		CM1		CM2		Total	
	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F
Moins de 5 ans														
5 ans													437	201
6 ans	437	201												
7 ans	416	181	35	17									451	198
8 ans	110	44	44	18	472	244							626	306
9 ans	89	24	332	167	217	111	215	99	01	01			806	376
10 ans	65	23	253	127	57	43	210	82	19	11	03	03	607	265
11 ans	34	09	92	51	25	18	70	39	46	19	89	41	356	177
12 ans	30	06	40	18	29	21	29	18	86	39	76	30	290	132
13 ans	34	08	26	10	25	17	35	14	58	29	41	27	219	105
14 ans	00	13	25	13	34	21	22	11	24	12	26	13	131	83
15 ans			24	10	33	23	34	13	47	15	09	04	147	70
16 ans			07	00	10	01	33	12	26	09	10	06	86	28
17 ans et plus							06	00	42	14	12	08	60	22
Total	1213	509	878	431	902	499	654	288	349	149	265	132	4216	2061

La lecture de ce tableau inquietant nous permet de comprendre que la circonscription scolaire de Kindamba enregistre des données statistiques très préoccupantes :

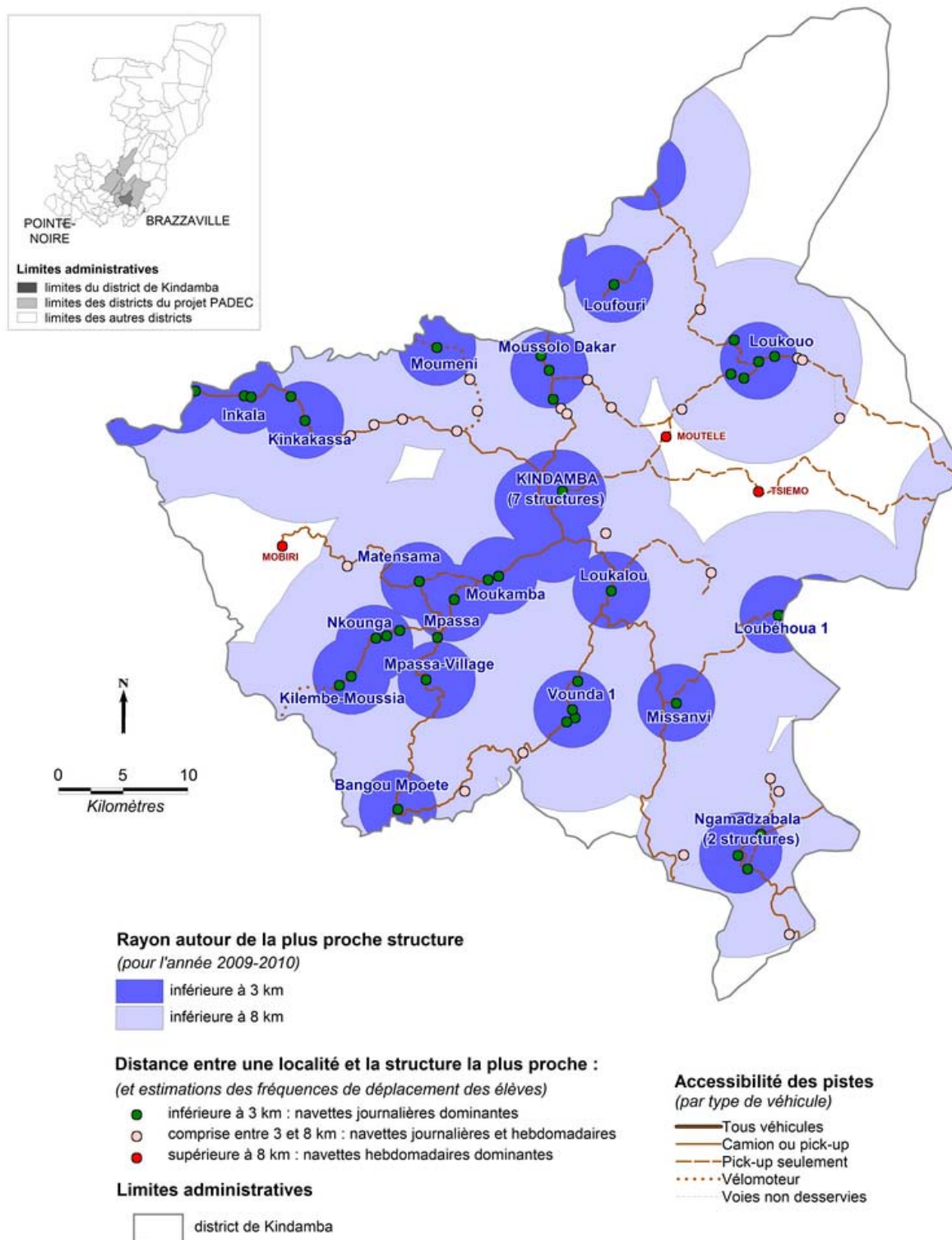
- 437 élèves sur 1213 au CP1 ont l'âge requis d'être dans cette classe. 776 élèves ont un âge qui oscille entre 7 et 14 ans.
- Au CP2, 37 élèves ont l'âge requis sur 878. En revanche, 843 élèves ont l'âge variant entre 8 et 16 ans.
- Au CE1, alors que l'âge requis dans cette classe est de 8 ans, on constate que 430 élèves sont sur âgés par rapport à ce niveau.

Si la scolarité est obligatoire de 6 à 16 ans, on s'aperçoit que 70 élèves évoluent encore au niveau primaire au-delà de l'âge scolaire.

Photo 40 : Répartition des élèves du district par âge et par niveau.

Une sur-fréquentation des écoles primaires soulignée par l'inspection primaire de Kindamba

L'ACCESSIBILITE AUX STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT GENERAL DANS LE DISTRICT DE KINDAMBA - République Du Congo -



source : enquêtes de terrain LPED-PARSEGD, inspections et DEP du MEPSA, CNSEE
réalisation : D.ROUQUIER, LPED - Université Provence ©, Juillet 2011

Carte 23 : L'accessibilité aux structures d'enseignement dans le district de Kindamba.

5-4-2 Caractéristique des écoles primaires et de leur personnel

Tableau 13 : caractéristiques des écoles du district de Kindamba.

Localité	Nom de l'établissement	eff_masc 2009	eff_fem 2009	effectifs 2009	% filles	Nb ens	Nb Titulaires	Titu O/N	commun.	% comm.	élèves : ens éignant	
Kindamba	Loufoua joseph	195	141	336	42%	7	4	1	3	43%	48	DEP-MEPSA
Kindamba	Mbemba moubala	240	227	467	49%	6	3	1	3	50%	52	DEP-MEPSA, inspection Kindamba 2011
Kindamba	Milongo ngabandounou	209	196	405	48%	6	2	1	4	67%	81	DEP-MEPSA, inspection Kindamba 2011
Kindamba	Nganga-mouyakou	148	163	311	52%	4	3	1	1	25%	78	DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD
<i>Kindamba*</i>	<i>Nganga ambroise</i>	60	43	103	42%	2	1	1	1	50%	52	DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD
Bangou Mpouete	Mpouete	157	102	259	39%	3	1	1	2	67%	65	DEP-MEPSA, inspection Kindamba 2011
Inkala	Moutho	79	70	149	47%	3	0		3	100%	75	DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD
<i>Kilebe Moussia*</i>	<i>Kilebe moussia</i>	204	111	315	35%	3	1	1	2	67%	105	DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD
<i>Kinkakassa*</i>	<i>Bikoumou golomo</i>	67	48	115	42%	2	1	1	1	50%	115	DEP-MEPSA, inspection Kindamba 2011
Loubehoua 1	Loubehoua	115	119	234	51%	3	0		3	100%	117	DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD
<i>Loufour*</i>	<i>Loufour</i>	152 (ministère) ou 51 (inspection 2011)			ND	1	0		1	100%	ND	DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD
Loukalou	Nkouka mahouakani	37	34	71	48%	3	0		3	100%	24	DEP-MEPSA, inspection Kindamba 2011
Loukouo	Mbouango loukouo	79	60	139	43%	3	1	1	2	67%	46	DEP-MEPSA, inspection Kindamba 2011
<i>Matensama*</i>	<i>Massamba David</i>	72	48	120	40%	3	0		3	100%	40	DEP-MEPSA, inspection Kindamba 2011
<i>Missanvi*</i>	<i>Kibouilou</i>	103	93	196	47%	3	1	1	2	67%	65	DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD
Moukamba	Moukamba	59	57	116	49%	2	1	1	1	50%	58	DEP-MEPSA, inspection Kindamba 2011
<i>Moumeni*</i>	<i>Moumeni</i>	41	30	71	42%	1	0		1	100%	71	DEP-MEPSA, inspection Kindamba 2011
<i>Moussolo Dakar*</i>	<i>Massamba ma-nkouka</i>	496 (ministère) ou 154 (directeur école 2011)			ND	3	1	1	2	67%	77	DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD
Mpassa-ecole	Jean nganguie	89	65	154	42%	2	1	1	1	50%	77	DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD
<i>Mpassa-village*</i>	<i>Ecole mpassa village</i>	83	61	144	42%	2	0		2	100%	72	DEP-MEPSA, inspection Kindamba 2011
Ngamadzabala	Kissita antoine	83	62	145	43%	3	1	1	2	67%	48	DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD
<i>Ngoungou*</i>	<i>Massamba franpois</i>	24	26	50	52%	1	0		1	100%	50	DEP-MEPSA, inspection Kindamba 2011
<i>Vounda 1*</i>	<i>Vounda</i>	19	26	45	58%	1	0		1	100%	45	DEP-MEPSA, LPED-PARSEGD

Source : MEPSA, 2010 (données 2009). Corrections apportées pour le personnel enseignant 2011 (source : enquête directe Inspection et écoles visitées, signalées en gris).

Deux cas de contradictions anormales entre les données du ministère et de l'inspection sont signalés.

En gras et en italique les écoles dont les bâtiments ont été récemment réhabilités.

La première vague des enseignants de l'État n'est arrivé qu'en 2007 dans le district de Kindamba. Nos enquêtes de 2011 montrent une situation qui évolue lentement, puisque sur 24 écoles primaires publiques dans le district, 14 seulement bénéficient de l'affectation d'un titulaire. Parmi les facteurs favorables à la stabilité des enseignants titulaires, il faut signaler que depuis 2009 les salaires sont versés régulièrement. Mais partout dans le district, faute d'un agent payeur à demeure et d'une agence bancaire, on retrouve des problèmes d'absentéisme liés à la perception des traitements.

- Cependant, selon l'inspection primaire, plus de 75% des agents sont encore des bénévoles, et, faute de l'affectation d'un conseiller pédagogique principal, il est difficile d'assurer l'encadrement de tous ces établissements.

- Les 5 écoles publiques primaires du chef lieu sont dirigées par des enseignants titulaires (1 école privée qui risque d'être bientôt fermée par l'inspection n'est encadrée que par un bénévole). Mais certaines écoles publiques rénovées et assumant de gros effectifs ne sont dirigées que par des agents communautaires, comme à Matensama. Dans plusieurs écoles, on dénombre plus de 100 élèves par enseignant !

- Dans des zones à forte population juvénile pygmée on rencontre également des problèmes spécifiques d'encadrement (Loubehoua, Moussolo Dakar). Pour favoriser la scolarisation des Pygmées, nombreux à l'est du district, l'inspection a autorisé l'ouverture d'une école à Tsiemo qui est administrativement considérée comme une annexe de celle de Loubehoua. L'enseignant y est d'origine pygmée tout comme l'un des bénévoles de l'école de Loubehoua, ce qui semble éviter les décrochages scolaires.

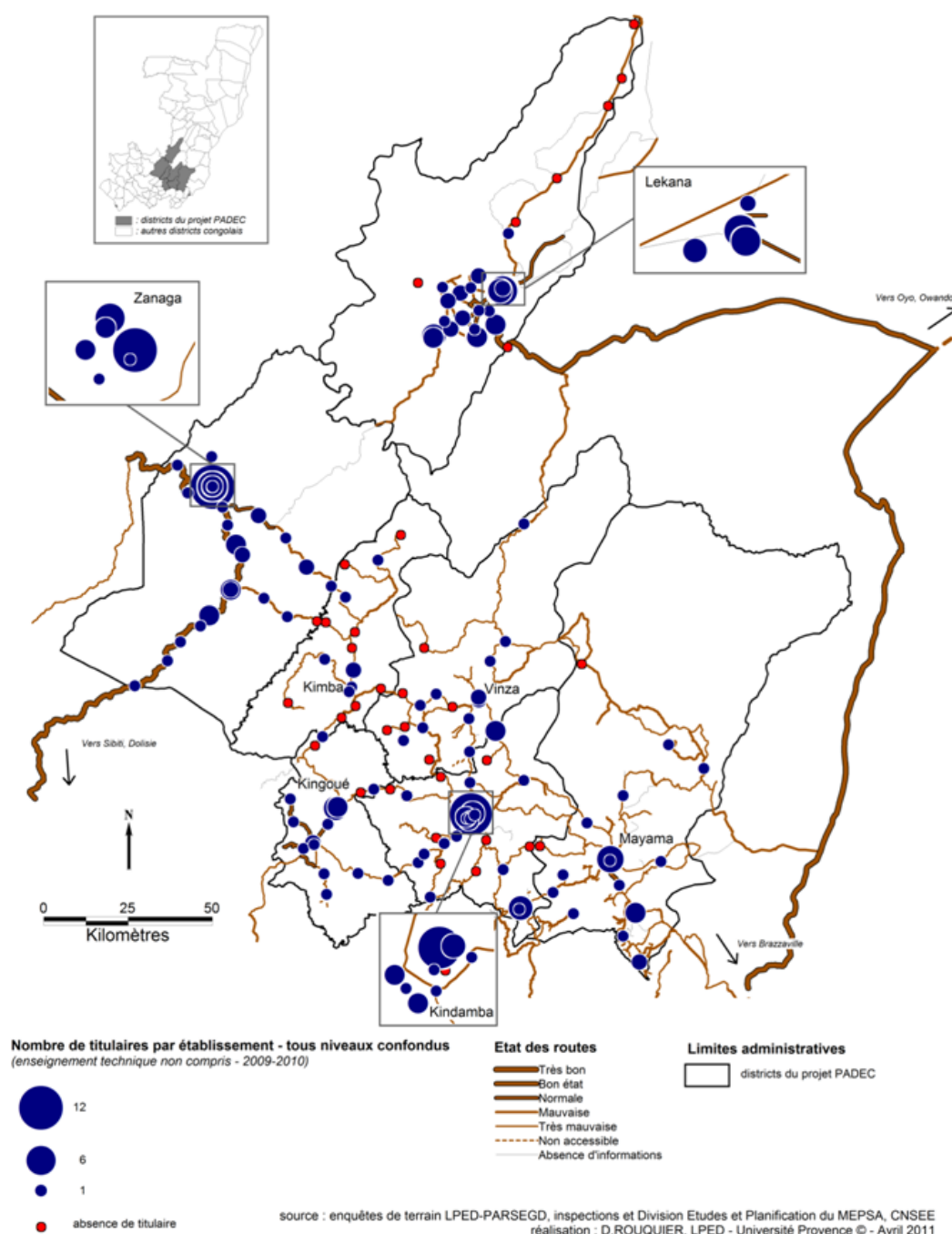
L'inspection fait remonter avec constance des demandes de renforcement du personnel (ci-dessous copie d'un rapport affiché à l'inspection).

N°	Noms et Prénoms	Genre	Dates et lieu de naissance	Nat	Grade Echelon	Statut	Fonction	Matricule Solde	Diplômes	Dates		
										Recrut	Dern. Promo	Arrivé Le départ
01	MFOUANANI Mireille	F	29/03/56 à P/Noire	C	II, 1, 1, 4	F	Directrice à Nganga Mony	154.473 N	BEMG CFEEN CAP			
02	NTARY Ghislaine	F	16/12/76 à B/ville	C	II, 1, 1, 1	F	Direct à Loufoua	215.222 N	BEMG CFEEN	01/01/90	1994	1990
03	MASSENGO Patrice	M	20/09/58 à B/ville	C	II, 1, 1, 4	F	Directeur à Milongo Ng	125.012 R	CFEEN CAP	2007	2007	2007
04	KIHOUNI Michelle	F	28/10/58 à Kindamba	C	I, 1, 1, 2	F	Directrice à Nganga Ambr	094.995 N	CFEEN CAP	10/10/85	1991	1985
05	DIALOUMQNA Eric-Armand	M	18/12/74 à B/ville	C	II, 1, 1, 1	C	Direct à Mfouété	221.322 V	BAC A4	01/10/82	2006	2007
06	MAYITOUKOU Daouda	F	27/07/76 à Mbé	C	II, 1, 1, 1	C	Direct à Nkouka Mah	217.001 N	BEPC CFEEN	2008	2008	2008
07	NZINGOULA Philippe	M	01/10/70	C	II, 1, 1, 1	C	Direct à Mounkamba	221.350 U	BEMG CFEEN	2007	2007	2007
08	MIKABAKANA Jerys Chardel	M	29/08/81 à Kibossi	C	II, 1, 1, 1	F	Directeur à Jean- Ngou	224.851 K	BAC A4 CFEEN	2008	2008	2008
09	LOUZOLO Yves Arsène	M	28/10/73 à Bokosongho	C	II, 1, 1, 1	C	Directeur à Kilébé - M	221.767 U	BEMG CFEEN	2008	2008	2008
10	NKETANI Aurélien	M	28/09/79 à B/ville	C	II, 1, 1, 1	C	Directeur à Kiboulou	225.717 T	BEMG CFEEN	2008	2008	2008
11	NKOUKOU Bertrand Noel	M	24/12/78 à B/ville	C	II, 1, 1, 1	F	Direct à Kissita Antoine	221.215 Y	BEMG CFEEN	2008	2008	2008
12	MASSOUMAMA Alain Freddy	M	125/03/66 à B/ville	C	II, 1, 1, 1	F	Directeur à Mbemba Mou	177.198 C	BEMG CFEEM	2002	2002	1996

La circonscription scolaire de Kindamba compte 24 écoles publiques. Douze (12) d'entre elles sont encore dirigées par des enseignants communautaires (bénévoles). Ce qui montre à suffisance que le personnel administratif des écoles est insignifiant. Celles qui sont dirigées par des titulaires ont comme chefs d'établissements des jeunes qui viennent de commencer le métier donc en voie d'acquies l'expérience

Photo 40 : Extrait d'un rapport annuel de l'inspection primaire de Kindamba.

LES PROFESSEURS TITULAIRES PAR ETABLISSEMENT DANS LA ZONE DU PROJET PADEC - REPUBLIQUE DU CONGO -



Carte 24 : Présence d'enseignants titulaires dans les établissements scolaires.

L'état des locaux

Après les destructions, des réhabilitations voire des reconstructions étaient indispensables. Plusieurs bâtiments scolaires nous ont été signalés par l'inspection comme posant des problèmes de sécurité et nécessitant des travaux de réfection ou de reconstruction rapide. Il s'agit parfois de bâtiments construits par les communautés et dégradés ou inconfortables.

L'inspection souligne l'urgence d'une intervention dans des zones enclavées auxquelles nous n'avons pu accéder : à Missanvi (école Kiboulou, 172 élèves et un bâtiment considéré comme « dangereux » car mal

construit), à Ngamandzabala, où l'école Kissita Antoine (156 élèves) a été fermée à cause de problème de sécurité du bâtiment et de manque de tables bancs. A Loubehoua, localité difficile d'accès, située à la limite de Mayama et fréquentée par de nombreux élèves Pygmées, l'école (en matériaux traditionnels) serait « en ruines » selon l'inspecteur.

Nous l'avons constaté directement à Loukouo (l'école dégradée par l'occupation prolongée des miliciens doit être rénovée sur financement Union Européenne-PCR en 2011) et à Moussolo Dakar (l'école a été reconstruite en dur sur financement du député, mais les murs s'effondrent).

Il faut signaler qu'à part 1 bâtiment solaire financé par le Conseil Départemental et une école entièrement reconstruite par le PNUD en 2010, toutes deux à Kindamba-centre (où les effectifs sont pléthoriques), la quasi-totalité des reconstructions de bâtiments scolaires ont été ici financées à titre privé par le député (11 réhabilitations ; voir l'exemple de Kilébé Moussia en cours de construction)). Le PRAEBASE a mené quelques actions de formation. Le CICR et l'UNICEF ont implanté des latrines et puits dans plusieurs établissements. L'ASSU a apporté des dotations en tables bancs (complétées aussi par le député).

Quelques situations exemplaires

Loukouo

Loukouo était une vaste école en dur. La localité a longtemps servi de base ninja. Certains bâtiments ont été totalement dévastés. Les murs des salles de classe (toiture réparée) comportent de nombreux impacts de balles. L'école composée de 2 salles de classe et gérée par 3 enseignants (dont un directeur titulaire nommé en 2010) a été réé-quippée de tables bancs mais ... en nombre évidemment insuffisant pour 161 élèves en 2011. L'école draine une importante population d'enfants pygmées, qui seraient attirés notamment par la cantine.



Photos 41 : l'état des locaux de l'école de Loukouo.

Moussolo Dakar,

L'école primaire a un cycle complet tenu ici par trois enseignants bénévoles pour 154 élèves en 2011 (selon notre enquête directe)³⁰. Ces effectifs élevés sont liés à la forte présence d'enfants autochtones.

Les bénévoles sont payés avec la contribution des parents d'élèves, 500 fcfa par enfants le mois. L'école n'a pas reçu de dotation pour le matériel pédagogique, pas de budget, mais a reçu des craies. L'IPHD approvisionne en aliments la cantine scolaire. Les aliments (notamment du riz importé, alors que les riziculteurs de Moussolo Dakar ne trouvent pas preneur pour leur paddy !) sont expédiés depuis Brazzaville et distribués par l'Inspection. Les trois dames qui préparent à la cantine scolaires reçoivent un sac de riz et 20 litres d'huile. Tous les élèves sont pris en charge, d'où le nombre important d'élèves l'école.

Le cas de Moussolo Dakar pose un autre problème, celui des conditions de la reconstruction. Après avoir été détruite pendant les guerres, l'école a été reconstruite un peu rapidement (sur financement du député), sans

³⁰ Pour 2009 les statistiques du ministère font état de 496 enfants ce qui paraît peu vraisemblable.

fondations, et est en train de s'effondrer. Le mur du bâtiment est tombé le 3 janvier 2011, l'inspection a constaté la situation et cherche à intervenir pour une reconstruction.



Photos 42 : L'état des locaux de l'école de Moussolo Dakar.

Kilebe Moussia

L'établissement, à cycle complet, est composé d'un bâtiment principal (trois salles de classe dégradées) insuffisant pour accueillir des effectifs qui dépassent 300 élèves selon l'inspection (246 selon le directeur en janvier 2011). L'encadrement est assuré par 3 enseignants seulement dont 2 titulaires. Le déficit de locaux et d'enseignants impose l'organisation des cours par vagues : vague A (8-12h) et vague B (13-17h), ce qui explique peut-être le taux élevé de redoublants (91 redoublants soit 28.9% des effectifs).



Photos 43 : L'état des locaux de l'école de Kilebe Moussia.
maçonnerie dégradée, charpente endommagée, trous dans la couverture

L'école a bénéficié de quelques aménagements : latrines ventilées, point d'eau et de dotations correctes en tables bancs. Un nouveau bâtiment est en construction (sur financement du député).



Photos 44 : Anciennes salles de classe à réhabiliter ? (Kilebe Moussia).

Photo 45 : Bâtiment scolaire en construction.

Mais une fois ces nouveaux locaux fonctionnels, le problème majeur demeurera celui de l'encadrement et de l'équipement pédagogique. Comme dans les autres structures animées par des fonctionnaires se pose le

problème des absences nécessaires pour aller chercher le traitement. Ici, les enseignants peuvent rejoindre la Bouenza (en moto) et ne s'absentent ainsi pas plus d'une semaine (!) à chaque fois. L'implantation depuis 6 mois de l'agence Transfert plus à Kindamba est aussi une bonne chose.

Matensama

C'est une école primaire à cycle complet construite par le village en 1974. La structure est bien équipée et bien entretenue, les parents d'élèves et des associations locales la soutiennent. Les bâtiments sont globalement en bon état. Le toit a été réhabilité en 2010 par AKADER (Association Kindamba Développement pour la Rénovation, liée au député). Elle a été équipée d'une pompe manuel (qui fonctionne) et de latrines.

L'école est composée de 3 salles de classe équipées de 45 tables-bancs en bon état, plus un logement de fonction pour le directeur et un ouvrage très léger qui sert de cantine (projet financé par l'IPHD).

Mais il n'y a que 3 bénévoles (2 hommes et une femme) pour 130 élèves en 2011 (70 garçons et 60 filles): ils gagnent chacun 20 000 FCFA/mois (500 FCFA/enfant/mois à verser pour les parents d'élèves). L'école manque cruellement d'enseignants titulaires. Elle manque également de matériel, et éventuellement d'une ou deux salles en plus, qui, si elles sont accompagnées par une augmentation des titulaires, permettront de mettre fin au système de « vagues ». L'état des routes a sûrement un impact négatif sur la venue de titulaires dans la zone (la réputation passée du village, avec présence durable d'ex-combattants a peut-être joué également).



Photos 46 : L'état des locaux de l'école de Matensama.

4-4-3 Le Collège d'Enseignement Général de Kindamba³¹

Un établissement central dans les pays de Mpangala

La construction du CEG date de 1963 (église catholique). En 1965, le collège a été nationalisé. Aujourd'hui, l'église serait en train de négocier la reprise du CEG et de l'école primaire proche (à vérifier). Il existe des collèges à Vinza, Kimba, Mayama et même, dans le district, à Ngamandzabala. Cependant le collège de Kindamba est le centre d'examens du BEPC pour tous ces établissements. Son internat a été détruit lors des guerres.

Un établissement dégradé dont la réhabilitation est incomplète

L'ensemble est composé de 7 bâtiments :

- un bâtiment avec 4 salles de classe, en cours de réhabilitation (1)
- un bâtiment avec 4 salles de classe (2)
- un bâtiment utilisé par une école primaire (3)
- un bâtiment servant de bureau pour le directeur
- un bâtiment pour la direction des études, la surveillance et la salle des professeurs

³¹ Enquête D.Rouquier, 2011.

- un bâtiment administratif non fonctionnel (plus de toiture : celle-ci a été arrachée avec le vent)
- un internat non fonctionnel : il a été détruit pendant les guerres, en 1998 et en 2002, et la toiture manque. A l'origine, il était composé de 2 dortoirs (garçons/filles) et de 124 lits.
- Une cuisine et des bureaux ont également été détruits.
- Il n'y a aucun point d'eau dans l'enceinte de l'établissement, mais 3 latrines ont été construites par l'UNICEF-AEMO en 2008.
- Une cantine est présente dans l'enceinte mais elle vise uniquement les élèves de l'école primaire.

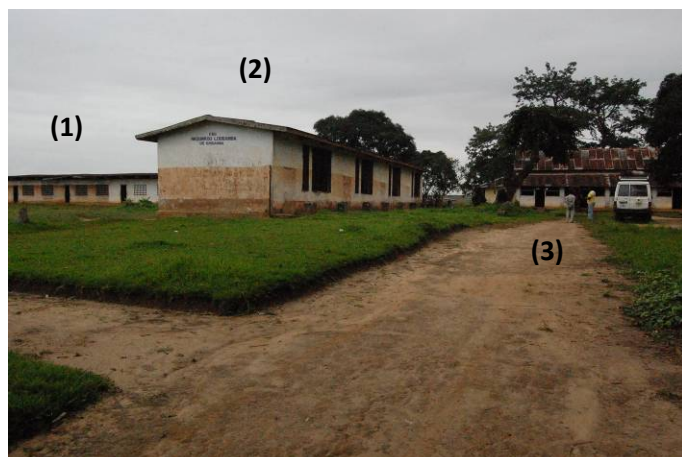


Photo 47 : Collège de Kindamba : les salles de classe.



Photo 48 : Collège de Kindamba : l'internat détruit.

Des locaux vétustes



Photo 49 : Collège de Kindamba : le mauvais état des charpentes.



Photo 50 : Collège de Kindamba : Les ouvertures, tableaux et murs.



Effectifs élèves et enseignants

Les statistiques du Ministère font état de 1587 élèves (dont 915 garçons et 672 filles, soit 42.3% du total.). Mais d'après l'enquête menée en mars 2011 auprès du directeur de l'établissement, ils seraient nettement inférieurs (538 élèves dont 43.3% de filles). Les effectifs ont été réduits depuis l'ouverture du CMA-CETA.

Le nombre suffisant de salles et d'enseignants dispense d'organiser les journées par vagues.

Pour encadrer ces élèves, le personnel est composé en 2011 de 14 enseignants, dont 7 titulaires, parmi lesquels 2 se chargent également de l'administration. Les enseignants se répartissent les matières selon le tableau suivant (t = titulaire, b = bénévole).



Photo 51 : Elèves du collège en classe.

Français	1t+1b	Maths	3t+0b
Histoire-Géo	1t+2b	Sciences de la Vie et de la Terre	1t+1b
Physique-Chimie	0t+1b	Anglais	0t+2b
Education Physique et Sportive	1t*	Musique/Dessin	

*nouveau professeur : pour la première fois depuis 10 ans : EPS.

Le niveau de formation des enseignants est assez satisfaisant :

- 5 enseignants titulaires ont le CAPCEG. L'enseignant d'EPS formé à l'ISEPS est titulaire d'un CAPA EPS.
- deux titulaires ont le CFEEN (un dans l'administration, un enseignant)
- un enseignant titulaire a un niveau « bac » : il a été titularisé après plusieurs années en tant que prestataire
- Tous les bénévoles ont une formation de Lycée (bac ou inférieur).

Les enseignants sont bien présents à leur poste. Cependant les titulaires vont percevoir leur salaire à Brazzaville, à pied et/ou en camion (5/7000 FCFA l'aller en camion). Ce qui provoque une absence de presque 15 jours tous les 2 mois environ (le directeur ne se déplace que tous les 3 mois)³². Ils prélèvent leur salaire dans une banque ou ont un CCP. Le percepteur vient également parfois en hélicoptère. Les bénévoles sont payés par les parents 40 000 FCFA chacun, soit environ 500 FCFA/élève/mois.

Principaux problèmes et besoins exprimés :

- Pour l'affectation du personnel : les difficultés de déplacement, de logements, les primes insignifiantes, les problèmes de perception du traitement.
- le manque de matériel pédagogique, malgré des dotations récentes en manuels de mathématiques et de français. L'établissement n'a pas de manuels scolaires en : SVT, Physique-Chimie, Anglais, Histoire-Géographie et pas de laboratoire (on peut trouver des manuels à la bibliothèque de Kindamba).
- le manque d'internat pour les enfants venus des villages (2/3 des effectifs). Du fait de l'absence de transports scolaires, les enfants repartent le jeudi et reviennent le dimanche après-midi. Le collège leur fournit rarement de l'arachide (production au collège), de l'oseille, des légumes. **La réhabilitation de l'internat est une priorité.**
- l'absence de point d'eau sécurisé dans l'enceinte du collège

5-4-4- le CMA-CETA : Centre des métiers agricoles – Collège technique agricole de Kindamba

Il est composé de deux sites, l'un central et ancien, le *Centre des métiers agricoles* et le CETA. Le CMA accueille les élèves juste après le CM2, pour présenter le BET, après lequel ils peuvent poursuivre au CETA. En 2011 176

³² Durée d'absence liée à la longueur pour parcourir les 200 km Kindamba-Brazzaville en camion. Jusqu'à 3 jours (aller), une semaine de séjour dans la capitale, retour.

élèves dont 46,6% de filles suivent cette filière.

Les anciens locaux du CMA sont très dégradés. Une réhabilitation est annoncée depuis 2009 par le Conseil Départemental.



Photo 52 : Les locaux du Centre des Métiers Agricoles (vers le centre de Kindamba).

En revanche le Collège technique agricole bénéficie de nouveaux locaux ont été construits en 2005 et 2009 en périphérie est (Kingoma). La note de création par le METPFQE³³ date de 1995, mais la construction n'a pu démarrer qu'en 2005. Le conseil départemental soutient le projet et prévoit la construction d'un nouveau site (objectif : un seul site, suivi et contrôle de l'établissement par le conseil).



Photo 53 : Bloc administratif et nouvelles salles de classe du Collège d'Enseignement Technique Agricole

L'établissement est correctement doté en personnel titulaire (un diplômé est plus facilement recruté par le METPFQE puisqu'il n'y a pas d'école spécialisée) : 18, dont 14 hommes et 4 femmes. 5 s'occupent de l'administration. Le directeur est présent dans la structure depuis 6 ans (début du CMA-CETA de Kindamba). 11 professeurs ont un bac technique, un a le CFEEN (le collège a également des matières générales à enseigner), un le CAPCEG, un a une licence, un a le niveau « bac+4 ». le problème des absences prolongées des enseignants pour la perception du salaire à Brazzaville sont les mêmes que pour le collège général.

Français	2	Maths	2
Histoire-Géo	1	Anglais	1
Physique-Chimie	1	Economie-gestion	2 (1 malade)
EPS	0	Machinisme agricole (cours théorique, faute de matériel)	1
Production végétale	4	Production/santé animale	2

Tableau 14 : Disciplines enseignées au CETA de Kindamba.

La principale faiblesse du CMA-CETA est celle des équipements (ni eau ni électricité), et surtout du matériel pédagogique (théorique et pratique) pour les applications. L'établissement délivre donc un enseignement théorique (presque sans manuels), complété par une pratique avec les moyens les plus modestes. Les

³³ METPFQE : Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi.

enseignants qui ont juste u niveau bac ne bénéficient pas de véritable formation continue. Voici la liste du matériel disponible (pour 176 élèves):

Type	matériel	nb	Origine du financement	dernière fourniture
Manuels scolaires	Maths	2 ou 3	CONGO-BUTCHELE	2006
	Français (lecture)	2		
	Dictionnaire	1	Etablissement	2008
	Mémento agronome	1	DDETPFQE	2006
	Anglais	2	CONGO-BUTCHELE	2006
Kits mathématiques et autres pour tableau	Equerre(s)	2	DDETPFQE	
	Rapporteur(s)	2		
	Règle(s)	2		
	Compas	3		
	Carte(s)	0		
	Affiche(s)	0		
	Tableau(x)	8		
Autres	houes	12		
	Machettes	5		
	Binettes	2		
	Serfouettes	3		
	pelles creuses	10		
	Pelles bêches	3		
	Marteaux	2		
	Scies	1		

Tableau 15 : Matériel pédagogique du CETA de Kindamba.

La création de ce CETA est sans doute une bonne chose, mais il conviendrait de ne pas s'arrêter à des locaux... Il paraît évident qu'une relance des activités agro-pastorales dans la région passe par une formation des jeunes digne de ce nom délivrée par un établissement équipé et encadré scientifiquement.

Les besoins exprimés par la direction de l'établissement en matière de matériel sont les suivants:

Matériel aratoire de tout genre, matériel pour l'élevage, tracteur et passages de permis associés (pour conduite de véhicules). Matériel pour la topographie. Semences. Besoin d'ouvrages de santé animale (pour la théorie). L'autofinancement pourrait être envisagé si le CETA disposait de matériel. Tous les établissements de ce type sont crédités et alignés sur le budget national : 500 000 FCFA/an ce qui est insuffisant.

Dans chaque rapport fourni à la direction départementale, le souhait porte également sur un internat.

6 – Dynamiques du développement local

6-1 – Des projets post conflit aux projets de développement ?

Le district de Kindamba, du fait des lourds impacts de la guerre 2002-2003 sur une population nombreuse a bénéficié d'importantes interventions humanitaires post-conflit CICR, MSF (2004-2008), Union Européenne-ECHO- pour la reconstruction d'équipements sociaux.

Mais pour l'instant la région a bénéficié de moins de projets de relance et d'aménagement structurels que les départements du sud ouest du pays eux aussi touchés par les conflits, mais aussi plus anciennement pacifiés (Bouenza, Niari, Lekoumou ont été concernés par les actions du PDARP³⁴ ou du PRODER³⁵). Au sein du Pool, les zones sud de Brazzaville, bien desservies par une nouvelle route goudronnée, désormais accessibles, proches de la préfecture, ont bénéficié depuis 2 ans d'un fort retour des réinvestissements publics, privés et de plusieurs projets de coopération internationale. Mais le Pool Nord-Ouest est resté à l'écart de cette dynamique de réhabilitation des pistes rurales ou de relance des activités.

³⁴ PDARP: Projet de Développement Agricole et de Réhabilitation des Pistes Rurales.

³⁵ PRODER: Projet de Développement Rural, conduit par le Ministère en charge de l'agriculture et de l'élevage (MAE) avec l'appui du FIDA.

Bailleurs de fonds internationaux impliqués dans le développement rural

Les bailleurs de fonds impliqués dans le développement rural sont plus nombreux dans ce district que dans les autres districts du pool nord-ouest.

- **Le PURAC** (*Programme d'Urgence de Relance et d'Appui aux Communautés*) a été financé par les fonds PPTE, 2006-2009. Le principe du projet était que chacun des dix départements du pays y compris les agglomérations de Brazzaville et Pointe-Noire reçoive une dotation en projets en fonction de sa population. Dans le district de Kindamba, le PURAC aurait financé quelques petites dotations de bétail à certains groupements ; mais aucun interlocuteur n'a su citer de réalisation précise du PURAC dans le district.

- **Le PDARP** (*Projet de Développement Agricole et de Réhabilitation des Pistes Rurales*) : Ce projet, qui s'est investi dans le sud-Ouest du pays et peu dans le Pool est actuellement stoppé à la suite de dysfonctionnements financiers et en attente de crédits...

- **CONGO SAN** : Le district de Kindamba est concerné depuis 2009 par le *Projet pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Congo* (Congo SAN) financé par l'ONU/FAO. Ce projet a apporté des dotations de semences maraîchères, du bétail (distribution de caprins et de porcins), des semences de riz. La distribution a été fortement médiatisée.

- **Le PRODER 3**³² Le *Projet de développement rural 3* (PRODER 3) doit être étendu tant au Pool qu'au nord du pays (Pool Sangha Likouala). Son lancement prévu en 2010 est imminent. Il s'agit d'un projet similaire au *PRODER Sud* déjà mis en œuvre dans les pays du Niari, et qui est soutenu par le FIDA, avec le Ministère en charge de l'agriculture et de l'élevage (MAE). Il comporte 3 axes principaux : Distribution de boutures saines de manioc pour la sécurité alimentaire, appui à la mise en place des groupements d'intérêts économiques communautaires (Giec) pour leur gestion, enfin, réhabilitation et entretien de pistes prioritaires et des ouvrages de franchissement.

- **Le PCR** (*Projet de Consolidation de la Réconciliation par l'appui aux populations touchées par les conflits* financé dans le cadre du 9^{ème} FED -Fonds Européen de Développement) est le dernier en date. Il vient de lancer deux appels d'offre (mars 2011), l'un pour la réfection d'infrastructures rurales (pistes, ponts, écoles, centres de santé), l'autre pour un appui aux initiatives communautaires de développement (incluant un appui aux nouvelles collectivités territoriales, notamment les conseils départementaux). Ce projet est spécifiquement orienté vers les zones post-conflit. Un seul appel d'offre récents du PCR concernent le district de Kindamba : la réhabilitation de l'école primaire de Loukouo

6-2 Retour des initiatives publiques

Les services déconcentrés de l'Etat se sont renforcés depuis la réinstallation de la sous-préfecture fin 2003. Le retour des fonctionnaires de l'éducation est amorcé depuis 2007. Depuis 2007-2008, avec la nomination de Ntouni, au gouvernement (2007) et sa prise de fonction comme « *Délégué général auprès du président de la République chargé de la promotion des valeurs de paix et de la réparation des séquelles de guerre* » (2009) garante d'une vraie démobilisation de ses ex-combattants, ainsi que la tenue, pour la première fois, d'élections législatives et départementales dans le Pool (2007 et 2008), on observe un net retour de l'action publique territoriale dans ce district. La direction des travaux publics a aménagé des ponts à Kindamba (Loufour, Djouégué, Ngoungou, Moutousala) en 2008.

Cette action publique est largement stimulée par des initiatives du député élu de la circonscription, Isidore Mvoubi, un des fidèles du chef de l'Etat, plusieurs fois ministre. C'est actuellement le ministre d'Etat le plus important dans la hiérarchie du gouvernement³⁶. La reconstruction du chef lieu, doté du statut de commune urbaine, est beaucoup plus avancée que celle des autres chefs lieux du Pool Nord, largement du fait de son action directe.

³⁶ Depuis 2009 le gouvernement n'a plus de 1er ministre mais 5 ministres d'Etat. I. Mvoubi est Ministre d'Etat, coordonnateur du pôle des infrastructures de base, ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la marine marchande.

6-2-1 Collectivités territoriales : le Conseil Départemental du Pool

Le retour de l'action publique territoriale s'effectue également via les Conseils Départementaux élus, nouvelles collectivités décentralisées créés en 2003. Mais les premières élections locales n'ont eu lieu qu'en juin 2008 dans le Pool. Le conseil départemental qui siège à Kinkala représente toutes ses composantes politiques. Il est composé de 61 élus, dont 9 élus du CNR- conseil national des républicains (le parti résultant de la démobilisation du *Conseil national de la Résistance* par Ntoumi en 2007).

Le Conseil départemental du Pool constitue donc l'outil et le garant d'un retour vers la paix et la concertation. Ce retour de l'action publique via des collectivités territoriales élues ayant une marge d'autonomie pour définir des priorités en matière d'équipements, de voirie etc. est radicalement nouveau au Congo. Les conseils départementaux ont des recettes propres limitées, l'essentiel de leur budget provient de subventions de l'Etat, notamment à travers des *Contrats Etat-département*. Pour être financés, leurs projets doivent donc être validés au niveau national.

Les projets du Plan Etat-Département

Le Pool est le premier département à avoir un projet de contrat Etat-département. Le conseil départemental a élaboré un *Programme de développement et d'aménagement du Pool 2009-2014*. Il est composé de projets, tous inférieurs à 500 M FCFA (au-delà, les projets sont gérés par la DGGT³⁷). En novembre 2010, les projets budgétisés en 2009-2010 étaient exécutés à 75%.

- Unité Départementale pour l'entretien routier

Le plus important d'entre eux est l'achat d'engins pour créer une « Unité Départementale pour l'entretien routier », basée à Kinkala, justifié par l'état déplorable de la voirie. Mais selon diverses critiques, émanant même d'interlocuteurs de l'Agence de développement du Pool, le projet n'a pas été assez mûri. Il a permis d'acheter du matériel roulant (416 M FCFA) mais sa gestion n'a pas été prévue. Il n'y a en effet aucun budget spécifique de personnel (conducteurs) et le coût du fonctionnement-amortissement du matériel n'a pas été budgétisé. Il est question de la concéder à une entreprise privée, mais le cadre juridique et les critères de choix de l'entreprise pour éviter les conflits d'intérêt ne sont pas établis.

D'autre part, le Pool est un vaste département, éclaté de part et d'autre de Brazzaville. On peut raisonnablement estimer que la présence permanente à Kindamba d'une unité d'entretien routier susceptible de desservir aussi les districts enclavés de Vinza et Kimba est nécessaire.

- Projets d'investissements

Les petits projets d'investissements agricoles ou de réfection de pistes rurales du Plan Etat-Département semblent assez peu hiérarchisés, liés à des arbitrages politiques et très majoritairement centrés sur les districts qui ont été touchés par les conflits. Trois catégories de projets agricoles ont concerné le district de Kindamba en 2009-2010: réhabilitation de stations piscicoles (6 M CFA), deux importants projets de multiplication et vulgarisation de semences améliorées (25M CFA), la relance de l'élevage par métayage bovin (12 M CFA). Un projet de réfection de pont sur la rivière Bapangou au village Louholo confié à l'entreprise 2C BTP était en travaux en mai 2011. A Kindamba centre, le Conseil départemental doit également réhabiliter le Centre des métiers Agricole (CMA) encore très dégradé lors de nos enquêtes (mars 2011).

En 2011 4 nouveaux projets prévus dans le cadre du contrat Etat-département concernent spécifiquement le district de Kindamba. Il s'agit de la réfection d'un pont sur la rivière Loukaka (20 M CFA), de la construction d'un marché à Inkala-Matiba, (10 M CFA) d'un bâtiment scolaire à Ngamandzabala (25 M CFA), d'une extension de l'école du quartier Seita du chef lieu (25 M CFA) et de la réhabilitation du CSI de Loukouo.

Quelques problèmes se posent. Il semble que les modalités d'action ou les localités choisies pour des réhabilitations de structures ne sont pas discutées avec les Directions Départementales concernées et peuvent interférer avec d'autres projets en cours. Ensuite, il semble que la budgétisation a été établie sans base sérieuse et sans aucune étude de terrain préalable (par exemple, un CSI à PMAS coûte environ 50 millions de FCFA selon l'expérience du PARSEGD, 2010).

³⁷ DGGT : Délégation Générale des Grands Travaux, structure rattachée directement à la présidence de la république.

L'agence de développement du Pool

l'ADP est une structure pilote expérimentée dans le département du Pool, spécialisée dans l'appui au développement économique local mise en place en novembre 2008. Elle est créée pour venir en appui stratégique aux élus du Conseil départemental du Pool afin des les aider à monter leurs projets et leurs partenariats (par exemple les coopérations décentralisées). Les membres du Bureau exécutif n'ont été mis en place que le 12 septembre 2009, et l'année 2010 a été une année d'expérimentation.

« Le concept des Agences Régionales de Développement Economique (ARDE) est connu à travers le monde, et c'est, en général, un organe d'exécution ou de mise en œuvre des orientations des conseils régionaux ou départementaux, agissant en tant qu'organe politique d'une collectivité territoriale. A titre d'exemple, nous pouvons citer l'EURADA (www.eurada.org), basée à Bruxelles (Belgique), qui coordonne plus de 150 ARDE de l'Union européenne et collabore avec les ARDE américaines et canadiennes. Dans le cadre de la collaboration entre l'ADP et les autres ARDE du monde, le Conseil général du Bas Rhin (France), va intervenir, durant les trois ans à venir, dans le Département du Pool, notamment dans les districts de Loungui, Boko et Loumo, où il mettra en œuvre un programme de développement local, connu sous la dénomination de PADEL (Programme Agriculture et Développement Economique Local) /PACD Pool (Projet Agropastoral de Coopération Décentralisée avec le Pool), avec l'appui technique de son ARDE, l'IRCOD (Institut Régional de Coopération Développement). »

Marguerite Homb, Directrice Générale Adjointe ADP -Chargée des relations extérieures -Collège des partenaires au Développement

Les initiatives d'aménagement des élus

- L'action territoriale des députés veillant à entretenir des liens avec leur circonscription électorale est importante dans des zones délaissées par l'Etat comme le Pool Nord. Les députés tendent à jouer le rôle de personnes ressources, principalement à l'occasion des périodes préélectorales (c'est le cas en 2011 lors de nos enquêtes). Depuis 2010, ils financent des infrastructures (réparation des écoles et centres de santé), distribuent du matériel (médicaments, manuels scolaires). Dans une logique nouvelle au Congo, ils vont jusqu'à prendre en charge certains secteurs sociaux (financement des salaires des « bénévoles » de l'éducation et de la santé), allégeant un peu les charges des familles.

- Les initiatives du député élu (PCT) de la circonscription de Kindamba sont nombreuses et peuvent servir de modèles à ceux des districts voisins. Il ne siège pas au parlement où il est représenté par son suppléant, car il s'agit du Ministre I.Mvouba. C'est même le principal ministre dans la hiérarchie du gouvernement, ancien 1^{er} ministre et actuellement responsable du pôle des infrastructures de base³⁸. Originaire de Kindamba, il a financé à titre personnel la reconstruction ou la création de plusieurs équipements du district et de la commune de Kindamba :

- depuis 2004 les groupes électrogènes qui alimentent la commune plusieurs soirs par semaine
- la création d'une bibliothèque au chef lieu (2007) contenant de nombreux ouvrages éducatifs
- la création d'une radio rurale au chef lieu
- l'aménagement de ponts (Loukouo, Moulala (kindamba centre), Moukola- en direction de Mindouli avant forêt),
- la réhabilitation d'écoles (Missanvi, Moussolo Dakar, Mvouda, Mpassa village, Mouméni, Matensama, Kilébé Moussia, Mataka, Kinkakassa, Loufour, Ngoungou) et une dotation de 1000 tables bancs à l'inspection des écoles primaires en 2009
- Il pallie également à titre personnel (en tous cas, la chose est présentée ainsi) à de nombreuses carences de fonctionnement :
- complément de rémunération des « bénévoles » de l'hôpital
- prise en charge occasionnelle des bénévoles de l'enseignement et de certains centres de santé du district normalement à la seule charge des usagers.

³⁸ Le poste de 1^{er} ministre a été supprimé lors du remaniement de 2009, mais I Mvouba reste en tête de la hiérarchie gouvernementale.

- Son influence a sans doute joué pour obtenir des investissements d'Etat comme la construction de logements modernes par la SOPROGI au centre du chef lieu.

La période pré-électorale au cours de laquelle s'est déroulée l'enquête est sans doute propice à la multiplication de ces initiatives. Il n'empêche que les résultats sont tangibles sur le terrain. Mais ces initiatives nécessiteraient une meilleure coordination avec les administrations concernées.

Grands projets nationaux, dans le cadre de la Municipalisation accélérée

Après d'autres zones touchées par les conflits comme le Niari en 2006, Le Pool doit être bénéficiaire à son tour du programme de « Municipalisation accélérée » en 2012 et la préfecture Kinkala accueillera cette année là la fête de l'indépendance. Le principe de la « Municipalisation accélérée » est que chaque année, depuis 2004, un département est choisi pour accueillir la fête nationale, et bénéficie pour l'occasion du lancement de nombreux investissements. Il s'agit d'une action de redistribution spécifique de l'Etat vers un département, qui peut être une grande ville (Pointe Noire en 2004 et Brazzaville en 2008). Le maître d'ouvrage principal (pour les principaux investissements) est la Délégation Générale des Grands Travaux (DGGT)³⁹. Le projet 2012, élaboré au niveau du gouvernement, est hautement symbolique puisqu'il s'agit de consacrer un important budget national à la reconstruction de la zone d'où sont partis les conflits, sans pour autant lui accorder un traitement particulier en qualité de zone sinistrée.

Dans les autres départements concernés auparavant, comme dans la Cuvette Ouest actuellement (2011), l'accent est mis sur la restauration des administrations publiques, sur les équipements du chef lieu de département et des sous-préfectures ainsi que quelques grands équipements de communication. Ainsi en 2011, dans le cadre de la municipalisation accélérée de la Cuvette Ouest sont prévus : construction d'un nouvel hôtel de préfecture et de certaines directions départementales, hôtel de police, tribunal, maison d'arrêt, le siège du conseil départemental (collectivité territoriale élue), une gare routière et aéroport moderne, un stade omnisport. Les chefs lieux de district doivent être dotés d'hôtels de sous préfecture et les villes dotées d'électricité et de systèmes d'adduction d'eau potable. Deux tronçons routiers (160km) doivent être aménagés.

Les critiques concernant les premières opérations portent le ciblage des priorités (réalisations de prestige) qui peut sembler parfois discutable eu égard aux carences généralisées d'équipements, l'inachèvement de certains chantiers, la mauvaise qualité de certaines réalisations, ou encore la concentration des investissements sur les préfectures.

Dans le cas bien spécifique du Pool, plusieurs groupes de travail ont déjà remis leurs diagnostics et propositions au chef de l'Etat. Un groupe de travail présidé par Mme la Ministre des Affaires Sociales a en outre élaboré un projet multisectoriel d'Aménagement du territoire qui met l'accent sur la réhabilitation des voies de communications rurales, le renforcement de l'armature urbaine, la relance de l'économie agricole et les équipements sociaux. Le ministre Isidore Mvouba, député élu du Kindamba et bon connaisseur des besoins de la zone préside le comité de gestion de la municipalisation accélérée du département du Pool. Le 19 juillet 2011 le chef de l'Etat a accordé un budget de plus de 500 milliards de francs CFA utilisable sur 3 à 5 ans. Selon les toutes premières informations disponibles dans la presse « *le Chef de l'Etat a accepté les propositions faites parmi lesquelles le bitumage de 513 km de route, dont la route Mindouli-Kindamba, en passant par la forêt de Bangou* ».

³⁹ La DGGT a pour mission d'assurer la gestion (passation des études et marchés de travaux, suivi) des « grands projets structurants d'équipements et d'aménagement du territoire national » dont le coût est supérieur à 500 millions de f CFA. Ainsi elle supervise des projets comme la construction de la RN1, les aéroports, et les opérations de municipalisation accélérée.

6-3 – Initiatives privées, associatives et communautaires

Un potentiel de dynamisme communautaire à encourager

La zone a été traumatisée par les conflits, et une bonne partie des « jeunes » (âgés aujourd’hui de 30 à 40 ans) ont été enrôlés ou ont participé de près ou de loin aux événements ; les plus jeunes ont été longtemps déscolarisés et/ou ont pris comme modèle de célèbres miliciens. Les rapports traditionnels d’autorité aînés cadets sont déstabilisés. Les garde-fous traditionnels ont été démantelés.

Pourtant, au sein des villages enquêtés qui ont subi maintes épreuves et destructions, et contrairement au district voisin de Mayama où la démotivation semble l’emporter, des signes de dynamiques communautaires structurantes semblent pouvoir être mobilisées pour reconstruire des édifices tels que les écoles, les centres de santé, réhabiliter les ponts ou les pistes agricoles ou entretenir celles-ci... Les initiatives collectives de travaux d’intérêt général sont assez fréquentes (cantonnage, ou construction d’édifices communautaires comme la maison des enseignants à Matensama). Dans certains villages enquêtés comme Kilébé Moussia ou Matensama, l’expression des besoins lors des focus groupes est visiblement réfléchie et facilement hiérarchisée. A Matensamea, le comité de village se dit prêt à une participation communautaire à toute amélioration des équipements du village. Les demandes de formation ou d’encadrement technique agricole viennent au premier plan et l’on sent une certaine prise de conscience (Kile Moussia). Ailleurs, dans les localités ayant des facilités de communication ou de vente de leur production (vallée de la Djouéké), des initiatives individuelles dynamiques permettent à certains de reconstituer de petits commerces et services (Moussolo Dakar).

7- Synthèses du diagnostic

7.1 – Besoins prioritaires exprimés par les populations (Cf. tableau analytique, ci-dessous)

localité	1	2	3	autres besoins évoqués en focus groupes, non retenus parmi les 3 premières priorités				femmes	jeunes	
Kindamba centre	route	santé	école	Elevage	Réouverture de la MUCODEC fermée depuis juin 1998	Eau (épidémies de diarrhées)				
Moutoussala	route et bac	tôles	relance de l'élevage	pisciculture	sources	boutique	mauvaises récoltes (maladies)	route école santé	route tôles élevage	
Kilebe Moussia	collège pour favoriser la poursuite d'étude des jeunes (15 fréquentent à Kindamba)	réhabiliter bac sur le Niari (bombardé en 99)	pharmacie	route	santé	relance de l'élevage	marché	formations enfants CPR mécanisation agricole moulin à fougou	collège antenne téléphonie formation des jeunes	
Matensama	santé	école	route (installer TP)	problème d'eau, pompes et forages à réhabiliter	collège à Kilébié Moussia	relance de l'élevage	cas d'ulcère de buruli signalé	reconstruire maisons santé moulin à fougou	route mécanisation* santé	
Loukouo										
Moussolo Dakar	réhabilitation urgente de l'école qui s'effondre	tôles pour les maisons détruites 3 fois	centre de santé sur place (« angle mort »)	route	eau non potable en saison sèche	relance de l'élevage				

Tableau 16: Besoins prioritaires exprimés par les comités de villages et focus groupes.

7.2 – Besoins prioritaires exprimés par les populations (synthèse)

Voirie : Il y a consensus absolu entre les habitants, tranches d'âges et sexes confondus pour insister sur cette priorité : la réfection des **pistes externes et internes au district**, la réhabilitation des ponts et des bacs détruits depuis 1999 sur le Ndouo- Niari ce qui empêche le passage des véhicules entre le district de Kindamba et celui de Kingoué. C'est pourquoi nous avons longuement détaillé le chapitre « transports ». Pratiquement toutes les possibilités de développement (agriculture, accès aux soins, scolarisation etc.) sont liées aux questions de transport, et spécifiquement **l'écoulement des produits agricoles** destinés au marché brazzavillois. Dans un district à **très fort potentiel de production**, il est dommage de constater tant de pertes de produits ou de démotivations liées aux déficiences des transports. A Moutousala les habitants déplorent eux-même la « *nonchalance* » induite par cette situation de blocage.

La santé. Le principal problème est **la déficience de l'hôpital de proximité** : L'hôpital de Kindamba est accessible, ses locaux ont été réhabilités, mais il est sous équipé (pas de matériel de diagnostic comme radiographie par exemple), et surtout n'a pas de médecin ! Les usagers déplorent principalement le manque de personnel qualifié (il n'existe aucune pharmacie privée légale dans le district, les seuls fournisseurs possibles sont donc les CSI et les revendeurs informels). Le manque de qualification du personnel des CSI est également souligné. Le système des agents communautaires rémunérés au pro-rata du chiffre d'affaires de la structure semble à repenser.

L'accès au matériel agricole : Il est moins mentionné à Kindamba que dans les districts voisins. L'accent est mis sur la formation, la lutte contre les maladies, la relance de l'élevage et surtout les problèmes de commercialisation d'une production qui est abondante et variée. Seules les femmes se préoccupent des moulins à fofou qui en les libérant d'une tâche chronophage leur permettraient de s'adonner à des activités plus lucratives.

L'accès à la terre : est rarement évoqué comme un problème, quand bien même une part importante de la population est par endroits obligée de louer ses terres aux familles de propriétaires fonciers. Il faut songer au biais lorsqu'on interroge les membres des comités de villages, beaucoup sont eux-mêmes propriétaires fonciers. L'obligation pour les paysans n'appartenant pas aux lignages de propriétaires de louer la terre peut contribuer à décourager les investissements pérennes⁴⁰. La situation est moins tendue, et plus diversifiée que dans le district de Mayama avec de gros écarts de prix d'un village à l'autre (à expliquer).

La relance de l'élevage bovin : C'est une demande très forte des comités de village, les bovins constituant une sorte de capital-assurance qui peut être facilement vendu en cas de besoin. Des initiatives convergentes de métayage du Conseil départemental et de Congo San permettent d'envisager une reprise, en se rappelant que l'appréciation du FIDA sur l'explosion de l'élevage dans les années 80 était nuancée.

L'éducation et la formation professionnelle : C'est un souci davantage exprimé ici que dans certains districts voisins, peut-être, comme pour l'hôpital, parce que 2 structures existent mais sous-équipées. La demande des villages de Kilébé Moussia et Matensama d'un collège de proximité n'est pas réaliste. Les difficultés liées au temps de déplacement des élèves et à leurs conditions de vie pourraient être contournées par une amélioration des pistes rendant possible une desserte par un véhicule de transport scolaire et surtout par la **reconstruction de l'internat de Kindamba** détruit pendant la guerre.

Principalement exprimé spécifiquement par les jeunes, premiers concernés, parfois par les femmes, mais assez peu par leurs aînés, la formation continue orientée vers les métiers techniques liés à l'agriculture semble prioritaire et devrait être renforcée au chef lieu (doter le CETA du matériel pédagogique dont il est cruellement dépourvu, encadrer ses enseignants techniquement et scientifiquement). **Le renforcement des dotations en manuels scolaires des deux structures est indispensable.**

⁴⁰ Nous rejoignons sur ce point le diagnostic du groupe de travail « aménagement du territoire » de la municipalisation accélérée du Pool, p 40.

7-3 Bilan des forces et faiblesses du district de Kindamba

Les besoins « bruts » exprimés par les habitants interrogés et dont nous avons rendu compte précédemment ne tiennent pas toujours compte du contexte. Nous proposons ci-dessous une appréciation synthétique des déterminants qui, au terme de cette analyse, nous semblent les plus marquants pour le district de Kindamba.

Tableau 17 : Matrice des forces et faiblesses.

	Positif	Négatif
D'origine interne	Potentiel naturel varié, potentiel de tourisme rural. Potentiel hydraulique (micro installations électriques, tourisme, pêche). Milieus propices à la riziculture et à l'élevage. Bon niveau de production (quantité et qualité). Bon niveau d'organisation sociale et de dynamisme rural; assez bonne intégration territoriale. Potentiel ancien dans des domaines de l'agriculture commerciale. Chef lieu susceptible d'animer le district et les districts voisins, reprise du commerce.	Impacts lourds de la guerre. place du district dans les conflits, base de repli et de recrutement de miliciens. poids des ex combattants. Persistance d'une insécurité aux marges ouest du district Image dégradée du district. Freins de nature foncière aux innovations rurales. Manque d'investissements internes.
D'origine externe	Equipements centraux potentiellement porteurs de développement régional: hôpital, collège, collège technique. Dynamisme et investissements de l'élite local. Motivation des chefs de service déconcentrés et de l'inspection scolaire. Expériences anciennes à capitaliser en matière d'innovations et de développement rural. Aspiration à la formation.	Equipements centraux encore sous équipés et/ou sous dotés en personnel d'Etat. Hôpital sans médecin. Collège technique sans moyens. Insuffisance des réhabilitations publiques et des équipements des localités, Insuffisance des moyens de fonctionnement publics, en personnel et en budget. Réseau de voirie très dégradé, non entretenu, pesant lourdement sur l'économie rurale. Manque de partenariats publics-privés pour améliorer les transports.

7-4 Propositions

Aménager la voirie d'accès au district:

C'est l'urgence absolue. Améliorer la voie Kindamba - Mindouli - Brazzaville qui est un projet ancien, récurrent, toujours à venir, jamais réalisé (à bitumer en ménageant un croisement avec le tracé futur de la boucle routière de contournement du Pool). *Projet repris dans la municipalisation accélérée 2012.* Mais ne pas

négliger les pistes desservant Vinza et Kimba et les connections Kindamba Mayama (via Ngamandzabala et via Loukouo), afin de rendre au district ses connexions régionales. Restaurer les bacs permettant la traversée des véhicules vers la Bouenza.

Sécuriser le réseau routier :

Renforcer la vigilance aux abords de la voie Kindamba - Mindouli et Kindamba-Ngamandzabala-Kinkala par des patrouilles afin de prévenir les actes de banditisme.

Les pistes rurales, passerelles et ponts doivent faire l'objet de réfections périodiques et d'un entretien régulier afin d'améliorer les conditions de circulation interne au district. Eviter de se limiter à des appels d'offres ponctuels auprès d'entreprises privées qui minimisent leurs coûts. Mobiliser les comités de villages avec une approche HIMO⁴¹. Mais il faut prévoir un appui technique, la supervision et l'évaluation par du personnel compétent. Eviter les échecs d'un cantonnement spontané mal conduit, et la démotivation qui en résulte. Réhabiliter une unité de TP équipée de matériel lourd et de personnel d'encadrement compétent au chef lieu du district, susceptible de desservir également Vinza et Kimba.

Garantir l'accès aux services essentiels:

Santé : Des investissements et une hausse des budgets de fonctionnements publics paraissent indispensables. Affecter au moins deux médecins à l'hôpital et au CSI de Kindamba pour relancer leur fréquentation. Renforcer ou créer certains équipements « de base » pour l'hôpital (radiographie). Organiser le référencement interne motorisé des malades vers l'HB à moindre coût pour les familles. Affecter au moins un IDE dans chaque CSI du district. Eventuellement libérer les 2 assistants sanitaires et les IDE en poste de leurs charges administratives de gestion de la CSS et de l'hôpital, au profit d'administrateurs de santé, afin de les réaffecter totalement vers des activités de soins. Equiper tous les CSI et postes de santé de véhicules (motos) en prévoyant un atelier de réparation au chef lieu.

Scolarité de base : Achèvement de manière systématique la réhabilitation des bâtiments scolaires du district, encore incomplète en s'appuyant sur les compétences de l'Inspection. Renforcer les écoles primaires par l'affectation systématique de directeurs titulaires et formés (12 écoles ne sont encore tenues que par des agents communautaires) et du matériel pédagogique (au moins un manuel pour 2 élèves et pour chaque niveau). Maintenir les cantines, en créer pour le collège. Mais réorganiser les cantines avec des produits de l'agriculture locale.

L'eau : n'est pas mentionnée comme priorité par les habitants parmi les besoins exprimés, du fait de son abondance dans le milieu. Pourtant, des problèmes sanitaires liés à la consommation d'eau de rivière sont évoqués en saison sèche. Le chef lieu et les zones plus densément peuplées où ces problèmes sont signalés par les autorités. Les quartiers de Kindamba et les localités les plus denses devraient être dotés de systèmes sécurisés et régulièrement entretenus. Réhabiliter les pompes endommagées depuis la période de l'immédiat post-conflit et veiller à la disponibilité de pièces pour la réparation des pompes.

Renforcer le chef lieu :

Renforcer les équipements, services et fonction du chef lieu afin de renforcer sa polarisation

Electrifier le chef lieu de manière durable en acheminant l'électricité produite du barrage de Moukoulou⁴² (c'est la proposition du groupe de travail *Aménagement du territoire* de la Municipalisation accélérée, p 88). Développer un réseau de distribution électrique dans tout le chef lieu. Valoriser les énergies renouvelables locales. Un éclairage public dans certains quartiers du chef lieu (ou gros villages du district) pourrait être assuré avec des lampadaires à plaque solaire.

⁴¹ Sur ce point, cf. propositions dans le rapport de stage de R.Kinouani, LPED, 2011.

⁴² Après sa production au barrage hydroélectrique de Moukoulou le courant est acheminé jusqu'à la centrale Loudima, avant d'être distribué à Pointe Noire et Brazzaville via la poste de Mindouli réhabilitée en 2011.

Mettre en place un système d’adduction d’eau potable au chef lieu : L’aménagement du chef lieu de district devrait intégrer l’approvisionnement en eau potable. Une station de pompage et de traitement sur la Loudzouri permettrait de recueillir et distribuer après un traitement une eau potabilisée dans les différents quartiers. La station de traitement et de distribution d’eau pourrait être construite dans le quartier Kingoma, en amont. Dans la mise en œuvre d’un réseau de distribution de l’eau dans les quartiers, il faudrait prévoir la construction d’un château d’eau.

Etoffer les « services » du chef lieu. Les chefs de service déconcentrés de l’Etat (qui sont seuls) devraient avoir au moins un agent d’exécution. Equiper tous les services et directions de véhicules (motos) en prévoyant un atelier de réparation sur place. En partenariat avec la société de téléphonie airtel implantée dans le district et la direction générale des nouvelles technologies: développer les accès internet au chef lieu et au collège via le GSM ainsi que l’expérimentation de services en ligne accessibles depuis le GSM.

Collège : poursuivre la réhabilitation du collège en cours. Réhabiliter prioritairement l’internat. Prévoir une cantine. Etoffer l’offre de manuels en l’élargissant à toutes les disciplines (actuellement français et mathématiques). La demande de création d’un collège à Kilebe Moussia (1300 hab) qui pourrait également desservir les enfants de Matensama (500 hab) de Bangou Mpoete et des localités voisines semble irréaliste et coûteuse en personnel. On peut plutôt suggérer de réhabiliter sérieusement la piste Kilebe moussia Kindamba afin de rendre possible un système de desserte par véhicule de transport scolaire, de reconstruire l’internat du collège de Kindamba et de mettre en place une cantine pour les élèves du collège.

Formation : Renforcer le nouveau collège technique agricole qui est dépourvu de moyens théoriques (manuels) et techniques (outils, matériel), et dont le budget de fonctionnement est trop faible et ceci avant de créer le lycée technique agricole envisagé. Lancer des filières de formation continue aux métiers de l’agriculture et de l’artisanat pour les générations qui ont été déscolarisées. En partenariat avec des unités agronomiques, former le personnel enseignant.

Stabiliser les fonctionnaires pour améliorer l’efficacité des services: construire des logements de fonction locatifs à des niveaux de confort acceptable et à tarifs accessibles pour les fonctionnaires du chef lieu et des villages (agents de santé, instituteurs). Encourager impérativement le paiement des fonctionnaires sur place pour éviter leur absentéisme récurrent. Encourager l’implantation ou le passage périodique d’une agence de transfert de fond ou antenne volante d’une coopérative de microfinance.

Appuyer la production, la transformation et l’organisation agricoles :

Renforcer les moyens d’encadrement de la direction de l’agriculture. Un agronome et un vétérinaire (motorisés) devraient assister le chef de secteur.

Equiper le chef lieu de district d’une **coopérative de matériel agricole** et d’entretien des pistes rurales, équipée d’un atelier de mécanique, avec un personnel d’encadrement compétent susceptible d’être mis à disposition des communautés rurales. Créer un centre d’appui technique agricole. L’attribution d’une dotation aux communautés ou groupements devrait être conditionnée à l’entretien des pistes.

Développer une unité pilote de production et transformation agricole et de dissémination des semences et techniques au chef lieu (à proximité du CETA ?) associant des partenaires publics et privés : transformation des produits agricoles sur place, formations, dissémination d’expériences.

Site envisageable pour cette unité pilote de production intégrée : Kingoma : 8eme quartier de Kindamba centre en direction de Loukouo ; où est implanté le nouveau collège technique agricole.

Dans le domaine de la formation et de l’encadrement ruraux, relancer la coopération avec l’association internationale des maisons familiales rurales (<http://www.mfr.asso.fr>) qui a une expérience dans la zone et qui est active actuellement dans plusieurs pays voisins.

ANNEXE 1 – LISTE ET POPULATION DES 79 LOCALITES DU DISTRICT DE KINDAMBA ET LEURS VILLAGES ADMINISTRATIFS EN 2006

NOMS DES localités	VILLAGE ADMINISTRATIF de rattachement	LATITUDE	LONGITUDE	ALTITUDE	POPULATION
source CNSEE, Estimation de la pop. 2006	Source CNSEE table hiérarchie				
KINDAMBA	KINDAMBA CENTRE	-3,72	14,52	457	6173
MISSANVI	MISSAMVI	-3,87	14,60	491	776
BANGOU MPOETE	BANGOU MPOUETE	-3,95	14,41	227	726
KILEBE-MOUSSIA	KILEBE-MOUSSIA	-3,85	14,37	349	554
MATENSAMA	MATENSAMA	-3,79	14,42	439	431
LOUKALOU	LOUKAKOU	-3,79	14,56	503	423
MOUTOUSSALA	MOUNTEMBESSA 1	-3,67	14,41	482	405
KILEBE-MOUSSIA	KILEBE-MOUSSIA	-3,86	14,37	337	399
MPASSA BOUYANOU	MPASSA BOUYANOU	-3,83	14,43	456	397
LOUFOURI	LOUKOUO	-3,58	14,56	473	373
NGAMADZABALA	NGAMANDZAMBALA	-3,98	14,64	508	343
MOUSSOLO DAKAR	MOUSSOLO DAKAR	-3,64	14,51	457	327
LOUBEHOUA 1	LOUBEHOUA	-3,78	14,63	447	309
MPASSI 2	MPASSA VILLAGE	-3,86	14,43	504	291
LOUO MINGALI	LOUO-MINGALI	-3,66	14,33	455	289
INKALA	INKALA	-3,66	14,30	485	256
BATOUNGA	KILEBE-MOUSSIA	-3,83	14,39	399	255
MATIBA 1	INKALA	-3,66	14,30	488	248
MOUKOLA	MPASSA ECOLE	-3,80	14,45	413	246
KINKAKASSA	KINKAKASSA	-3,68	14,34	490	240
MATOURIDI	MALIMA	-3,79	14,47	438	210
MOUMENI	MOUMENI	-3,62	14,43	470	202
MATADI	NGAMANDZAMBALA	-3,99	14,65	485	198
LOUKOUO	LOUKOUO	-3,63	14,66	482	195
MOUAMBA NGOUMBA	MOUTELE	-3,67	14,60	498	175
MPASSI 1	MPASSA VILLAGE	-3,79	14,42	439	163
DZEKI MOUDILOU	NDZEKI MISSONSA	-3,65	14,46	472	143
MOUTEMBISSA	MOUTEMBISSA	-3,69	14,37	488	140
MOUTELE	MOUTELE	-3,69	14,59	479	131
MOLENGO DAKAR	MOUSSOLO DAKAR	-3,63	14,51	465	128
TSIEMO	LOUKOUO	-3,73	14,66	460	126
DZEKI MISSONGA	NDZEKI MISSONSA	-3,67	14,46	472	126
HERILA	LOUKOUO	-3,67	14,71	428	101
MBANZA KOLO	LOUKOUO	-3,62	14,64	461	97
LOUHOUMOU	LOUKOUO	-3,60	14,62	502	97
MATSIKA	NGAMANDZAMBALA	-3,96	14,66	487	91
MATIBA 2	KILEBE-MOUSSIA	-3,83	14,40	403	88

LOUBEHOUA 2	LOUBEHOUA	-3,81	14,67	509	85
MOUKAMBA	MOUBAMOU	-3,78	14,48	459	85
MOBIRI	MATENSAMA	-3,76	14,33	431	82
LOUSSAMI	LOUSSAMI	-3,93	14,45	295	80
MOUTESSI	MOUSSOLO DAKAR	-3,65	14,54	476	78
NGOUNGOU 1	NGOUNGOU	-3,68	14,45	464	78
MIBOURI 2	LOUKOUO	-3,63	14,69	538	73
BOUKAKA	BOUKAKA	-3,98	14,61	478	70
JEUDI KIBOKA	JEUDI KIBOKA	-3,67	14,56	493	70
SANGHA MVILA	SANGHA MVILA	-3,68	14,39	481	70
SALABIAKOU	LOUKOUO	-3,65	14,65	499	69
MALANDA	NGAMANDZAMBALA	-3,93	14,67	445	66
MIBOURI 1	LOUKOUO	-3,63	14,67	503	63
MOUVIMBA	LOUKOUO	-3,63	14,69	533	50
VOUNDA 1	VOUNDA	-3,88	14,53	377	49
VOUNDA 2	VOUNDA	-3,89	14,52	360	40
NSONDI	MOUSSOLO DAKAR	-3,66	14,51	463	35
MOUKILOU	MOUKILOU	-3,82	14,41	418	34
MAKOKOU 2	VOUNDA	-3,91	14,49	344	33
BADIMOSSE	MOUSSOLO DAKAR	-3,67	14,52	460	32
MOUBAMOU	MOUBAMOU	-3,75	14,55	461	27
NGALOUMBOMA	NGAMANDZAMBALA	-3,93	14,67	443	17
MAHE	VOUNDA	-3,86	14,53	483	15
KILOUAMBA	MOUSSOLO DAKAR	-3,67	14,52	471	12
BOUNINGA	BOUNINGA	-4,03	14,68	455	11
MAKANA 2	LOUKOUO	-3,64	14,64	494	10
MISSENGA	VOUNDA	-3,88	14,53	378	8
SELIBIKO	INKALA	-3,65	14,27	452	4
ZABARO	MATENSAMA	-3,78	14,37	473	4

Source CNSEE (NB. En 2011, la population validée des localités du recensement de 2007 n'a toujours pas été publiée).
Prétraitements et compilation : LPED, janvier 2011.

ANNEXE 2 - METHODOLOGIE D'ENSEMBLE

1- collecte et prétraitements de données démographiques et contextuelles

Cette phase a eu lieu lors d'échanges entre Marseille et Brazzaville de début décembre 2010 à janvier 2011, avec l'appui du MASSH PARSEGD dans les ministères, institutions et organismes correspondants, elle a permis de collecter plusieurs documents de référence qui ont permis de préparer l'enquête de terrain.

- **CNSEE, Ministère du plan, *Cartographie du recensement au 1-200 000 (pistes et villages)*.**

→ Ces cartes disponibles uniquement en format papier ont été numérisées pour faciliter l'échantillonnage et les repérages de terrain.⁴³

- **CNSEE, Ministère du plan, 2006, *Population estimée des villages administratifs***

→ Données collectées en 2006 en préparation du recensement de 2007. Les données de populations officielles du recensement lui-même ne sont pas encore validées ni disponibles par village (seulement par district)

- **CNSEE, Ministère du plan, 2006, *hiérarchie administrative des districts en 1996 et en 2006 (districts- communes- villages administratifs- villages)***

→ Ces informations permettent de retraiter certaines données démographiques imprécises, et aident à sélectionner les villages à enquêter

- **CNSEE, Ministère du plan, *Résultats finaux recensement de 1996 par localités*.**

→ Ces chiffres permettent, à titre indicatif (car ces résultats n'ont jamais été validés à cause de la guerre de 1997), d'avoir une approximation de l'évolution démographique liée à la phase des conflits

- **Ministère de L'enseignement primaire et secondaire chargé de l'alphabétisation, 2010, *direction des études et de la planification scolaire, liste des établissements scolaires du Congo par localité*.**

→ a permis de pré-remplir des listes d'équipements éducatifs à compléter lors des enquêtes de terrain). autant que possible, les villages à enquêter ont été sélectionnés par ceux disposant d'une école primaire

2-cartographie préparatoire spécifique pour l'enquête et hiérarchie de peuplement (pour tirage des localités à enquêter)

2-1 Documents-sources réunis pour préparer le SIG et la cartographie :

- Cartes topographiques au 1-200 000^{ème} numériques géoréférencées par le LPED
- Image satellitaire Landsat du sud Congo à 30 m traitée au LPED (utilisée pour diagnostiquer l'occupation du sol)
- Images satellitaires Spot de 4 zones du Pool à 3 m de résolution traitées au LPED (utilisées pour préciser le tracé des pistes secondaires et le couvert arboré)
- Modèle numérique de terrain (altitudes) traité par le LPED et intégré au SIG
- Liste des villages administratifs au RGP avec leurs coordonnées (données préliminaires 2006 de la cartographie préalable au recensement national de 2007, disponibles en format papier. Elles ont été saisies puis numérisées.

2-2 Cartographie préparatoire : décembre 2010- début janvier 2011

- Carte par district, format A3 → établies sur la base des cartes topographiques par numérisation des voies et des localités (voir ci-dessous les cartes par district)
- Complétées par géolocalisation des villages au RGP 2007 avec saisie de leur population

La cartographie préparatoire aux enquêtes de terrain a été établie par Mathilde Joncheray, Rodrigue Kinouani et Erwan Morand (doctorants, LPED).

3- Echantillonnage des localités selon la population et la distance

Définition des principes d'échantillonnage des localités à enquêter selon la hiérarchie administrative, la population estimée dans les localités en 2006 et selon la localisation des villages sur des axes de communication différents: 13 au 19 janvier. L'échantillonnage est fondé sur la cartographie de base (ci-dessus)

⁴³ A la suite de diverses démarches et d'une requête spécifique de Mme la Ministre Des Affaires Sociales, une base cartographique numérique a finalement été confiée au projet par le consultant qui avait été en charge du recensement national et en avait conservé les éléments cartographiques numériques, non transmis au Ministère du Plan. Mais cette base, transmise après que l'équipe ait réalisé sa propre cartographie, et une fois l'enquête achevée, ne comporte aucune localisation d'infrastructures ni d'équipements.

et sur les données démographiques mises à disposition par le CNSEE : nombre d'habitants des « villages administratifs » estimé lors de la cartographie du recensement en 2006. Cette donnée démographique provisoire par « village » est encore actuellement la seule disponible. Nos enquêtes de terrain de 2011 montrent que cette approximation semble assez fiable. Elle est cependant à relativiser, car un « village administratif » peut englober de nombreux hameaux, et la population rattachée à un « village » peut en fait être assez dispersée (notamment dans le district de Mayama où le peuplement est éclaté en nombreux hameaux très petits⁴⁴).

- Mise à jour de la localisation et de la hiérarchie des villages

- Cette phase s'est élaborée en collaboration avec le CNSEE : 14-15 janvier 2011
- numérisation des relevés GPS du CNSEE sur localités et voies de communications
- analyse de la hiérarchie entre villages administratifs et localités (hameaux) aux recensements de 1996 et 2007 (tableaux CNSEE)

- On échantillonne selon des critères spatiaux:

- 1 – Tous les chefs lieux, et les « villages » de plus de 900 habitants sont enquêtés.
- 2 – « Villages » à moins de 5kms du chef lieu de district : Ils sont associés au chef lieu de district.
- 3 – « Villages » à plus de 5 kms du chef lieu de district : on prend les villages de plus de 200 habitants (s'ils n'ont pas déjà été enquêtés dans le 1) en veillant à ce qu'ils soient situés sur des axes de circulation différents les uns des autres. A défaut, on prend des villages moins peuplés.

Les villages enquêtés sont localisés sur la carte 5 de ce rapport.

4- Elaboration des formulaires d'enquête

Elaboration préalable d'une première version du formulaire d'enquête par l'équipe du LPED et de l'Université Marien Ngouabi (E.Dorier, H.Mazurek, Y.OFouémé Berton, M.Joncheray) discutée avec l'équipe du PARSEGD. Cette version est testée dans le district de Mayama. Elle est remaniée lors de deux séances de debriefing (23-24 janvier 2011). Le formulaire définitif est utilisé dans les districts de Vinza, Kimdamba, Lekana, Zanaga et Kingoué.

L'enquête se réalise en plusieurs temps. Un formulaire type, identique pour toutes les localités échantillonnées concerne les rubriques suivantes (*voir formulaire*).

- Impact des conflits sur la localité (destruction, migrations, reconstruction)
- population et aménagement du territoire
- services de base : notamment accès à l'eau, éducation, santé
- système productif
- encadrements sociaux et perspectives

Le formulaire est complété par une prise de notes des remarques libres suscitées par les questions et par l'enregistrement de certains entretiens de groupe.

5- Enquête-Villages

5-1 Objectifs et contenus

L'objectif des enquêtes de terrain était d'établir un diagnostic territorial des districts inclus dans le Projet d'Appui au Développement communautaire (PADEC). Le diagnostic territorial s'établit sur la base de 6 éléments de recueil d'information :

- Un questionnaire sur le chef lieu de district, rempli avec le sous-préfet, en présence des directeurs de services déconcentrées, des chefs des quartiers de Mayama (cf. annexe).
- Un questionnaire pour chaque localité visitée ; (variante un peu allégée du précédent).

⁴⁴ Lors des diagnostics finaux, nous nous baserons sur l'interprétation d'images satellitaires à 3m pour préciser la distribution du peuplement et des pistes secondaires dans le district de Mayama qui est celui où le peuplement est le plus dispersé.

- Une inspection de l'état des pistes d'accès du chef-lieu aux localités enquêtées avec prise de points GPS afin d'actualiser la cartographie de la zone (SIG), préalablement élaborée par le LPED en décembre 2010.
- La mise à jour de la liste des établissements scolaires et de santé, ainsi qu'un questionnaire spécifique pour chaque établissement visité. Les établissements sont géoréférencés et saisis dans un SIG qui permet de réaliser des cartes thématiques.
- la constitution d'une base photographique sur les chefs-lieux, les localités enquêtées, les pistes rurales, les équipements scolaires et de santé visités, base remise au PARSEGD avec les résultats des enquêtes.
- Des entretiens avec des personnes ressources et des focus groupes dans le but d'enrichir les informations collectées et de définir les besoins prioritaires.

Le traitement de cette information a servi à la rédaction de ce bilan, et à l'élaboration exclusive d'UN SIG par le LPED. Les cartes figurant dans ce rapport sont issues d'analyses thématiques croisées des informations compilées et mises en forme dans le SIG par l'Université de Provence/LPED.

Date: 25 janvier au 31 janvier 2011

5-2- Equipes d'enquêtes dans le district

Equipe district de Vinza-Kindamba-Kimba⁴⁵ (25-30 janvier) :

- Elisabeth DORIER, Géographe, Professeur à l'Université Aix-Marseille (responsable)
- Noellie Vierge MASSANGA MANGHA, Direction Départementale des Affaires Sociales de Brazzaville
- Gédéon TCHICAYA, Chef de Service de la Cartographie Censitaire au CNSEE
- Noël BALENGANA, Personne ressource (spécialiste du secteur agricole)
- Erwan MORAND, étudiant stagiaire, géographe-cartographe
- Rodrigue KINOANI, étudiant stagiaire géographe
- Dave MBEMBA SOUEMBELET, étudiant stagiaire géographe

Nombre de participants lors des enquêtes

Nom du village	Nombre de participants
Kindamba chef lieu	80, incluant les chefs de services, responsables de groupements de production, responsables religieux, représentants des ex-combattants et des jeunes, subdivisés ensuite en focus groupes. Environ 6h d'entretiens.
Moussolo Dakar	Une quarantaine de participants au moins, mais parole monopolisée par le secrétaire du comité de village (devant le CV) avec accord unanime, une partie de l'entretien a lieu de nuit. Visite de l'école avec son directeur.
Loukouo	Une quinzaine, membres du comité de village, directeur de l'école (fonctionnaire), plusieurs ex-combattants supervisent la fin de l'entretien. Visite de l'école. Visite libre de la rizière.
Moutoussala	Membres du comité de village.
Matensama	Membres du comité de village. Visite de l'école et du CSI, entretiens avec leurs responsables.
Kilébié Moussia	Membres du comité de village. Visite de l'école et du CSI, entretiens avec leurs responsables.



Photo 54 : L'entretien collectif au chef-lieu.

L'assistance a ensuite été divisée en focus groupes (femmes, ex-combattants, membres de groupements agricoles). Puis des enquêtes directes ont été menées dans les équipements (hôpital, collège, radio) et auprès du chef de service agricole et de l'inspection primaire.

⁴⁵ L'enquête dans le district de Kimba n'a pu avoir lieu à cause de problèmes de véhicule et a dû être différée.



Photo 55 : Focus groupe à Matensama.



Photo 56 : Entretien avec le comité de village à Moutoussala.



Photo 57 : Entretien avec le Comité de village à Moussolo Dakar.



Photo 58 : Entretien avec le comité de village et les ex-combattants à Loukouo.



Photo 59 : Entretien avec le comité de village à Killébé Moussia.

- Compléments d'observations et d'entretien 20 et 26 mars 2011 :

- Sylvain MOUYEDI Responsable du Suivi Evaluation, UCP et Responsable de la mission
- Athis SITA Statisticien, CNSEE- PARSEGD.
- Erwan MORAND, étudiant stagiaire, géographe-cartographe, Université Aix-Marseille – LPED
- Rodrigue KINOANI, Etudiant stagiaire, géographe, doctorant Université Marien Ngouabi- LPED.
- Dave MBEMBA SOUEBELET, étudiant stagiaire géographe, doctorant, Université Aix-Marseille - LPED
- Quentin FLEURET, Etudiant stagiaire, géographe-cartographe, Université Aix-Marseille – LPED

Enquêtes approfondies : - Collège d'enseignement général, Collège d'enseignement technique et CMA, - Entretien complémentaire avec le chef de secteur agricole. Enquêtes auprès de transporteurs.

ANNEXE 3 - FORMULAIRE D'ENQUETE DES CHEFS LIEUX DE DISTRICTS ET VILLAGES

FICHE VILLAGE // CHEF LIEU DE DISTRICT

District:

Coordonnées ou numéro de point GPS : X.....Y.....

Dans quel village administratif se trouve cette localité en 2006 ?

.....

Quelles autres localités appartiennent au même village administratif ?

.....

.....

Population : concentrée - dispersée (appréciation de l'enquêteur)

Personnes ou groupes de personnes présents à l'enquête (*entourer ou indiquer nombre*)

1- chef village

2- membres du comité de village

3- directeur école/ instituteur contractuel/bénévole.....

4- agent de santé.....

5- pasteur/prêtre.....

Demander au SP de réunir pour la partie population et impacts des conflits

Un groupe d'ex combattants

pour la partie production et « besoins » un groupe composé de

Cultivateurs, Membres de groupements agricoles et femmes

Date:

Enquêteurs :

Remarques sur la fiche : Qualité : Bonne – Normale – Incomplète

1 – Population (estimations autorités)

1-1 Nombre d'habitants du village

RGP 2007 : _____ Estimation locale 2010 : _____
ou

1-1 Nombre d'habitants district (questions posées uniquement aux chef lieu de district)

RGP 2007 : _____ Estimation locale 2010 : _____

Présence de population autochtone (Mbenga, Téké, etc.) : OUI - NON

- préciser dans quels villages du district (localisation si possible)

.....

- le nombre estimé : _____

- leur degré d'isolement, ont-ils été affectés par les conflits ?

.....

.....

.....

.....

- problèmes spécifiques dans cette zone et projets les concernant

.....

.....

.....

.....

1-2 Nombre d'habitants de la sous préfecture (question posée au chef lieu de district)

Estimation cartographie CNSEE 2006 : _____ Estimation locale 2010 : _____

1-3 Impact des conflits sur les populations. Estimation de la migration – mobilité (question posée au chef lieu de district)

Bref rappel des événements marquants dans la zone ayant causé des destructions des arrivées de réfugiés ou des départs

.....

.....

1-3.1 estimation sur des arrivées de personnes déplacées dans le district

1-3.1.1 PERIODE :

1994 1997 ? 1998 ? 1999 ? après 2000 ?

1-3.1.1 QUANTITE ?

nombre limité nombre important

arrivée massive

1-3.1.1 principaux lieux d'implantation :

forêts

villages spécifiques:

1-3.1.1 lieux d'origine

Brazzaville

autre district Pool

autre zone :.....

1-3.1.1 Certains groupes de pers. déplacées sont-ils restés jusqu'à aujourd'hui ?

OUI NON

1-3.2 Estimation sur les départs hors du district pendant les conflits:**1-3.2.1 PERIODE :**

1994

1997 ?

1998 ?

1999 ? après 2000 ?

1-3.2.3 QUANTITE ?

nombre limité nombre important

départ massif

1-3.2.4 Principaux lieux fuis par les populations :

villages spécifiquement touchés:.....

1-3.2.5 Certains villages ont-ils disparu ou se sont-ils vidés de manière durable?

OUI NON

Lesquels ?

1.4.- Evolution de la situation des ex-combattants (question posée au chef lieu de district)**1-4.1 Y a-t-il des ex- combattants dans le district ? dans des zones particulières ?**

.....

.....

.....

.....

1-4.2. Y a-t-il eu des opérations de ramassage d'armes ? Des projets spécifiques concernant la réinsertion des ex combattants ?

.....

.....

.....

.....

1-4.3. Sont-ils organisés en associations ? Lesquelles ?

.....

.....

.....

.....

1-4.4 Quelles sont vos remarques et suggestions pour une meilleure prise en charge ?

.....

.....

→ Si possible organiser une rencontre avec un focus groupe d'ex combattants

1.5 – Habitat- Cadre de vie (prendre photographies)

1.5.1 Type de bâti principal :

Dur (Béton) / Pisé-brique / Léger (planches, bambou, bois)

1.5.2 Type de toit majoritaire : Tôle Paille

1.5.3 reste-t-il des maisons endommagées non reconstruites après les conflits ? :
OUI NON

1.5.4 Y-a-t-il eu reconstruction de certains bâtiments publics en dur depuis la fin des conflits ?
OUI NON

1.5.5 – Y- a-t-il eu des aides à la reconstruction ?

(Etat, district, Médecins d'Afrique, CICR, UNICEF, député...)

1.5.6 Si reconstruction d'édifices publics, lesquels ?

1.5.7 Y-a-t-il participation des habitants à la reconstruction de bâtiments publics?
(stratégie communautaire) OUI NON

2 – Transports

2.1 – Accessibilité depuis la localité

2.1.1 Type de route arrivant au chef lieu de district / à la localité:

direction (localités jointes)	Statut (RN / RD / Piste agricole / Sentier)	Revêtement (Goudron / Latérite- caillasse / terre)	Etat (BE : bon état ; EM : état moyen ; ME : mauvais état ; TME : très mauvais état)

2.1.2 Principal mode de transport au CHEF LIEU DE DISTRICT *question posée dans les villages, sans objet pour le chef lieu:*

tout en véhicule

en partie à pied et en partie en véhicule

tout à pied

2.1.3 Temps d'accès (en heures) au chef lieu de district : sans objet:

véhicule |_____| à pied |_____|

2.1.4 Coût du transport d'une personne jusqu'au chef lieu de district : sans objet

2.1.5 Coût du transport d'un sac de denrées jusqu'au chef lieu de district : (donner le prix d'un produit fréquent) sans objet:

|_____| (.....)

2.1.6 Principal mode de transport jusqu'à la PREFECTURE : (hiérarchiser 1 – 2 – 3):

tout véhicule

à pied et en véhicule

tout à pied

2.1.7 Temps d'accès (en heures) jusqu'à la préfecture :

véhicule |_____| à pied |_____|

2.1.8 Coût du transport d'une personne jusqu'à la préfecture : |_____|

2.1.9 Temps d'accès (en heures) jusqu'à BRAZZAVILLE :

véhicule |_____| à pied |_____|

2.1.10 Principal mode de transport jusqu'à Brazzaville (hiérarchiser 1 - 2 - 3):

tout véhicule

à pied et en véhicule

tout à pied

2.1.11 Coût du transport d'une personne jusqu'à Brazzaville :

| _____ |

2.1.12 Coût du transport d'un sac de denrées jusqu'à Brazzaville : (donner le prix d'un produit fréquent)

| _____ |

(.....)

2.1.13 Mentionnez les zones à problèmes ou ruptures de transport (NOM, localisation, explication : absence de pont, obstacle, ravin, etc. à localiser) :

.....

2.2 – Moyens de transport collectif qui arrivent dans ce village /ce chef lieu

type	Venue irrégulière	Disponible à tout moment	Régulier	(spécifier provenance, jours et nom du transporteur et commerçant)
Taxi automobile				
Moto				
Véhicule particulier				
Véhicule des commerçants				
Camion de transporteur				
Camion de transporteur				
autre véhicule				

Remarques :

.....

.....

.....

2.3 – Les 5 localités les plus fréquentées par les habitants du village / chef lieu district

Localités	Raisons					Temps et moyen de transport
	Education	Santé	Administration	Marché	Raison	

3 – Services de base

3.1 – Accessibilité Eau (tendance générale de la localité)

Plusieurs réponses possibles	Disponible actuellement (oui/non)	Disponible avant guerre (oui/non)	Public SNDE(1) / Projet/ONG (2) Privé avec accès à tous (3) / Privé avec accès restreint (4) / strictement Individuel (5) / Ressource naturelle (6) / Ne sait pas (9)
Eau du robinet			
Source / Captage aménagé			
Source / Captage non aménagé			
Collecte eaux de pluie par divers récipients			
Collecte eaux de pluie par citerne			
Puits non aménagé			
Puits aménagé (buses, abord cimenté)			
Forage			
Rivière (indiquer le nom)			

Remarques, propositions sur l'accessibilité à l'eau :

.....

.....

3.2 – Electricité

3.2.1 type

Plusieurs réponses possibles	Disponible actuellement (oui/non)	Disponible avant guerre (oui/non)	Public (1) / Privé avec accès à tous (2) / Privé avec accès restreint (3) / Individuel (4) / Ne sait pas (9)
Energie électrique par réseau			
Groupe électrogène collectif			
Groupe électrogène individuel			
Groupe électrogène			
Solaire			

3.2.2 Disponibilité d'électricité (heures par jour) :

3.2.3 En cas de groupe électrogène collectif :

Date d'installation	Qui a financé l'installation	Qui finance aujourd'hui (carburant)	Disponibilité (heures par jour)

3.3 – Sources d'énergie domestique

3.3.1 éclairage	Classer par importance 1 2 3	prix
électricité		
Lampes à piles		
Pétrole lampant		
Feux de bois		
Autre source naturelle (Huile de palme, résine, sève..)		

3.3.2 cuisson	Classer par importance 1 2 3	prix
gaz		
pétrole		
Bois		
Charbon de bois		

Remarques

3.4 - Santé et action sociale (*un enquêteur remplit la fiche annexe*)

Services existant dans la localité :

	Service accessible dans la localité (nb de sites et nom)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Si n'existe pas, lieu de recours à ce service ?
Poste de santé/dispensaire/infirmier			
CSI PMAS			
CSI PMAE			
Clinique			
Cabinet de soins infirmiers			
Dépôt pharmaceutique			
Centre d'action sociale			
Autre			

3.5 – Education (*un enquêteur remplit la fiche annexe*)

Services existant dans la localité ? (préciser nombre de sites)

	Publique	Privé	Service disponible avant guerre (oui / non)	Si n'existe pas, lieu de recours à ce service ?
Préscolaire				
Primaire cycle court (incomplet)				
Primaire cycle complet				
Collège d'enseignement général				
Collège technique (préciser filières)				
Lycée (préciser général ou technique et filière)				

3.6 – Services généraux

	Service accessible dans la localité		Service disponible avant guerre (oui/non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
	(nombre estimé)	état		
Services administratifs (Etat Civil)				
Percepteur Agent payeur				
Coopérative financière, MUCODEC, Caisses féminines (<i>préciser</i>)				
Banque				
Transfert d'argent national				
Transfert d'argent International				
Autre type de transfert d'argent				
Photocopies				
Lieu de culte catholique				
Lieu de culte protestant (EEC)				
Eglise de réveil				
Eglise traditionnelle : boulananga, autres				
Autre				

3.7 - Nombre de Fonctionnaires _____

(liste indicative pour faciliter le dénombrement)

fonction	nombre	fonction	nombre
Administration SP		personnel lycée et collège (détail dans fiche éducation)	
Secrétariat de la sous préfecture		Personnel écoles primaires	
Percepteur/agent payeur		Service social, CAS	
Inspection scolaire		Secteur agricole	
Inspecteur instruction civique et jeunesse		Eaux et forêt	
Inspecteur EPS		Personnel hôpital (détail dans fiche santé)	
Police		Personnel centres de santé (détail dans fiche santé)	
armée, gendarmerie			

Remarques sur l'état des infrastructures publiques (état des bâtiments) et présence des personnels:.....

.....

3.8 – Télécommunications

Question	Disponible actuellement (0=non, 1=bonne qualité, 2=mauvaise qualité 3=irrégulier)	Disponible avant guerre (oui / non)
Peut-on recevoir une station de radio ?		
préciser quelle station de radio on peut capter ?		
Réception des canaux de télévision		
Réception des canaux de téléphone mobile		
préciser quels réseaux cellulaires on peut capter ?		
lieu de recharge électrique des cellulaires		
Cartes de recharge d'unités téléphoniques		
Accès cabine téléphonique d'Etat		
Accès « cabine » téléphonique privée		
Transmission de courrier/messages par transporteur		

Date d'installation du réseau cellulaire (+opérateur):

3.9 Quelles sont les structures qui assurent actuellement un appui aux populations (par ex. aménagement école, fournitures, médicaments etc.) par les sous-préfet, député, associations, églises etc ?)

nom	Rôle, type de prise en charge

4 – Services privés, artisanat et commerces

4.1 – Commerces et alimentation

	Service accessible dans la localité (nombre _ JOURS marché)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
Marché aménagé			
Marché non aménagé journalier			
Marché non aménagé forain			
Boutique d'alimentation fixe			
Kiosque			
Vendeur ambulant			
Autres types d'infrastructure de vente			

→Notes sur état des infrastructures du marché (prendre photo)

→Etat des infrastructures de commerces en dur (prendre photo)

4.2 Produits et services disponibles dans commerce local

	Existe, facile et fréquent	Existe parfois mais difficile	N'existe pas, dans ce cas, où peut-on acheter ce produit ?
<i>Gaz</i>			
<i>Bois et charbon</i>			
<i>Savon</i>			
<i>Pétrole</i>			
<i>Allumettes</i>			
<i>Huile alimentaire importée</i>			
Sel			
Riz			
Cossettes de manioc (foufou non écrasé)			
Foufou écrasé			
Viandes d'élevage			
Viandes de chasse			
Œufs			
Poisson frais d'eau douce			
Poisson de mer congelé			
Poisson salé			
Poisson fumé			
Légumes de cueillette (par exemple mfoumbou)			
Légumes cultivés			
Fruits cultivés			
Pain de boulangerie fabriqué sur place			
Pain fabriqué en ville			
Alcool / Bière / Vin			
Cigarettes			
Journaux			
Vêtements/ Chaussures neufs			
Friperie			
Librairie/ papeterie / Fournitures scolaire			
Electrodomestique/ TV/ musique/CD			
Meubles			

	Existe, facile et fréquent	Existe parfois mais difficile	N'existe pas, dans ce cas, où peut-on acheter ce produit ?
--	----------------------------	-------------------------------	--

Quincaillerie (tôle ciment pointes peinture...)			
Restaurant populaire - nganda			
Bar			
Vidéo Club			
Accès internet			

Commentaires libres sur accessibilité aux produits et aux services :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4.3 – Services automobiles

4.3.1 Réparation	Service accessible dans la localité (nombre de sites)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
Atelier de réparation mécanique			
Réparation de petites machines ou outils agricoles			
Réparation pneus			

4.3.2 Vente de carburant	lieu	Prix au litre
Vente à la pompe ?		
Vente par litre ?		

4.4 – Artisans

	Service accessible dans la localité (nombre d'artisans)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
Maçon			
Peintre			
Menuisier			
Plombier			
Electricien			
Entreprise de construction			
Autres emplois artisans qualifiés			
Autres			

4.5 – Tourisme potentiel

Proximité d'un site d'intérêt particulier : **OUI** **NON**

Décrire le site :

.....

Hébergements disponible :

	Existe, fréquent	facile et	Existe parfois mais difficile	N'existe pas.
Hôtel ? auberge				
Case de passage				
Chambre dans mission religieuse				
Autre				

5 – Activités

5.1 – Entreprises (Nombre et noms)

<i>Classer selon le lieu du siège de l'entreprise</i>	Service existant dans la localité (nombre d'entreprises et noms)	Service disponible avant guerre (oui / non ou nom si existe)	Activité principale
Internationale			
Nationale			
Locale moyenne			

5.2 – Quelles sont les trois activités principales du village ? (Nb : hiérarchiser de 1 à 3)

- ☐ Agriculture majoritairement commerciale
- ☐ Agriculture majoritairement de subsistance
- ☐ Elevage
- ☐ Vente de charbon
- ☐ Vente de bois
- ☐ Commerce
- ☐ Chasse
- ☐ Pêche
- ☐ Pisciculture
- ☐ Exploitation forestière
- ☐ Artisanat
- ☐ Autres.....

Remarques :

5.3 – Y avait-il avant guerre des activités agricoles ou économiques particulières qui ont été abandonnées, lesquelles ?

5.4 – Y-a-t-il de nouvelles activités qui n'existaient pas avant la guerre ?

5.5 – Y-a-t-il de nouvelles exploitations agricoles (cultures ? élevage ?) Lesquelles ? Quel type d'acteurs (fonctionnaires, citadins, villageois..)

6 - Activité agricole (partie à traiter avec focus groupe agriculteurs)

6.1 Tendances de l'occupation des terres :

6.1.1 Durée des jachères :

.....année - mois

Remarques :

6.1.2 Y a-t-il un chef de terre/propriétaire foncier ? OUI - NON

Remarques :

6.1.3 Y a-t-il revente des terres? OUI - NON

Si oui, prix à l'hectare ?

exemple de prix et superficie d'un domaine ?

6.1.4 Quantité de champs abandonnés (tendance):

PEU

QUELQUES-UNS

BEAUCOUP

Remarques :

6.1.5 Prix de la location des terres à l'ha

Prix actuel ?	
Avant guerre ?	

Remarques :

6.1.6 Y a-t-il une demande de terres par des personnes venant de l'extérieur ?

OUI NON

Si oui, d'où ?

.....

6.1.7 Y a-t-il des ménages qui n'ont pas de terres à cultiver ? OUI NON

.....

6.1.8 Y a-t-il des habitants qui sont principalement ouvriers agricoles ? OUI NON

Commentaires

.....

6.2. Organisation productive locale

	Service accessible dans la localité (nombre d'organisation et nom)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
Exploitation agricole privée avec investissements (ranch élevage, cultures commerciale)			
Organisation productive (groupement, GIE, coopérative)			
ONG /projets agricoles			
CRP : Centres de ressources professionnels Autres centres communautaires			
Infrastructure productive ou projet d'appui			
Organisation d'entraide de travail (mabundu, nsalassani...) (indiquer prix pratiqués)			
Autres			

PRINCIPAUX GROUPEMENTS – DATE

Y a-t-il des groupements de jeunes ?

6.3 Estimer l'importance des activités agricoles (focus groupe agriculteurs)

6.3.1 Orientation des cultures : autoconsommation ou vente

Mettre une ou plusieurs croix dans les cases

Principales cultures par ordre d'importance	Plutôt autoconsommation	Plutôt vente	Les deux

6.3.2 Destination finale principale du produit: (lieu de vente du produit)

(1) localité (2), autres villages (3), district (4) vente pour BZV (5) ou PN (6) ne sait pas (9).

Principales culture	

Remarques :

6.3.3 Où et comment se déroule l'évacuation des principaux produits:

Où : (1) collecte au village même, (2) collecte au bord d'une route/piste (3) collecte au district (4) déplacement des producteurs à BZV

Par qui : (1) Grossiste collecteur (2) transporteur acheteur (3) détaillant vendant dans le village, (4) DD district (5) déplacement du producteur lui même

Principales culture	Où se déroulait la collecte avant		Où se déroule l'écoulement actuellement	
	Où ?	Par qui ?	Où ?	Par qui ?

Problèmes d'écoulement de la production : expliquer

.....

6.3.4 Type de vente :

(1) vente au comptant en liquide (2) vente sous forme de troc (3) vente sur commande (4) vente par champ (5) vente à crédit⁴⁶ (6)

Principales culture	Forme de vente avant	Forme de vente après

Par qui sont fixés les prix de vente : Par le collecteur, rôle des groupements, en se renseignant sur les prix ?

⁴⁶ =vente à terme, le grossiste collecte et ne paie le producteur que lorsqu'il a vendu

6.4. Estimer l'importance de l'élevage dans l'économie du village :

6.4.1 Orientation

Principales formes d'élevage	Avant guerre			Actuellement		
	Plutôt autoconsommation	Plutôt vente	Les deux	Plutôt autoconsommation	Plutôt vente	Les deux
<i>bovins</i>						
<i>caprins</i>						
<i>ovins</i>						
<i>porcins</i>						
<i>Volaille de chair</i>						
<i>Poules pondeuses</i>						
<i>autres</i>						

Remarques sur l'importance de l'élevage avant et après guerres:

.....

6.4.2 Destination finale du bétail: (lieu de vente et d'abattage du bétail)

(1) localité (2), autres villages (3), district (4) vente pour BZV (5) ou PN (6) ne sait pas (9).

Principales formes d'élevage	vente			abattage		
	Avant les guerres	après		avant	après	
<i>bovins</i>						
<i>caprins</i>						
<i>ovins</i>						
<i>porcins</i>						
<i>Volaille de</i>						
<i>Poules</i>						
<i>autres</i>						

6.4.3 Où et comment se déroule l'évacuation du bétail ? (collecte pour vente et abattage):

Où : (1) collecte au village même, (2) collecte au bord d'une route/piste (3) collecte au district (4) déplacement du-des producteurs à BZV

Par qui : (1) Grossiste collecteur (2) transporteur acheteur (3) détaillant vendant dans le village, (4) DD district (5) déplacement du producteur lui même

Principales formes d'élevage	Où se déroule l'écoulement		
	Où ?	A qui ?	Comment se fait le transport
<i>bovins</i>			
<i>caprins</i>			
<i>ovins</i>			
<i>porcins</i>			
<i>Volaille de chair</i>			
<i>Poules pondeuses</i>			
<i>autres</i>			

Remarques sur l'évacuation du bétail, la vente et l'abattage:

.....

6.5. Services à la production

	Service accessible dans la localité (nombre de personnes ou sites)	Service disponible avant guerre (oui / non)	Recours au service hors de la localité (NOM DE LA LOCALITE) ? Service non utilisé (NU)
Vétérinaire			
Ingénieur agronome			
Semences			
Engrais Pesticides			
Moulins			
Atelier de transformation			
Ramassage des produits			
Abattage			
Frigorifique			
Atelier scierie			
Autres			

6.6. Défis environnementaux

6.6.1 Energie : Y-a-t-il une commercialisation de l'énergie produite:

Bois ☐ Dans le village ? ☐ Dans le district ? ☐ hors district ?

Charbon ☐ Dans le village ? ☐ Dans le district ? ☐ hors district ?

6.6.2 Y a-t-il des activités pratiquées qui détruisent la nature ? Lesquelles ? Où ? Pourquoi ?

activité	Impact destructeur

6.6.3 Y-a-t-il des zones où les cultures ne donnent plus de bons rendements ?

Expliquer les raisons ?

Culture concernée	Raison évoquée

7. Besoins des populations

7-1 Quels sont les besoins prioritaires non satisfaits des habitants ?

1) Lister sans hiérarchiser 10 besoins exprimés par les populations)

7.2 Parmi tous ces besoins exprimés, quels sont les trois besoins prioritaires ? (à classer par importance, 1-2-3)

	Conseil village hommes	femmes	jeunes
1-			
2-			
3-			

7.3 Suggestions pour satisfaire ces besoins ?

ANNEXE 4: MODELE DE FICHE D'ENQUETE DES STRUCTURES D'EDUCATION ET DE SANTE

REALISATION DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET MULTISECTORIEL DES DISTRICTS DE KINGOUE, KIMBA, KINDAMBA, LEKANA, MAYAMA, VINZA ET ZANAGA

QUESTIONNAIRE SANTE

Ces fiches sont assorties de photographies prises sur le terrain.

IDENTIFICATION DE LA ZONE D'ETUDE

NOM DISTRICT :

NOM de la LOCALITE :

NOM de la STRUCTURE enquêtée :

COORDONNEES ou numéro de point GPS :

- X :

- Y :

DATE :

NOM enquêteur :

NOM personne enquêtée :

STATUT personne enquêtée :

Qualité de la personne enquêtée (*à entourer après l'enquête*) : Bonne – Normale – Incomplète

3.4 - SANTE

3.4.1 - Type d'infrastructure et activités

	Chirurgie	Maternité	Dépôt de pharmacie	Vaccination	Consultation Pré Scolaire	Consultation Périnatale	Information Education Communication
<i>Existe (OUI ou NON)</i>							
<i>Fonctionnel (OUI ou NON)</i>							

3.4.2 - Ressources humaines

		Médecin	Infirmier	Assistant sanitaire	Sage-femme	Agent Communautaire
Nombre	Masculin					
	Féminin					
	Total					
Fonctionnaire Contractuel ou						
		Personnel administratif/ financier	Pharmacien	Laborantin	Assistant Technique de Santé	
Nombre	Masculin					
	Féminin					
	Total					
Fonctionnaire Contractuel ou						

Autre personnel (préciser le nombre et le statut) :

Présence d'un Comité de Santé (COSA) ? OUI ☐ NON ☐

Si oui de combien de personnes est-il composé ?

3.4.3 - Moyens

a) Moyens financiers

Type paiement :

- Contribution Financière Initiale (CFI) : OUI ☐ NON ☐
- A l'acte : OUI ☐ NON ☐
- Forfait (Consultation + Traitement) : OUI ☐ NON ☐

Si oui, quel est son coût :FCFA

	Tarif Consultation Curative enfant	Tarif Consultation Curative adulte	Tarif accouchement	Tarif comprimé paracétamol
<i>Prix en FCFA</i>				

Gratuité des médicaments :

- Antipaludéens : OUI ☐ NON ☐
- VIH : OUI ☐ NON ☐
- Autres (préciser) :

Est-ce que certaines personnes ne payent pas la Consultation Curative ? OUI ☐ NON ☐
 Si oui quelles sont ces personnes (*enfants, personnes âgées, femmes enceintes, etc.*) ?

Les médicaments sont-ils suffisants pour couvrir la demande ? OUI ☐ NON ☐
 Quels sont les fréquences de livraison ?

b) Moyens matériel

	Groupe électrogène	Panneaux solaires	Frigo (pétrole ou électrique)
Existe (OUI ou NON)			
Fonctionnel (OUI ou NON)			

Eau :

- Provenance (*captage de pluie, rivière, puits aménagé ou non*) :
- Mode de traitement avant usage (*bouillir, produit, etc.*) :

	Principaux équipements	Nombre	Etat actuel (fonctionnel ou non)	3 insuffisances principales
Matériel médical				-
				-
				-
Mobilier				-
				-
				-

Quelles sont les 3 principales pathologies rencontrées et leur nombre en 2010, par ordre de fréquence (*remplir le tableau*) :

N° ordre	Type de pathologies	Nombre de cas observés
1		
2		
3		

Possédez-vous un véhicule (voiture ou moto) de service ? OUI ☐ NON ☐
 En cas d'urgence, où le patient est rapatrié et par quel moyen ?

Consultation du registre :

Fréquentation (nombre de Consultations Curatives selon le registre 2010) par :

- Jour (*prendre le cas du mercredi 1^{er} décembre 2010*) :
- Semaine (*du 4 au 10 octobre 2010*) :
- Mois (*mois de mars 2010*) :

**PROJET D'APPUI AU
DEVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE**
.....

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès
.....

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SOLIDARITE, DE L'ACTION
HUMANITAIRE ET DE LA FAMILLE**
.....

**REALISATION DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET MULTISECTORIEL DES DISTRICTS DE KINGOUE,
KIMBA, KINDAMBA, LEKANA, MAYAMA, VINZA ET ZANAGA**

QUESTIONNAIRE EDUCATION

IDENTIFICATION DE LA ZONE D'ETUDE

NOM DISTRICT :

NOM de la LOCALITE :

NOM de la STRUCTURE enquêtée :

COORDONNEES ou numéro de point GPS :

- X :

- Y :

DATE :

NOM enquêteur :

NOM personne enquêtée :

STATUT personne enquêtée :

Qualité de la personne enquêtée (à entourer après l'enquête) : Bonne – Normale – Incomplète

3.5– EDUCATION ET FORMATION QUALIFIANTE

3.5.1 - Etablissement enquêté (cocher la case):

Prés^{ent}aire Prim^{aire}re à cycle court (préciser classes) _____

Prim^{aire}re cycle complet CEG ☐ ET Lycé^{um} ☐

Nom de la localité :

Nom de l'école :

3.5.2 - Type de bâtiments :

	Bâtiments		Toits	
	Bât. en dur	Bât. léger	Tôles	Paille
Bâtiment 1				
Bâtiment 2				
Bâtiment 3				

3.5.3 - Etat des bâtiments (indiquer le numéro du bâtiment) :

	Murs	Ouvertures	Toiture	Sol
Neuf				
Bon état				
Mauvais état				
Détruit				

3.5.4 - Elèves :

Garçons	
Filles	
Total	

3.5.5 - Nombre de tables-banc : _____

3.5.6 - Personnel scolaire :

	Titulaires		Bénévoles		Contractuels	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Enseignants						
Administration						
Autres						

Payement du/des bénévoles :

.....

Quelles difficultés ont les titulaires pour percevoir leur salaire (où, comment, utilisation du percepteur... et temps pris pour cela)

.....

3.5.7 - Pour les CEG, CET et les lycées: disciplines enseignées (préciser nb d'enseignants par discipline):

Français		Maths	
Histoire-Géo		Sciences de la Vie et de la Terre	
Physique		Anglais	
Education Physique et Sportive		Musique/Dessin	
Disciplines techniques (préciser)			

3.5.8 Présence de matériel pédagogique (détailler : manuels scolaires, kits de mathématiques, cahiers pour les élèves, tenues scolaire) :

.....

3.5.9 – Services annexes à l'école

- ☐ Cantine
- ☐ Petit déjeuner scolaire
- ☐ Internat
- ☐ Autre :

Remarques (état, financement, fréquentation ...) :

.....

3.5.10. - Mode de déplacement à l'école et accessibilité (élèves et enseignants)

.....

3.5.11 - Projet venant en appui à la structure (UNICEF, PRAEBASE, IPHD...) et description.

.....

.....

Remarques :

.....

.....

.....

ANNEXE 5 - PERSONNALITES RENCONTREES

Bakissa Mampassi Bernard	Conseiller départemental CNR du Pool
Balengana Noël	Conseiller agricole du député, ancien animateur rural, chef d'antenne agronomique à Kindamba, membre de cabinet des sous préfectures de Kindamba et Vinza
Bayza Alphonse	Secrétaire du bureau exécutif du Conseil départemental du Pool
Banzouzi Sylvestre	Directeur adjoint de l'école de Matensama
Dibantsa Jules	Directeur du CMA-CETA de Kindamba
Homb Marguerite	Agence de développement du Pool, Directrice Générale Adjointe Chargée des relations extérieures
Kihambouha Hyppolyte	Inspecteur de l'enseignement primaire de Kindamba
M Kouba Mbaouka	Directeur Départemental de l'Enseignement Technique
Louvouenzo Dady	Responsable de l'ONG Médecins d'Afrique
Mouetoukouenda Jean Pierre (dit Mimi)	Entrepreneur agricole, propriétaire de « Louta ferme »
Mr Martinou	Chef du secteur agricole de Kindamba
Nabassemba Léonard	Statisticien au Ministère du plan - CNSEE
Ngollet Arthur	Directeur des ressources humaines du Ministère de la santé et de la population
Nikassidi Saturnin	Ingénieur développement rural ; gestionnaire du centre CARITAS de Kinkala
Nkounkou Lezin	Directeur du CEG de Kindamba
Ntié tié Yvon	Point focal du PARSEGD - initiative CARITAS pour le développement
Oba Lambert	Secrétaire général du district de Kindamba
Vekoulou Benazo Paul	Directeur de l'Hôpital de base de Kindamba et de la circonscription socio-sanitaire

A ces personnalités il faut ajouter les Chefs et membres des comités de village des 5 localités enquêtées, les personnels des CSI, centres de santé et écoles des localités enquêtées, les membres des groupements agricoles ainsi que les habitants présents, qui ont bien voulu participer aux enquêtes et que nous remercions. Les entretiens sur l'éducation et la santé ont été réalisés par D.Rouquier et E.Morand.

ANNEXE 6 : BIBLIOGRAPHIE

- BOISSEZON P. de., GRAS F. 1979, Notice explicative de la carte pédologique SIBITI-EST no 44 République du Congo Brazzaville à 1/500 000, ORSTOM
- BOUETOUMOUSSA F., MAKOUMBOU Y., MAHOUNGOU G.B. *Etat des lieux sur le droit à l'alimentation au Congo*, point focal RAPDA Congo, 23 p.
- CARITAS CONGO, CATHOLIC RELIEF SERVICES, 2004, *Le Département du Pool en République du Congo, Une population abandonnée*, 52 p.
- CARITAS DIOCESAINE DE KINKALA, 2008, *Rapport du diagnostic communautaire participatif du district de Mindouli dans le département du Pool*, août 2008, 76 p.
- CENTRE NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (2005), « *Enquête Congolaise auprès des Ménages pour l'évaluation de la pauvreté (ECOM)* », Brazzaville, 93 p.
- CENTRE NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (2009), « *Enquête de Base sur l'Utilisation des Centres de Santé Intégrés (CSI)* », Brazzaville, septembre 2010, 115p.
- Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques, 2010, « *Enquête de Base sur l'Utilisation des Centres de Santé Intégrés (EBUCSI)* », Brazzaville, septembre 2010, 115p.
- CNSEE, 2005, *Enquête congolaise auprès des ménages pour l'évaluation de la pauvreté (ECOM)*, 141 p.
- COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (2006), « *Rapport des consultations participatives sur la pauvreté. Département du Pool* », Kinkala, octobre 2006, 74p.
- COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE, Secrétariat technique permanent, 2006, *Rapport final des consultations participatives du département du Pool* (document préparatoire au DSRP), 53 p
- CONSEIL DEPARTEMENTAL DU POOL (2010), *Plan de renforcement des Circonscriptions Socio-Sanitaires du Département du Pool 2010-2013*, Kinkala, mai 2010, 53p.
- DEPARTEMENT DU POOL, CONSEIL DEPARTEMENTAL, 2010, *Plan de Développement du Pool, 2009-2013*,
- DEPARTEMENT DU POOL, CONSEIL DEPARTEMENTAL, 2010, *Plan de renforcement des circonscriptions socio –sanitaires du département du Pool, 2010 – 2013*, Kinkala, 53 p.
- DORIER E., 2011, *Le district de Mayama, si près de Brazzaville, Diagnostic territorial et multisectoriel du district de Mayama en vue du Projet d'Appui au Développement Communautaire (PADEC)*, Université de Provence-LPED/ PARSEGD, Ministère des affaires sociales de la solidarité et de l'action humanitaire, 83p, annexes, 20 cartes, 13 tableaux et graphiques.
- DUHEM C. et B., 1983, *Les principales filières vivrières en République populaire du Congo : analyse et voies d'amélioration*. Etude pour le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, Brazzaville, 186p.
- FIDA, Congo, 1991, *Projet de développement des cultures vivrières dans le district de Kindamba Résumé du rapport d'évaluation à mi-parcours*, http://www.ifad.org/evaluation/public_html/eksyst/doc/prj/r187cgaf.html
- HAUT COMMISSARIAT A LA REINSERTION DES EX COMBATTANTS, *Rapport d'achèvement du programme national de désarmement démobilisation et réinsertion (PNDDR)*, juin 2009, 56 p.
- IRIN (Integrated Regional Information Networks), 2004, *CONGO: A Kindamba, les oubliés du Pool tardent à réapparaître*, Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires-OCHA, 6/09/2004.
- KINOUBANI R, 2011, *Propositions d'un aménagement intégré et adapté des chefs lieux de district de la zone du projet PADEC*, rapport de stage, sous la dir. d'E.Dorier et C.Kiakouama, Université Marien Ngouabi-PARSEGD, 61 p.
- LE PAPE M. et SALIGNON P. eds, 2001, *Une guerre contre les civils. Réflexions sur les pratiques humanitaires au Congo (1998-2000)*, Paris, Karthala, 173 p.
- MBEMBA-SOUEMBELET D., 2011, *Conditions d'accessibilité en milieu rural : les districts nord ouest du département du Pool (Kindamba, Mayama, Vinza et Kimba)*, rapport de stage, sous la dir. D'E.Dorier et C.Kiakouama, Université de Provence-PARSEGD, 109 p.
- MIANZENZA A., 2002, « *Congo-Brazzaville : les multiples ressorts de la guerre du Pool* », in *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 2981, 27 décembre 2002.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE, 2005, *Programme national pour la sécurité alimentaire 2006 2012*

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE, 2009, *Rapport de mission de distribution des intrants agricoles dans les districts de Mindouli, Kindama, Vidza, Kimba et Mmayama*, du 27 oct au 10 nov 2009, Direction départementale de l'agriculture du Pool, Projet Congo- SAN « sécurité alimentaire et nutritionnelle volet production agricole » FAO-Union Européenne.

MORAND E., 2011, *Centres de santé et accessibilité aux soins, Diagnostic et analyse comparative pour l'identification de stratégies d'amélioration de l'accès aux services de santé dans la zone du projet PADEC*, rapport de stage de master, sous la dir. d'E.Dorier et C.Kiakouama, Université de Provence-PARSEGD, 200 p.

MOUNDZA P., 2009, « Etat, gestion spatiale et reconstruction de l'arrière pays au Congo Brazzaville, le cas des pays de Mpangala », in GAMANDZORI Joseph (ed), 2009, *Congo-Brazzaville : Etat et société civile en situation de post-conflit*, l'Harmattan, pp .23 à 35.

OCHA, 2004, *Le Pool, une crise humanitaire négligée Rapport d'évaluation humanitaire conjointe dans la région du Pool, République du Congo*, Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires, Brazzaville, République du Congo, 42 p.

OIT, 1985, *Rapport sur le Projet de Développement Rural du Pool et des Plateaux*, 205 p.

OTF GROUP, 2009, *Etude sur la commercialisation de l'agriculture et sur l'investissement dans le secteur privé domestique : le manioc en république du Congo*, Rapport final remis à la Banque Mondiale, 95 p.

PNUD, 2002, « Guerre, et après ? Développement humain en situation de post conflit », *Rapport national sur le développement humain 2002* République Du Congo, 138 p.

PNUD-FAO, 1982, *Eude de la problématique de l'autosuffisance alimentaire, Congo*

RAOUL E. (dir), 2011, *Rapport du groupe de travail Aménagement du territoire*, Municipalisation accélérée du département du Pool, (document de travail), 93 p.

ROUQUIER , 2011, *Structures éducatives et scolarisation dans la zone du projet PADEC*, rapport de stage de master, sous la dir. D'E.Dorier et C.Kiakouama, Université de Provence-PARSEGD.

Fonds de cartes, images satellitaires, altimétrie

- cartes topographiques au 1/200 000^{ème} numérisées et géoréférencées, du Pool (feuilles de Mayama, Kinkala, Brazzaville), 1955.
- ORSTOM, 1979 *Carte pédologique SIBITI-EST* no 44 République du Congo Brazzaville à 1/500 000 , ORSTOM.
- Images satellitaires, 2000, LANDSAT, Résolution 30 m, Sud CONGO.
- Image satellitaire, 2006, SPOT, Résolution 3 m, 5 images, zone de Mayama.
- USGS, *Shuttle Radar Topography Mission(SRTM)* WRS2 Global Land Cover Facility

Chiffres et Statistiques

- CNSEE, Ministère du plan, 1997, *Résultats finaux recensement de 1996 par localités. (non validés)*
- CNSEE, Ministère du plan, 2006, *Cartographie du recensement par district au 1-200 000* (pistes et villages).
- CNSEE, Ministère du plan, 2006, *hiérarchie administrative des districts en 1996 et en 2006* (districts- communes- villages administratifs- villages)
- CNSEE, Ministère du plan, 2006, *Dénombrement provisoire pour la cartographie du recensement, par localités.*
- CNSEE, Ministère du plan, 2010, *Résultats finaux recensement de 2007, validés, par districts.*
- Ministère de L'enseignement primaire et secondaire charge de l'alphabétisation, 2010, Direction des études et de la planification scolaire, *fichiers des établissements scolaires du Congo par localité.*

Table des illustrations (crédits: LPED)

Cartes

Carte 1 : Situation du district de Kindamba.....	5
Carte 2 : Temps d'accès à Brazzaville depuis les localités enquêtées.....	6
Carte 3 : Relief et hydrographie du district de Kindamba.....	7
Carte 4 : Hydrographie et couvert arboré dans le district de Kindamba.....	8
Carte 5 : Géologie de la zone du projet PADEC.....	9
Carte 6 : Extrait de la carte pédologique de Sibiti Est, ORSTOM, 1979.....	10
Cartes 7 et 8 : Densité de population du district de Kindamba en 2007.....	12
Carte 9 : District de Kindamba, lieux habités et couvert forestier.....	13
Carte 10 : Evolution estimée de la population des districts du Congo 1996-2008.....	14
Carte 11 : Villages enquêtés dans le district de Kindamba.....	19
Carte 12 : Le district de Kindamba dans les conflits du sud Congo (1998-1999).....	20
Carte 13 : La guerre de 2002-2003 et ses impacts.....	21
Carte 14 : Plan de localisation des quartiers de Kindamba.....	27
Carte 15 : Plan du centre de Kindamba.....	27
Carte 16 : Points noirs et accessibilité des axes de transport du district de Kindamba.....	37
Carte 17 : Temps d'accès au chef lieu, hypothèse haute.....	40
Carte 18: Fréquence theorique de desserte des pistes par les transporteurs.....	41
Carte 19 : Desserte et prix de location des terres cultivables.....	46
Carte 20 : Les angles morts de l'offre de soins dans le district de Kindamba.....	62
Carte 22 : Provenance des patients enregistrés en consultation curative (janvier-février 2011).....	67
Carte 23 : L'accessibilité aux structures d'enseignement dans le district de Kindamba.....	73
Carte 24 : Présence d'enseignants titulaires dans les établissements scolaires.....	76

Tableaux et graphiques

Tableau 1 : Chiffres clés de la population du district de Kindamba.....	15
Graphique 1 : Pyramide des âges du district de Kindamba (source CNSEE, recensement 2007).....	15
Graphique 2 : Courbe rang-taille des localités du district de Kindamba.....	16
Tableau 2 : les localités les plus peuplées.....	16
Tableau 3 : Population estimée en 2006 des villages administratifs du district de Kindamba.....	17
Graphique 3 : courbe rang-taille des villages administratifs du district de Kindamba.....	18
Tableau 4 : Les localités enquêtées de Kindamba touchées par les conflits.....	23
Graphique 3 : pyramide des âges de la commune urbaine de Kindamba.....	28
Tableau 5 : Répartition par quartier de la population 2011 de la commune de Kindamba.....	29
Tableau 6 : Types d'équipements dans les quartiers de Kindamba.....	29
Tableau 7 : Les fonctionnaires résidents au chef lieu de Mayama (estimation).....	29
Tableau 8 : conditions d'accès des villages au chef lieu.....	39
Tableau 9: Figures de quelques transporteurs qui desservent fréquemment le district de Kindamba.....	44
Série de tableaux 10 : tableaux synoptiques des systèmes de production des villages enquêtés.....	54
Tableau 10a : Kindamba.....	55
Tableau 10b : Sud ouest-zone arachidière.....	56
Tableau 10c : Zone rizicole.....	57
Tableau 11 : Présentation des structures de santé du district de Kindamba.....	63
Tableau 13 : caractéristiques des écoles du district de Kindamba.....	74
Tableau 13 : Disciplines enseignées au CETA de Kindamba.....	82
Tableau 15 : Matériel pédagogique du CETA de Kindamba.....	83
Tableau 15: Besoins prioritaires exprimés par les comités de villages et focus groupes.....	89
Tableau 16 : matrice des forces et faiblesses.....	91

Photographies (crédits photos : LPED)

Photos 1 : Vallée de la Djouéké.	11
Photo 2 : Collines séparant Kindamba et Mayama.....	11
Photo 3 : Route de Kindamba à Kilébe Moussia (sud ouest du district).	11
Photo 4 : Paysage rural à Kilebe Moussia, champs, plantations de bananiers en lisière de forêt, forêt du NDouo.....	11
Photos 5 : Graffitis évoquant les guerres sur les murs de l'ancienne rizerie de Loukouo.	22
Photos 6 : Edifices détruits lors des guerres.....	28
Photo 7 : la nouvelle antenne « Transfert plus » à Kindamba.....	29
Photo 8 : Logements Soprogé type F3 en attente de finitions, mars 2011.	30
Photo 9 : Le programme de logements Soprogé de Kindamba.....	30
Photo 10 : Le marché central de Kindamba avec son hangar reconstruit (toiture neuve).	31
Photo 11 : Boutiques et étals aux abords du marché.	31
Photo 12 : Marché de rue matinal à Kindamba: diversité des produits disponibles, mais peu d'acheteurs.	31
Photo 13 : Redémarrage des commerces alimentaires, boucherie à Kindamba.	31
Photos 14 : les locaux de radio Kindamba.....	32
Photos 15 : la bibliothèque de Kindamba.....	32
Photo 16 : Une rue de Kindamba.....	33
Photo 17: Avenue et réseau d'éclairage public dans le CQ Paroisse.....	33
Photo 18 : le relais Airtel	34
Photo 19 : Stand de recherche de téléphones près du marché	35
Photo 20 : 3 tronçons de la piste Kindamba-Loukouo-Mayama.	38
Photos 21 : la route Kindamba-Vinza, traversée du lit majeur de la Djouéké.....	39
Photo 22 : A Matensama, reprise du petit élevage domestique.....	51
Photos 23 : La rizerie de Loukouo (janvier 2011)	53
Photo 24 : Séchage des haricots à Killébé Moussia.	54
Photo 25 : Plantation de bananiers.	54
Photo 26 : Habitat type de la vallée de la Djouéké	58
Photo 27 : Maison modeste à Loukouo	58
Photo 28 : habitat détruit – reconstruit à Kilébé Moussia	58
Photo 29 : Belle maison sur la piste Kindamba-Killébé Moussia.	58
Photo 30 : Cuisine à Matensama.....	59
Photo 31 : Le siège de la CSS de Kindamba.	60
Photo 32 : Annonce du recensement des agents de santé du Congo à Kindamba.....	61
Photo 33 : l'Hôpital en 2004 (cliché OCHA).....	65
Photo 34 : Vue à 360° de l'Hôpital de Base (Source : E. Morand, 2011).	65
Photo 35 : Le CSI de Kilébé Moussia.....	69
Photos 36 : Divers équipements non fonctionnels du CSI.....	69
Photo 37 : Démonstration de l'usage du brancard destiné aux évacuations du CSI de Kilebé Moussia	69
Photos 38 : La pharmacie du CSI de Kilebe Moussia.	70
Photo 39 : Le programme des cantines scolaires, exemple type de Loukouo.	72
Photo 40 : Extrait d'un rapport annuel de l'inspection primaire de Kindamba.	75
Photos 41 : l'état des locaux de l'école de Loukouo.	77
Photos 42 : L'état des locaux de l'école de Moussolo Dakar.	78
Photos 43 : L'état des locaux de l'école de Kilebe Moussia.	78
Photos 44 : Anciennes salles de classe à réhabiliter ? (Kilebe Moussia).	78
Photo 45 : Bâtiment scolaire en construction.	78
Photos 46 : L'état des locaux de l'école de Matensama.	79
Photo 47 : Collège de Kindamba : les salles de classe.	80
Photo 48 : Collège de Kindamba : l'internat détruit.....	80
Photo 49 : Collège de Kindamba : le mauvais état des charpentes.....	80

Photo 50 : Collège de Kindamba : Les ouvertures, tableaux et murs.....	80
Photo 51 : Elèves du collège en classe.....	81
Photo 52 : Les locaux du Centre des Métiers Agricoles (vers le centre de Kindamba).	82
Photo 53 : Bloc administratif et nouvelles salles de classe du Collège d’Enseignement Technique Agricole.....	82
Photo 54 : L’entretien collectif au chef-lieu.	98
Photo 55 : Focus groupe à Matensama.	99
Photo 56 : Entretien avec le comité de village à Moutoussala.....	99
Photo 57 : Entretien avec le Comité de village à Moussolo Dakar.....	99
Photo 58 : Entretien avec le comité de village et les ex-combattants à Loukouo.....	99
Photo 59 : Entretien avec le comité de village à Killébé Moussia.	99

Ce rapport d'étude fait partie d'un ensemble de diagnostics territoriaux de 7 districts du Sud Congo réalisés par une équipe scientifique du LED-Aix Marseille Université⁴⁷ à la demande du MASAHS pour l'élaboration d'un projet de développement communautaire dans des zones touchées par les conflits.

Les rapports d'enquêtes, sous forme de diagnostics territoriaux, ainsi que des relevés cartographiques pour l'élaboration d'un SIG ont été dirigés et suivis sur le terrain par E.Dorier et H.Mazurek accompagnés de doctorants et d'étudiants stagiaires⁴⁸, ainsi qu'une équipe de l'université Marien Ngouabi (Y.Berton Ofouémé). Cette série de rapports d'études de terrain, traitements et cartographie réalisées par le LPED a été remise au Ministère.

Enfin une série de synthèses sectorielles ont été validées lors d'ateliers de restitutions publiques organisés à Brazzaville en 2012 et dans les préfectures des départements concernés en 2013.

Rapports d'études remis au Ministère

DORIER E., 2011, *Une zone enclavée en situation post-confit. Le district de Mayama (Pool, République du Congo). Diagnostic territorial dans en vue d'un Projet d'Appui au Développement Communautaire*. Université de Provence-LPED/ PARSEGD, Ministère des affaires sociales de la solidarité et de l'action humanitaire du Congo, 83p, annexes, 20 cartes, 13 tableaux et graphiques.

DORIER E. (dir.), 2011, *Une zone enclavée en situation post-confit: le district de Kindamba (Pool, République du Congo). Diagnostic territorial dans en vue d'un Projet d'Appui au Développement Communautaire*. Université de Provence-LPED/ PARSEGD, Ministère des affaires sociales de la solidarité et de l'action humanitaire du Congo, 93p, annexes, 24 cartes, 16 tableaux et graphiques.

DORIER E. et MORAND E. (2011), *Une zone enclavée en situation post-confit: le district de Vinza (Pool, République du Congo). Diagnostic territorial dans en vue d'un Projet d'Appui au Développement Communautaire*, Université de Provence-LPED/ PARSEGD, Ministère des affaires sociales de la solidarité et de l'action humanitaire du Congo, 188 p, 33 cartes, 32 tableaux et graphiques, annexes.

DORIER E. MAZUREK H. et alii (2011), *Une zone enclavée en situation post-confit:le district de Kimba (Pool, République du Congo) Diagnostic territorial dans en vue d'un Projet d'Appui au Développement Communautaire*, Université de Provence-LPED/ PARSEGD, Ministère des affaires sociales de la solidarité et de l'action humanitaire du Congo, 127p, 20 cartes, annexes, 13 tableaux et graphiques.

MAZUREK H. et JONCHERAY M. (2011), *Le district de Kingoué, Diagnostic territorial et multisectoriel en vue du Projet d'Appui au Développement Communautaire*, Université de Provence-LPED/ PARSEGD, Ministère des affaires sociales de la solidarité et de l'action humanitaire du Congo, 91 p, 21 cartes, 9 tableaux et graphiques, annexes.

JONCHERAY M. et MAZUREK H. *Le district de Zanaga, Diagnostic territorial et multisectoriel en vue du Projet d'Appui au Développement Communautaire*, Université de Provence-LPED/ PARSEGD, Ministère des affaires sociales de la solidarité et de l'action humanitaire du Congo, 80 p, 16 cartes, 16 tableaux et graphiques, annexes.

OFOUEME-BERTON (2011), *Le district de Lekana, Diagnostic territorial et multisectoriel en vue du Projet d'Appui au Développement Communautaire*, Université Marien Ngouabi- LPED/ PARSEGD, Ministère des affaires sociales de la solidarité et de l'action humanitaire du Congo,, 188 p, 33 cartes, 32 tableaux et graphiques, annexes.

Ces rapports n'engagent que leurs auteurs. contact: elisabeth.dorier@univ-amu.fr

⁴⁷ Aix Marseille Université s'appelait Université de Provence jusqu'en 2012.

⁴⁸ doctorants: Rodrigue KINOUEANI, géographe, Université Marien Ngouabi. Dave MBEMBA SOUEMBELET, en cotutelle Université Marien Ngouabi et Université d'Aix Marseille. Etudiants de Master d'Aix-Marseille : Quentin FLEURET, Erwan MORAND, Damien ROUQUIER.